

# Matière crise



Encéphalogramme  
d'un système devenu  $f_0$



## La der des ders ?

A l'heure où vous lirez ces lignes, une nouvelle et énième crise secouera peut-être les marchés financiers et l'économie mondiale. Les médias suivront, heure par heure, la rapide dégringolade des bourses comme dans un mauvais feuilleton à suspense. Des traders et experts financiers nous expliqueront vivre « un moment historique en direct ». Des analystes divers et variés nous éclaireront sur les raisons qui ont poussé « les marchés » et autres « investisseurs » à la frilosité, à l'inquiétude, au manque de confiance... Les mots « crise », « krach », « panique » seront sur toutes les lèvres et dans tous les journaux.

Ce scénario, nous l'avons connu en 2008 avec la fameuse crise *des subprimes*... Et depuis presque un an avec la crise *des dettes publiques*.

Mais une différence de taille distingue pourtant ces deux événements....

## « Plus jamais ça » nous disait-on...

En 2008, des voix s'étaient fait entendre pour réclamer des mesures de régulation de la finance mondiale. L'ampleur de la catastrophe avait dévoilé au grand jour l'absurdité et l'inefficacité du capitalisme. Les responsables politiques, la bouche en cœur, nous avaient alors promis qu'on ne les y reprendrait plus, qu'ils avaient tiré les leçons du désastre... On allait voir ce qu'on allait voir. Les États avaient peut-être sauvé les banques à coups de centaines de milliards € mais pas à n'importe quelle condition. Dorénavant, le secteur financier serait contrôlé et transparent. Finis les paradis fiscaux, le secret bancaire, la finance folle et déconnectée de l'économie réelle ! Les citoyens n'auraient pas à payer cette crise dont ils n'étaient nullement responsables.

Que de promesses... jamais tenues !

Au final, les travailleurs se sont fait licencier par dizaines de milliers, les paradis fiscaux sont toujours aussi nombreux et opaques, les traders continuent de toucher des bonus indécents, la régulation

bancaire est inexistante, la spéculation est repartie de plus belle...

## Résultat ?

Aujourd'hui, ce même monde financier mord la main qui l'a nourri en spéculant sans scrupules sur les dettes publiques des États. Pour quel motif ? Les États seraient trop endettés et on doute de leur capacité de remboursement. C'est oublier un peu vite que la cause principale de l'accroissement de la dette des États, c'est l'aide financière colossale qu'ils ont accordée aux banques en 2008.

Mais, cette fois, pas d'aveu de culpabilité de la finance, pas de bouc émissaire à la Kerviel ou Madoff, pas de grande déclaration politique ni de promesse de régulation de la finance... Et encore moins de remise en question d'un système devenu fou.

Non, cette fois, des économistes « bien comme il faut » viennent nous expliquer que nous avons vécu au-dessus de nos moyens et que l'heure est au sacrifice. Les gouvernements mettent en marche - plus ou moins brutalement, selon les pays - le train des « réformes » inévitables, indispensables... La rengaine et la méthode sont reprises par presque tous les partis, y compris les plus « progressistes » d'entre eux.

Cette fois, plus question de faux-semblants comme il y a trois ans. On l'affirme et on l'assume publiquement : ce sont les travailleurs qui passeront à la caisse !

Pour satisfaire la cupidité de quelques spéculateurs et maintenir tant bien que mal un système capitaliste qui nous mène droit à la catastrophe, des instances internationales qui n'ont aucune légitimité démocratique (FMI, Commission européenne, Banque centrale...) et des sociétés privées (agences de notation) somment les États de prendre des mesures d'austérité radicales : relèvement de l'âge de la pension, hausse de la TVA, coupes claires dans les services publics, gels des salaires, diminutions drastiques (voire suppression) des allocations sociales, privatisations et libéralisations à outrance...

Pas besoin d'être devin pour prédire ce qui va se passer. De plus en plus de voix se joignent maintenant aux syndicats pour mettre en garde contre les conséquences de ces politiques.

Outre leur caractère profondément injuste, ces mesures d'austérité seront également totalement inefficaces. Les réductions massives de pouvoir d'achat se traduiront par une récession qui plombera l'économie et plongera les finances publiques dans le rouge. Les États, appauvris, devront dès lors emprunter à des taux encore plus élevés... ce qui justifiera de nouveaux plans de rigueur !

On tente d'éteindre l'incendie avec des allumettes et du pétrole.

Voilà où nous en sommes aujourd'hui...

Les réactions populaires qui ont agité - et agitent encore - certains pays européens laissent cependant entrevoir un espoir. Les citoyens, que l'on disait massivement individualistes et désintéressés de la politique, se réapproprient le débat public et leur destin. Si divers soient leurs niveaux de conscientisation, leurs motivations et leurs sensibilités politiques, les « indignés » posent des questions essentielles qui méritent toute notre attention : la dette des États est-elle légitime ? A qui profitent la spéculation et les plans d'austérité ? Comment sortir de ce cycle infernal ?

## **Prenons du recul !**

L'emballement médiatique qui accompagne les crises empêche, trop souvent, de poser un diagnostic clair sur le fonctionnement d'un système atteint de démence, déconnecté des réalités économiques, sociales et environnementales. Pour y mettre fin, il est pourtant indispensable d'en identifier les causes et de prescrire le traitement adéquat.

C'est pourquoi, lors de son dernier Congrès et à travers ses campagnes (« Le capitalisme nuit gravement à la santé », « Où est passé l'argent ? »), la FGTB wallonne avait déjà abordé la question sous plusieurs angles et avancé des alternatives concrètes, crédibles, socialement justes et économiquement efficaces.

Mais cette réflexion doit être en constante évolution. Proposer de nouvelles alternatives, œu-

vrer au rapport de force qui permettra de les voir aboutir... Tels sont les défis que le monde syndical doit relever.

C'est dans cet objectif que plusieurs travailleuses et travailleurs du CEPAG ont, à la demande de la FGTB wallonne, couché sur papier leur analyse personnelle de l'« encéphalogramme d'un système devenu fou ».

La diversité de leurs parcours militants, de leurs centres d'intérêt, et de leurs expériences de travailleurs (formateurs, économistes, conseillers...) se reflète dans leurs écrits. Chacun a en effet abordé la crise sous ses différents aspects en y apportant sa touche personnelle, contribuant ainsi à la richesse de ces regards croisés sur la crise.

Certains se concentrent plus particulièrement sur les origines réelles de la crise : répartition inégale des richesses, dérégulation et libéralisation de l'économie, mondialisation, « droitisation » de la société... D'autres relient les événements avec des enjeux actuels majeurs : environnement, conditions de travail, précarité, déplacement du pouvoir de décision de la sphère politique vers la sphère économique et financière... D'autres encore détaillent très concrètement les mesures à prendre - à court, moyen et long terme - pour sortir de l'impasse : justice fiscale, suspension ou remise en cause partielle des dettes publiques, réduction collective du temps de travail, régulation et contrôle du système financier et bancaire, redistribution des richesses...

L'attrait de cette publication réside également dans la multitude des thématiques abordées : social, environnement, économie, politique et idéologie, emploi et conditions de travail, rapports Nord-Sud...

Par une large diffusion de ce recueil, la FGTB wallonne espère faire progresser la réflexion et le débat au sein de son organisation mais aussi au-delà.

Penser l'après-capitalisme est maintenant une nécessité absolue !

Thierry Bodson,  
Secrétaire général.

*Anne Tricot est conseillère au CEPAG où elle est en charge des matières sociales (accueil de l'enfance, sécurité sociale et politiques sociales régionales).*

*Dans sa contribution, elle élargit son champ d'analyse aux secteurs économiques et financiers pour nous donner son analyse des événements qui secouent le monde depuis 2008. Mais elle remonte aussi le temps pour se pencher sur les origines de la crise aux États-Unis et en Europe. Bien que rédigé en mai dernier, ce texte aborde déjà la crise « des dettes souveraines » et leurs conséquences désastreuses pour les travailleurs du monde entier.*

*En guise de conclusion, elle nous fait part de ses réflexions personnelles quant à l'avenir du système économique mondial et quant aux stratégies à développer pour construire un réel rapport de force face au capitalisme et aboutir à la mise en place de mesures concrètes pour sortir de l'impasse.*

## A propos de la crise...

Anne Tricot ■ Mai 2011

Les 3 années écoulées depuis la faillite des banques américaines ont démontré à souhait que nous sommes bien dans une crise structurelle du capitalisme, qu'on tend à faire payer par le monde du travail.

L'approfondissement des inégalités sociales, le recul de la part des salaires dans la distribution des richesses et le développement de la consommation à crédit sont à l'origine de la crise financière. Et pas, comme certains tentent encore de le faire croire, le comportement malhonnête et irresponsable de quelques acteurs financiers.

L'appauvrissement de la classe moyenne aux USA, assorti d'une autorisation de recours massif à l'endettement à bas taux progressif pour doper le secteur de la construction et de l'immobilier fut l'élément déclencheur. Le modèle reposait sur un remboursement des prêts par l'éventuelle revente des immeubles sur un marché en hausse. La crise est apparue quand le marché immobilier s'est effondré.

Le crédit est nécessaire au capitalisme pour soutenir l'investissement et la consommation. Mais, en l'absence de régulation, l'accaparement du profit financier des montages basés sur l'endettement par une poignée d'initiés a finalement provoqué une crise financière. Les défaillances du système ont été sciemment ignorées, en raison de l'adhésion générale au mythe de l'autorégulation.

L'élimination de la séparation entre le système de paiement et le système spéculatif a créé une situation explosive. Née de pratiques incontrôlées des banques aux USA, la crise

financière s'est transformée en crise généralisée du financement public.

Suite aux imprudences de leurs organismes bancaires vis-à-vis de produits structurés dangereux, les États européens sont intervenus au départ des budgets publics, s'enfonçant dans l'endettement pour sauver leurs banques, sans rien exiger en échange.

La crise est devenue alors une crise souveraine touchant les différents États de la zone Euro.

La volonté commune de réguler le secteur bancaire pour éviter de futurs accidents, apparue à l'occasion de la crise financière, s'est rapidement délitée.

La thèse dominante selon laquelle c'est en libérant les marchés de toute entrave qu'on peut atteindre le maximum de rationalité a retrouvé ses marques. L'objectif poursuivi reste clairement sauver le système, pas le changer !

### En effet...

Dans un premier temps, les États européens ont réagi en renforçant les « stabilisateurs sociaux » pour maintenir l'emploi et soutenir la relance économique.

En Belgique, le recours au chômage économique (amélioration et extension aux employés) et aux formules de réduction individuelle du temps de travail (crédit-temps, prépension) a permis d'amortir le choc.

Rapidement, en l'absence de mesures de contrôle des banques et de mutualisation des dettes publiques au niveau européen, la spéculation contre la dette souveraine des États - les agences de

notation jouant à accentuer la défiance - a entraîné dans la tourmente les États plus fragilisés : la Grèce, l'Irlande puis le Portugal.

L'Europe a décidé alors d'intervenir pour rassurer les marchés, les États se révélant prêts à assainir sur le dos des citoyens. Un fonds de stabilisation de l'euro a été improvisé, qui s'est révélé très lucratif pour les grands États de la zone. En contrepartie d'un soutien collectif au financement des dettes des États, l'Europe leur impose de pratiquer une austérité touchant à l'absurde dans la mesure où elle crée les conditions d'une nouvelle récession.

Soucieuse avant tout de faire respecter le pacte de stabilité, l'Europe introduit, sous le vocable de « semestre européen », une procédure de surveillance mutuelle plus stricte et adopte un calendrier de réduction des dettes publiques en porte-à-faux avec les besoins d'une relance économique.

Au menu : coupes sombres dans les dépenses publiques (services publics et prestations sociales), modération salariale stricte, flexibilisation accrue du marché du travail, relèvement de l'âge de départ à la retraite et réforme des pensions. Et si cela ne suffit pas, le basculement vers une fiscalité plus centrée sur la consommation est préconisé.

Pour Merkel et Sarkozy, le renforcement de la compétitivité est « la » condition d'un avenir européen. Dans cet objectif, le salaire est « la » variable d'un nécessaire ajustement des coûts de production, les dépenses publiques celle d'un nécessaire ajustement budgétaire. Le défi lié à l'avenir des pensions est instrumentalisé au service d'une vision économique de droite. Il est présenté comme étant celui du maintien à l'emploi des travailleurs âgés (allongement des carrières) et de la responsabilisation individuelle par rapport au financement de la vieillesse (généralisation de pensions en capitalisation et privatisation de pans de l'assurance santé), et pas pour ce qu'il est, c'est-à-dire celui du développement des services et de la redistribution des richesses.

Le capitalisme confronté à la crise d'un de ses rouages, la finance, cherche, classiquement, à sortir de l'impasse en menant une offensive antisociale d'envergure. L'Europe néolibérale, construite sur la libre circulation des capitaux, lui déroule un tapis rouge.

Les entreprises cherchent à rétablir - voire à étendre - leur marge au détriment des salaires, de l'embauche et des conditions de travail.

La crise énergétique et la crise écologique viennent toutefois compliquer le tableau.

Les prix des matières premières montent et l'inflation - en grande partie cachée par un index amputé qui ne reflète pas l'évolution réelle des coûts - a repris du poil de la bête, entraînant une baisse du pouvoir d'achat.

En 2010, les résultats de nombreuses entreprises industrielles se sont révélés très profitables sans que les travailleurs n'aient accès au partage des bénéfices.

Les bonus et salaires des grands patrons explosent à nouveau, les salaires des travailleurs, quant à eux, sont bloqués.

Le capitalisme se conforte sur la croissance des inégalités. Il profite de la crise pour approfondir l'écart d'évolution entre revenus du travail et du capital, sans tenir compte d'enjeux collectifs à long terme.

Les mesures prises, aux conséquences sociales négatives, créent des tensions qui menacent la construction européenne, perçue par les populations, de plus en plus, comme uniquement au service des marchés.

Chaque pays tente de tirer son épingle du jeu au prix d'une concurrence exacerbée pesant sur les travailleurs et les allocataires sociaux.

En Belgique, malgré l'absence de Gouvernement fédéral, la population a, jusqu'à présent, moins souffert que celle des autres États européens, sans pour autant que la situation globale du pays ne s'aggrave. Le budget tient la route et la dette diminue sans mesures d'austérité. Le paradoxe n'est qu'apparent dans la mesure où les gouvernements en place ont tous mis en œuvre des politiques d'austérité au service du système.

Dès le début, la FGTB wallonne a dénoncé, derrière la crise financière, une crise structurelle du capitalisme.

La campagne « Le capitalisme nuit gravement à la santé » répondait à l'urgence de favoriser et soutenir une prise de conscience nécessaire pour organiser la résistance.

Le sauvetage des banques privées par l'État offrait une opportunité unique pour expliquer les dérives du capitalisme et mettre sur la table des propositions concrètes visant :

- la régulation du secteur bancaire

- la création d'une banque publique
- la limitation des bonus
- une fiscalité équitable (suppression des intérêts notionnels, levée du secret bancaire, impôt sur le capital...)
- une politique de relance économique qui tienne compte des enjeux environnementaux
- la réduction collective du temps de travail (emploi de qualité pour tous)
- la défense et le développement des services publics
- le renforcement du système de pensions légales par répartition dans le cadre d'une sécurité sociale forte et solidaire.

Certes, des résultats ont été engrangés par rapport à certains de ces objectifs, tant au niveau régional que fédéral. On pointera :

- la création de la Caisse wallonne d'Investissement
- une série de mesures de soutien au pouvoir d'achat des travailleurs et des allocataires sociaux
- un accompagnement syndical du Plan Marshall 2. Vert de relance économique
- l'amélioration et l'extension temporaire du chômage économique
- un premier pas - timide mais appréciable - vers la levée du secret bancaire.

Il faut constater cependant que les mesures prises s'inscrivent dans des politiques conjoncturelles et ne participent en rien à une remise en cause du système.

Pour preuve :

- La régulation du secteur bancaire, la suppression des intérêts notionnels, la levée totale du secret bancaire et l'impôt sur le capital restent loin d'être acquis, même si ce ne sont plus des sujets tabous.

L'opinion du public ainsi que d'une partie du monde politique évolue mais l'absence d'harmonisation fiscale européenne sert de bouclier aux défenseurs de l'immobilisme.

- La réforme des pensions reste dans les cartons, gelée uniquement par défaut de gouvernement à part entière. L'Europe fait pression tandis que la classe politique et l'opinion publique restent largement convaincues d'une fatalité liée au vieillissement de la population, obligeant tant à reculer l'âge du départ à la retraite qu'à revoir le système de financement pour y introduire une composante en capitalisation.

- La réduction collective du temps de travail ne rencontre que très peu d'adeptes et - y compris dans l'organisation syndicale - le doute domine quant au réalisme d'une telle revendication. La flexibilité et l'individualisation de la négociation du temps de travail ont fait des dégâts, la multiplication des formules de réduction individuelle du temps de travail également !

Il est clair que si quelques batailles ont été gagnées, la guerre est loin d'être finie.

Le récent épisode de l'AIP et les décisions du sommet européen en témoignent, si nécessaire encore. Quelques miettes ont été distribuées aux travailleurs et allocataires sociaux tandis que le projecteur est temporairement recentré sur le cadre général du Pacte européen indigeste, pour tenter de calmer la grogne.

Le changement de système n'est pas à l'agenda des décideurs politiques.

Ils ne remettent pas en cause la logique de marché. Ils voient dans l'augmentation de la compétitivité « la » méthode pour rembourser la dette.

## Et maintenant ?

La crise a une fois de plus montré que le capitalisme laissé à lui-même tourne fou, ce qui réhabilite l'État dans son rôle de régulation et de contrôle.

Le fossé reste cependant immense entre les tenants du marché libre, présents à tous les niveaux et dans tous les rouages de la décision politique, partisans tout au plus d'une régulation étroitement circonscrite à la consolidation du secteur bancaire, et ceux, issus de différents horizons, qui estiment que le système a montré ses limites et que l'heure du changement a sonné.

La résistance aux plans d'austérité au niveau de chacun des États est indispensable mais ne suffira pas. Elle devra nécessairement s'inscrire dans la construction d'une réaction orchestrée, portée solidairement au niveau européen, visant à changer fondamentalement les règles du jeu.

Le rapport de force permettant de sortir d'un système entièrement construit en référence à la compétitivité nécessite la mise en cohérence des différents mouvements (environnemental, syndical, mouvement pour la décroissance...) entrés en résistance au départ d'analyses et priorités immédiates différentes.

Parallèlement à la conscientisation de la population et à la mise en réseau des énergies combattives, des objectifs syndicaux concrets devront être définis - régionaux, nationaux, européens -, complémentaires pour construire un projet européen alternatif au service des populations et pas du capital.

Plus précisément, il s'agit d'avancer tout à la fois sur le plan :

- du contrôle du système économique :
  - régulation des secteurs financier et bancaire en lien avec les besoins de l'économie réelle
  - contrôle des prix de l'énergie
  - renforcement de la concertation sociale
    - de la répartition du profit :
  - définition d'une norme actionariale
  - plafonnement des bonus et instauration d'un salaire maximal
  - convergence de la fiscalité sur le capital (transactions, plus-values...)
  - réduction collective du temps de travail en lieu et place des réductions de cotisations et déductibilités fiscales
  - harmonisation des normes sociales
    - de la réponse aux besoins sociaux, c'est-à-dire :

- développement des services publics
- politique d'investissement public - sur base d'un budget européen élargi - dans des secteurs porteurs d'emplois, respectueux d'un développement durable, notamment dans le développement de services répondant aux besoins communs des populations (par exemple, les besoins liés au vieillissement de la population).

Dans ce cadre, au niveau européen, porter en commun quelques grandes revendications pourrait avoir un effet de levier.

Par exemple :

- annulation de la dette publique des États à hauteur des moyens engloutis dans le sauvetage des banques
- mutualisation des coûts de la dépendance au sein d'une branche d'assurance publique européenne
- fixation d'un salaire minimum européen indexé sur la productivité des pays
- lutte contre le projet de marché transatlantique.

Chacun se rappellera que l'accumulation de bonds quantitatifs conduit au bond qualitatif. ■



*Anne-Marie Robert est en charge des dossiers « emploi » à la FGTB wallonne. Elle siège dans des organes de concertation où elle est souvent confrontée aux nouvelles techniques de « management » du privé que l'on tente d'appliquer aux services publics.*

*Dans ce texte, elle aborde la question de l'idéologie sur fond de crise. Elle décortique les processus par lesquels on tente de ridiculiser ou décrédibiliser, bref délégitimer, le discours progressiste. Car le rapport de force n'est pas qu'économique ou social. La lutte a également lieu sur le terrain des idées. Et, dans ce combat, les mots ont toute leur importance.*

## La stratégie du « gros mot » ou comment répondre à la question : « Qui fait de l'idéologie ? »

Anne-Marie Robert ■ Avril 2011

**« Le XX<sup>e</sup> siècle a été le siècle de l'impôt sur le revenu. Je fais le pari que le XXI<sup>e</sup> siècle sera celui de l'impôt sur le capital »**

**Thomas PIKETTY**

Economiste, Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales et professeur à l'Ecole d'économie de Paris<sup>1</sup>

### Ce qu'on ne peut plus dire

Lorsque l'on rencontre les partisans du libéralisme économique et que la discussion s'engage, pas question de remettre en avant des concepts comme :

- **Lutte des classes** - alors qu'on sait qu'elle n'a jamais été si prégnante. Ce sont les curseurs définissant les classes qui ont bougé, non le fait qu'elles existent et qu'elles sont bel et bien en lutte.

- **Rapport de force** : « Mais enfin, de quoi parlez-vous ? Tout ceci est le résultat d'un malentendu. Communiquons davantage et le tour sera joué... »

- **Inégalités sociales** : « Elles ont toujours existé, sauf dans les régimes communistes. Vous voulez revenir à cet état ? On a vu ce que ça a donné... »

Et la liste pourrait s'allonger à l'infini...

Mais il y a un gros mot, honni par-dessus tous les autres, qu'il suffit de prononcer pour réduire à néant les arguments des partisans de la réduction des inégalités : Vous faites de l'**idéologie**... Ce mot semble en effet, aux yeux de certains, symboliser tout ce qu'ils cherchent à dévaloriser,

par la dérision, en l'associant implicitement – ou non – à un certain folklore où ils voudraient pêle-mêle inclure l'Internationale, la momie de Vladimir Ilitch et le petit livre rouge de Mao Tsé Toung...

Si donc les partisans de la justice sociale font de l'idéologie, allons voir de quoi il s'agit réellement...

### Comment définir le concept d'idéologie ?

Souvenons-nous de ce qu'en disait le philosophe Louis Althusser :

« Une idéologie est un système, possédant sa logique et sa rigueur propres de représentations (images, mythes, idées ou concepts) selon les cas doué d'une existence et d'un rôle historiques au sein d'une société donnée. »<sup>2</sup>

#### Quel est son principe moteur ?

« L'idéologie est le mode de pensée qui transforme des faits de culture en faits de nature »<sup>3</sup>

Donc, si l'on veut répondre à la question : « Qui, aujourd'hui, sur l'échiquier social, fait de l'idéologie ? », nous devons répondre à l'interrogation suivante :

**« Qui, aujourd'hui, sur l'échiquier social, transforme les faits de culture en faits de nature ? »**

Une des premières à avoir pratiqué cette méthode est – de sinistre mémoire – Margareth Thatcher, avec son acronyme désormais bien connu : TINA : There is no alternative.

S'il n'y a pas d'alternative, nous sommes donc en présence d'un phénomène dont les effets négatifs

<sup>1</sup> Auteur, avec Camille Landais et Emmanuel Saez, de « Pour une révolution fiscale. Un impôt sur le revenu pour le XXI<sup>e</sup> siècle », La République des Idées, Le Seuil, 2011.

<sup>2</sup> In Idéologie et appareils idéologiques d'Etat, Notes pour une recherche, La Pensée, 151, juin 1970.

<sup>3</sup> Idem.

ressortissent de la fatalité, et non d'un choix délibéré de quelques-uns, au détriment d'une grande majorité de nos contemporains. Ainsi du creusement des inégalités sociales, de l'écart gigantesque entre hauts et bas revenus, du basculement dans la pauvreté d'un pan toujours plus large de la société, du scandale permanent que constituent des fortunes individuelles dépassant le PIB de certains pays, et non des moindres... Des économistes développent même assez cyniquement – mais les experts sont-ils cyniques ou tout simplement intoxiqués ? - la théorie que, à chaque étape de progrès, certains doivent en payer le prix. Pour eux, si ce phénomène est « inéluctable », cela n'en constitue pas moins un progrès. Ainsi développent-ils le raisonnement que chaque invention qui, à l'aune de l'histoire, a constitué un progrès considérable, a suscité la mise à l'écart d'une partie de la population et a provoqué en conséquence, colère et révolte des laissés – pour - compte. Pour preuve, l'exemple souvent rappelé de l'inventeur de la machine à coudre subissant les foudres des artisans qui, en répression, détruisirent son atelier. Il est clair, poursuivent ces experts, que l'invention de la machine à coudre, rendant la confection plus rapide et moins chère, a constitué un progrès, même si les ouvriers qui n'ont pu se reconvertir sont tombés dans la misère... On ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs, nous dit la sagesse populaire... Fort bien, il faudrait donc admettre que notre société est en progrès, que la révolution technologique, bien sûr, laisse quelques-uns sur le bord du trottoir, mais que l'on n'y peut rien, que c'est « inéluctable » et que de toutes façons, les filets de sécurité, financés à grands coups d'impôts, sont là, dans une société avancée telle que la nôtre, pour diminuer les dégâts inévitables de tout progrès.

### Où le bât blesse-t-il ?

C'est que, si l'on y réfléchit bien, on peine à voir où se situe le progrès social que constitueraient ces avancées. Ou plutôt – soyons honnêtes – ce progrès social existe bien : la richesse produite augmente constamment et la vie est plus facile matériellement aujourd'hui qu'il y a cinquante ans.

La différence, c'est que le prix à payer en contrepartie est proprement exorbitant : toujours plus de richesse pour quelques-uns ; de moins en

moins de pouvoir d'achat pour tous les autres ; insatiabilité des actionnaires décidant de la politique des entreprises qui leur assurent un return énorme au prix de licenciements collectifs et de délocalisations; surexploitation des richesses naturelles, dégradation de la nature, malbouffe, pollution devenue ingérable...

« Ces acteurs privés appliquent en effet sans aucune vergogne, à une échelle tout à fait inédite dans l'histoire, le vieux précepte à la base du développement du capitalisme : socialiser les pertes et privatiser les profits. Pile je gagne ; face tu perds. »<sup>4</sup>

A toutes ces misères et inégalités, à tous ces dysfonctionnements, à tous ces scandales - le mot n'est pas trop fort – il y a des solutions.

Des solutions qui seraient du côté de l'égalité sociale, du mieux-être pour tous et par conséquent, de la consolidation du vivre ensemble dont le délitement creuse de plus en plus le lit de l'extrême-droite au niveau politique, et alimente les formes de violence, sur le plan social.

**Comment se fait-il alors qu'elles ne sont pas prises – ou pas suffisamment en tout cas – en compte ? Tout simplement parce qu'on les rend inaudibles... Par quels moyens ?**

La palette de moyens mis en œuvre est large : dévalorisation des propos ; ironie ; confinement dans l'idéalisme évidemment dépassé...

Le psychanalyste Christophe Dejours, dans son ouvrage : Souffrance en France<sup>5</sup> explicite la démarche. Il rappelle ainsi que dans les sociétés totalitaires telles que nous les avons connues au milieu du siècle dernier et qui perdurent encore dans certaines régions du globe à l'heure actuelle, les personnes qui n'adhéraient pas au système dominant – fascisme, nazisme – étaient poursuivies, emprisonnées, torturées, et mises à mort, dans le but de faire taire leur voix discordante.

A l'heure actuelle, le psychanalyste remarque que point n'est besoin d'aller si loin : il suffit de

<sup>4</sup> Guillaume Duval, Rédacteur en chef d'Alternatives économiques, avril 2011.

<sup>5</sup> Ed. du Seuil, 1998.

dévaloriser ou de nier le discours de ceux qui ont une autre parole que la pensée unique.

Ainsi, les économistes qui remettent en question la doxa actuelle ne sont ni poursuivis ni emprisonnés : ils sont simplement obligés de fonctionner en circuit fermé, en ne touchant que les convaincus. Les autres ne les entendent tout simplement pas.

Le fait que certains économistes soient considérés comme des gourous et d'autres rendus inaudibles est en lien avec la supercherie qui entoure la conception même de l'économie: considérée comme une science à part entière, on lui a même conféré, pour plus de véracité, un pseudo – Prix Nobel. Les « vrais » Prix Nobel sont décernés chaque année à des personnes « ayant apporté le plus grand bénéfice à l'humanité , par leurs inventions, découvertes et améliorations dans différents domaines de la connaissance, des savoirs et de la culture<sup>6</sup> » dans cinq disciplines différentes : paix ou diplomatie, littérature, chimie, physiologie ou médecine et physique.

C'est la Banque de Suède qui a décidé d'octroyer un prix Nobel à l'économie, lui conférant de la sorte un statut scientifique - et non culturel - que son objet ne suppose pas.

Ce tour de passe-passe se justifierait encore à la marge si les résultats engrangés étaient positifs. On pourrait reprendre à notre compte - également à la marge - l'adage cynique du leader chinois Den Xiao Ping, pressé de conduire une partie de la population vers le socialisme de marché : « Peu importe la couleur du chat, pourvu qu'il attrape des souris » ou encore, traduction occidentale : « La fin justifie les moyens. »

C'est ici que l'on peut également faire référence à la sagesse populaire animalière en avançant « qu'un chat n'y retrouverait pas ses jeunes »

En effet, si « la fin justifie les moyens » : penchons-nous sur les caractéristiques de cette fin :

## **Qu'avons-nous vu au travers de la crise mondiale de 2008 ?**

**Les éminents spécialistes** ont répété à l'envi qu'ils n'avaient rien vu venir parce que c'était impossible de prédire ce genre de crise.

Or, des voix s'élevaient depuis plusieurs années déjà, notamment aux États-Unis, pour crier casse-cou avec la politique des subprimes qui, comme on sait, fut le déclencheur de la crise. Si l'on se penche sur certaines publications d'avant la crise, on peut voir qu'elles décrivaient très précisément ce qui s'est produit.

On n'en a tout simplement pas tenu compte...

**Les grands managers** eux non plus n'ont rien vu venir, sauf quand il a fallu quémander l'aide de l'État, quand la bise fut venue. On ne leur a cependant pas demandé ce qu'ils faisaient au temps chaud, car la réponse était évidente : ils engrangeaient de plantureux bénéfices, stock options et autres parachutes dorés.

Malheureusement, on ne leur demandera pas de danser pour se réchauffer, car ils n'en ont pas besoin : ils ont, sans coup férir et à la vitesse V, reconstitué leurs avoirs et privilèges : aux grands managers les augmentations d'émoluments de 20 à 30 pour cent ; aux travailleurs l'austérité...

Comment expliquer que ces inégalités totalement injustes et injustifiées ne soulèvent pas davantage de révolte ? Comment toute cette souffrance peut-elle perdurer sans grande lame de fond ? Alors que, contre toute logique et contre tout discours dominant interminablement ressassé, les résultats sont désastreux ?

Une des explications est précisément typique des effets secondaires du discours idéologique : à savoir que les moyens mis en œuvre pour convaincre que des effets de culture, c'est-à-dire un résultat de décisions prises – qui pourraient par conséquent être d'un ordre différent – sont naturels et donc sans alternative possible, atteignent leur but.

Ainsi, après une crise de l'ampleur de celle que l'on a connue, il est considéré comme « naturel » qu'on doive imposer l'austérité pour redresser la situation.

## **Autre élément typique du discours idéologique : la personnalisation**

Dans tous les media, dans la bouche des commentateurs de la vie politique, et de nos responsables politiques, sans oublier bien sûr les experts, le concept de « marché » est doté d'une personnalité quasi indépendante, douée de sentiments et susceptible de mener des actions : à

<sup>6</sup> Testament d'Alfred Nobel.

longueur de temps, nous entendons que : « le marché a réagi à telle ou telle nouvelle » ; que « le marché est frileux » ; que « le marché va réagir » ; que « le marché est mécontent » ; que « le marché n'aime pas l'incertitude ( ! ) »...

Avec un tel discours sans cesse martelé, nous finissons par réellement croire à cette personnalisation, qui typiquement transforme un fait de culture : à savoir le rôle exagérément prépondérant d'un élément sur l'échiquier social, en fait de nature : l'existence d'une personne douée de caractéristiques dont il est obligatoire de tenir compte...

Et cependant, si l'on y réfléchit correctement, comment peut-on avaliser le fait que l'économie a cessé d'être au service des hommes pour au contraire asservir l'être humain ? Il y a là un renversement de la pyramide des valeurs qui n'a pu être avalisé que dans le cadre d'un discours idéologique. S'il y a bien un fait contre nature, c'est bien celui-là...

## Le mythe et son héros

Si l'on s'en réfère au contenu de la définition d'Althusser, c'est au travers d'images, mythes, idées ou concepts que se construit le discours idéologique. Le discours idéologique néolibéral a sans conteste son mythe : le règne de l'expertise ; et son héros : l'expert.

### Le règne de l'expertise et l'expert

Entre en scène l'expert. Celui qui sait et qui va dire ce qu'il faut faire... avec la force de l'évidence. Ainsi l'expert - gestionnaire, non seulement met en place ou supervise les procédures selon les méthodes choisies (par qui ?) mais également procède à la validation des besoins.

Et c'est ainsi que, de manière aussi faussement « évidente » que soft, les représentants du pouvoir politique, en déléguant l'analyse de la situation à l'expert, paient eux-mêmes pour se faire spolier de leur pouvoir de décision...

A l'heure actuelle, nous entendons le discours des experts, notamment relayé par les media, chargé de faire entrer dans notre cerveau – et ceci après avoir formellement affirmé que le plus gros de la crise était derrière nous – que l'austérité devait absolument être instaurée, non pas du tout parce que les États se sont endettés pour renflouer les banques : Que non point que nenni, malheureux,

vous n'avez rien compris... La situation « catastrophique » dans laquelle nous nous trouvons est due, selon eux, au fait que les États ont vécu « au dessus de leurs moyens ». Ici, on vise bien sûr l'« État providence » et le coût bien sûr prohibitif à leurs yeux des services publics.

Si d'aventure un économiste développe un autre avis en rappelant fort justement que le B A B de l'économie est précisément qu'il ne faut pas confondre la gestion d'un État avec celui des ménages - comparaison sans cesse martelée par les partisans de l'austérité - il n'est tout simplement pas écouté...

## Monsieur J'ai tout faux

L'exemple hypertrophié est symbolisé par la personne d'Alain MINC, expert des experts, Conseiller entre autres de Nicolas Sarkozy, qui a son mot et son avis sur tout et ne se prive jamais de le faire savoir, jouissant par ailleurs d'un écho très important dans les media. Chaque fois qu'Alain MINCousse, le monde occidental en son entier se plaint de coryza...

Et cependant, une étude statistique effectuée par un hebdomadaire français a pu démontrer, preuves à l'appui, que ce monsieur avait toujours tout faux, et ce depuis des années... Mais cette démonstration argumentée n'a eu aucun effet, ce qui permet à Monsieur MINC de pontifier de plus belle, continuant à être considéré par une certaine intelligentia comme un gourou de la prédiction économique...

« La démonstration expérimentale impose sa « logique » de vérité à toutes les autres formes de savoir. L'expertise devient la référence majeure dans le processus de décision. Le pouvoir technocratique peut alors se développer : pouvoir du savoir mobilisé par des spécialistes qui imposent une modélisation du réel sous forme de tableaux de bord, d'indicateurs, de ratios..., autant de langages normatifs qui s'imposent aux acteurs de l'entreprise. L'expert règne alors en maître. »<sup>7</sup>

<sup>7</sup> In Vincent de Gaulejac, La société malade de la gestion, Idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social, Ed. du Seuil, 2005.

## Un impact parmi d'autres : l'application des techniques managériales du privé au secteur public

« La culture du résultat, présentée comme une nécessité pour recrédibiliser l'action publique, risque d'entraîner l'effet inverse. Loin de produire un meilleur service public, elle transforme les usagers en clients, les agents en représentants de commerce et les institutions en entreprises. La performance n'est plus mesurée à l'aune de la qualité du service rendu pour tous, mais en fonction de son coût et de ses résultats financiers. Il existe un décalage massif entre la façon dont les performances sont évaluées par des outils conçus dans le secteur privé et la façon dont elles sont perçues par les agents ou les clients. »

On assiste ainsi à « une prescriptophrénie » galopante, maladie de la prescription qui consiste à traduire les compétences, les fonctions et les activités dans des grilles, afin de pouvoir contrôler le temps de travail sur un modèle néotaylorien de décomposition des tâches. »

« L'État doit être efficace, l'administration doit être performante, les fonctionnaires doivent intérioriser la culture managériale, les institutions doivent se rentabiliser, les coûts et les personnels, par définition pléthoriques et inefficaces, doivent être réduits, la culture du résultat doit se substituer à la culture des moyens. »

« La mise en œuvre d'une rationalité dans la gestion des moyens occulte la discussion sur l'adaptation des institutions à leurs missions. On se préoccupe plus de gérer le trou de la Sécurité

sociale que de préserver la protection sociale pour tous ; d'adapter les universités au besoin de l'économie que de favoriser la recherche fondamentale et l'accès du savoir au plus grand nombre ; de réduire le taux de délinquance plutôt que d'assurer la sécurité publique ; de diminuer les chiffres du chômage, jusqu'à rayer des listes de demandeurs d'emploi sous tous les prétextes, plutôt que de proposer du travail à tous ceux qui en ont besoin. Les outils d'évaluation des politiques publiques, calqués sur la gestion privée, conduisent à la perte du sens du service public, et de la politique elle-même. »

Ainsi, les méthodes managériales chapeautées par le concept global de Gouvernance peuvent être des armes redoutables pour circonvenir le politique en introduisant une dépolitisation massive qui prône « l'administration des choses » au détriment de « l'administration des citoyens » et estomper l'action en tant que telle au profit de la construction des ses outils et méthodes.

La copie conforme - ou du moins censée l'être - des méthodes managériales du privé, appliquée au secteur public, a pour conséquence une dérive plus pernicieuse encore que l'application de ces méthodes. C'est que, insensiblement, les services publics sont mis sur le même pied - les contraintes en plus - que les opérateurs privés.

En occultant ces contraintes, on peut ainsi in fine, dans un premier temps obliger les services publics à adopter les techniques managériales du privé et dans un deuxième temps, démontrer qu'ils sont moins pertinents que le privé. CQFD ■

Journaliste de formation, **Didier Brissa** a pratiqué le militantisme sous toutes ses formes : d'abord dans l'associatif, puis au sein de la FGTB Liège-Huy-Waremme, dans les manifs et les occupations, sur les piquets... mais aussi derrière son clavier ! Aujourd'hui formateur au CEPAG, c'est au quotidien qu'il rencontre et échange avec des délégués d'entreprises et secteurs divers.

Didier Brissa livre ici un regard large sur les différentes crises qui agitent le système capitaliste tout en nous rappelant une évidence : il n'y a pas de capitalisme sans crise !

## CriseS : sous-produits d'un capitalisme qui va bien...

« La Crise » n'existe pas, ou plutôt elle est l'état permanent du système, elle lui est consubstantielle, voire même elle en est le moteur

Didier Brissa ■ Mai 2011

### La « crise » de quoi et pour qui ?

Les crises sont inhérentes au capitalisme, elles en sont le moteur d'évolution. En effet, loin du mirage idéaliste de la « main invisible » qui régulerait le marché par le biais de l'offre et la demande, les faits illustrent plutôt ce que Marx appelait la « tendance monopolistique du capital »<sup>8</sup>, c'est-à-dire sa concentration dans un nombre toujours plus restreint de mains, ce qui, aujourd'hui, se traduit par la détention des richesses par un nombre restreint d'actionnaires de multinationales. Ce que nous nommons actuellement la *globalisation/mondialisation* n'est finalement rien d'autre que la manière dont cette mainmise se réalise. Elle s'accompagne, à l'autre bout de la chaîne, d'une *prolétarianisation/salarisation croissante* de la population - accompagnée d'un recul de la conscience de cet état - à travers la disparition progressive mais constante des artisans et petits indépendants/commerçants, des agriculteurs propriétaires terriens...

### La « crise » de transition du capitalisme productif face au capitalisme financier

Durant les années '80, le capitalisme a changé radicalement de forme, il est passé définitivement d'un capitalisme centré sur la production à un capitalisme centré sur la finance. Leurs intérêts respectifs sont souvent totalement

divergents. En effet, le *Capitaliste* d'aujourd'hui n'est plus personnifié par un « capitaine d'industrie », mais bel et bien par un conseil d'administration défendant avant tout le niveau de *return*<sup>9</sup> sur investissements d'actionnaires anonymes. L'*Industriel* n'est que très rarement un *propriétaire*, il est devenu un « super » employé devant rendre des comptes à un conseil d'administration, lui-même redevable à ses actionnaires. Nous sommes passés, presque sans nous en apercevoir, d'un capitalisme de marchands et d'exploitants de productions à un capitalisme de rentiers. Au cours de ce processus, le capitalisme a anonymisé ses véritables bénéficiaires et décideurs, tout en produisant des « victimes collatérales », humaines et environnementales. Les à-coups du système sont tout au plus des soubresauts nés d'ajustements tectoniques, les répliques sismiques de son état permanent de tremblements... Cela ne fait pas véritable « crise » pour le système lui-même.

Comme il est devenu plus lucratif de faire de l'argent avec de l'argent, les rentiers se foutent éperdument de la pérennité des outils de production. Bien que la production reste incontournable comme seule source de création de richesse matérielle, elle est devenue un « mal nécessaire » pour ces rentiers qui créent une plus-value bien plus importante à travers la création de richesse dans l'univers virtuel de la bourse et de la finance, et ce, quelles qu'en soient les conséquences immédiates sur les éléments constitutifs de la

<sup>8</sup> La théorie de la valeur-travail et le capitalisme monopolistique, Ernest Mandel, in R.Q.I., n°32, 25<sup>e</sup> année, nov-déc. 1967  
<http://www.ernestmandel.org/fr/ecrits/txt/1967/valeur.htm>

<sup>9</sup> Le retour sur investissement (RSI ou rentabilité du capital investi), parfois appelé rendement ou taux de rendement ou taux de profit, désigne un ratio financier qui mesure le montant d'argent gagné ou perdu par rapport à la somme initialement investie dans un investissement. ([http://fr.wikipedia.org/wiki/Retour\\_sur\\_investissement](http://fr.wikipedia.org/wiki/Retour_sur_investissement))

production (outils, produits, qualités, localisations, travailleurs...) pourvu que le *return* affiche deux chiffres.

## « Crise » de concentration du capital

« Ceci n'est pas une crise » : les manifestations de la tendance monopolistique du capital sont perceptibles, entre autres, au vu du nombre d'artisans et de patrons propriétaires de leur entreprise qui ne cesse de diminuer. Parmi les « survivants », un nombre croissant d'entre eux voit stagner, voire décroître, ses revenus même s'ils sont parfois préservés par des artifices, qui entretiennent l'illusion de faire partie des « gagnants », de « l'élite ». Ils sont pourtant souvent sous le coup de la concurrence de grands groupes toujours prêts à les absorber, filialiser, sous-traiter, racheter, restructurer, fermer...

Ces groupes multinationaux, trusts, holdings...<sup>10</sup>, sont commandés par une armada de conseillers financiers, PDG, DRH... qui sont la version contemporaine des « employés de direction ». Ils ont une seule et unique mission : remplir les poches de leurs mandants, actionnaires, en leur garantissant un *return* sur investissement d'au moins deux chiffres. Comme cet objectif ne souffre d'aucun obstacle, tout est possible... y compris se bouffer les uns les autres.

Mais cela a plusieurs conséquences quant à la nature même du capitalisme :

- Les grands **détenteurs du Capital** (rentiers, donneurs d'ordres, actionnaires...) vivent toujours plus dans le monde virtuel des indices boursiers, avec une perception toujours moindre des réalités du monde des producteurs. Les filtres, entre eux et le commun des mortels, sont présents à tous les niveaux. Ils vivent entre eux, se reproduisent entre eux, n'ont de contact avec ce qui génère leur fortune qu'à travers des comptes-rendus chiffrés et n'interviennent, la plupart du temps, que pour faire des choix entre plusieurs options virtuelles dont ils n'auront (ou ne voudront avoir) jamais conscience des effets réels sur leurs semblables. Pour eux : hommes, femmes, emploi, famille, environnement... ne sont que coûts, dépenses, investissements,

questions comptables et non vivantes... S'il y a « crise » ici, elle n'est que « ordre des choses » dans une forme pseudo-darwinienne de super-prédateurs au sommet de la chaîne alimentaire capitaliste.

- Pour mettre en œuvre leurs orientations et le fonctionnement du Capital, pour exécuter leurs basses besognes, les actionnaires ont besoin d'exécutants, de **mercenaires économiques** (les administrateurs et PDG des entreprises qu'ils contrôlent), qui auront pour tâche d'extraire une plus-value maximale en dehors de toute autre considération. Ces derniers sont certes souvent extrêmement bien rémunérés pour accomplir leur besogne mais ils n'ont aucun intérêt pour l'objet de leur action sur le long terme. L'important est qu'ils parviennent le plus rapidement possible au rendement attendu. Etant de « passage », la seule façon pour eux d'envisager le futur passe par l'affûtage de leur capacité à générer du *return* afin de décrocher un ticket pour aller œuvrer « ailleurs ». Le maintien de leur niveau de vie dépend de leur capacité à mettre en œuvre leur « programmation génétique de bons et loyaux serviteurs du Capital »... S'il y a « crise » ici, elle n'a de réalité - d'ailleurs souvent limitée - que pour ceux qui n'atteignent pas leurs objectifs financiers.

- La majorité des humains sont des **travailleurs/producteurs**, dépourvus de toute propriété, qui n'ont à offrir sur le marché du travail qu'une seule denrée bien dévalorisée : leur force de travail, qu'elle soit physique ou intellectuelle. Les travailleurs/producteurs du Nord comme du Sud, seule véritable source de production de richesses, ce « mal nécessaire » (cf. supra), sont transformés en variables d'ajustement, inéluctablement confinés à la soumission par l'individualisation (la perte de la conscience collective) et le consumérisme (la société marchande, où « être » c'est « avoir », y compris au prix de l'asservissement par le crédit). Le travail est ainsi devenu une valeur secondaire dans ce mode capitaliste financier. La production elle-même n'étant plus essentielle aux yeux des rentiers, ceux qui apportent de la valeur ajoutée entrent, pour une part toujours croissante, dans un **déclassement**<sup>11</sup>. La crise tend à grossir les rangs

<sup>10</sup> 147 entreprises contrôlent l'économie mondiale. Tel est le résultat d'une étude conduite, à l'Institut polytechnique de Zürich, par trois mathématiciens, théoriciens des systèmes complexes. C'est la première étude sur le sujet qui porte sur la planète entière. (<http://www.metiseurope.eu>)

<sup>11</sup> Le déclassement est un processus conduisant un individu à perdre sa position sociale. Dans un contexte de crise économique, une multitude de ruptures peuvent en être la source. Pour les individus, cela se traduit d'abord par la perception d'une réduction de leurs opportunités.

d'une « humanité surnuméraire », dont l'inutilité a été programmée par la logique libérale.

- Cette part croissante d'« **humanité surnuméraire** », ni productrice, ni consommatrice, pouvant être laissée à l'abandon... Comme toute population soumise à un *stress de contention*<sup>12</sup>, celle-ci finira bien par se faire la guerre, réduisant d'autant son « excédent ». Pour le moment, cela prend principalement la forme d'une concurrence effrénée dans le monde occidental, mais la morbidité des conflits au Sud et la multiplication des massacres de masse sont, pour moi, un symptôme flagrant d'une désespérance ultime qui, en l'absence de perspectives d'avenir, prend la forme de « réflexe de survie », un « tuer ou être tué ».

Il n'est d'ailleurs pas étonnant que, du point de vue de la production, cette « humanité surnuméraire » donne naissance à des thèses néomalthusiennes<sup>13</sup>, de plus en plus souvent recouvertes d'un emballage environnementaliste de limite du renouvellement des ressources. Le traitement cyniquement mercantile de la multiplication des *crises sanitaires* (sida, vaches folles, vaccins frelatés, bisphénol A, poisons alimentaires...) n'est peut-être pas complètement exempt d'arrière-pensées en la matière, à l'image du refus des multinationales pharmaceutiques d'autoriser l'Afrique du Sud à produire des trithérapies sous forme générique.

### **Dans ce « nouvel » ordre capitaliste s'expriment à pleine puissance trois fondamentaux :**

- Le **travail gratuit** est la forme ultime de l'exploitation humaine. Et ce, depuis l'esclavage jusqu'au salariat moderne, en passant par la servitude moyenâgeuse. Il s'agit essentiellement d'exploiter le travail d'autrui, en l'expropriant pour

tout ou partie du fruit de sa production, voire même parfois en utilisant les deniers de la collectivité<sup>14</sup>.

- **L'expropriation** du bénéfice des terres et des matières premières par leur appropriation privée, y compris l'eau et l'air. L'expropriation des fruits du travail<sup>15</sup>, la dépossession de soi-même et du vivant par le brevetage. S'il n'y a qu'une seule espèce humaine, ayant la Terre en partage, comment qualifier celui qui s'approprie pour son seul bénéfice, au détriment de la communauté humaine, tout ou partie des biens communs ? L'aphorisme de Proudhon retrouve ici tout son sens : « *La propriété, c'est le vol* ».

- **L'irresponsabilité.** Depuis la création de la « société anonyme » fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, qui instaure la limite de la responsabilité des actionnaires à la valeur de leur investissement de départ (pour autant qu'ils soient connus, cf. « titre au porteur »), l'actionnaire n'a plus assumé à titre personnel l'entière responsabilité des conséquences de ses actes économiques. Son patrimoine ne peut être mis en cause, il est « irresponsable » des conséquences des choix économiques de l'entreprise qui lui procure ses dividendes. Il n'a donc aucune forme de pression morale, financière ou autre qui engagerait sa responsabilité. On parle d'ailleurs de façon contemporaine de la « responsabilité sociale ou environnementale » des entreprises, pas de leurs actionnaires. Ainsi donc, lorsque les actionnaires font pression sur le conseil d'administration pour augmenter leur *return* sur investissements en menaçant de retirer leurs fonds s'ils n'obtiennent pas gain de cause, ils sont dénués de toute responsabilité quant à la manière dont le conseil d'administration augmentera leur *return* (par une exploitation accrue des travailleurs, par une baisse de la qualité des produits, par une réduction des conditions de sécurité dans la production ou pour l'environnement...).

Cela conduit à la catastrophe industrielle de Bhopal en Inde, à l'exploitation d'enfants dans les

---

(Lire a.e. Camille Peugny, *Le Déclassement*, Paris, Grasset, coll. « Mondes vécus », 2009, 178 p.).

<sup>12</sup> *La contention peut entraîner des effets psychosociaux non négligeables : sentiment d'être privé de liberté, perte de dignité et stress important.* (wikipedia.com)

<sup>13</sup> *Actualisation de la doctrine du britannique Thomas Malthus et de sa prise de conscience des ressources limitées de la Terre. Selon lui, la croissance démographique est beaucoup plus rapide que la croissance de la production alimentaire, ce qui nécessite une limitation de la natalité. Les néomalthusiens font de cette limitation des naissances un droit et un devoir humain.* (wikipedia.com)

---

<sup>14</sup> *70% des travailleurs coûtent moins aux entreprises : 7 travailleurs sur 10 bénéficient de l'une ou l'autre forme de réduction de cotisations sociales, selon la Banque Carrefour de la Sécurité sociale. Soit un "manque à gagner" pour la Sécu de près de 6 milliards €.* (L'Echo du 20/04/11)

<sup>15</sup> « Quand les actionnaires gèrent les entreprises », vidéo interview sur Finanbulle de Michel Husson, statisticien et économiste français travaillant à l'Institut de Recherches économiques et sociales (IRES, lié aux syndicats français) janvier 2011 (<http://digamo.free.fr/bul1.htm>)



sweatshops, aux cancers des travailleurs de l'amiante, à la marée noire de BP dans le Golfe du Mexique ou encore à Fukushima. Nos corps et notre environnement étant entièrement marchandisables, ils sont donc consommables sans limite, sans mesure des conséquences que cela soit sur le court, le moyen ou le long terme.

## Crise de la démocratie

Pour le mouvement ouvrier, la conquête de la démocratie fut un enjeu fondamental par la traduction de ses revendications dans la législation, par le biais d'une représentation politique à même de former une majorité et d'occuper le pouvoir. Dans notre propre histoire syndicale, le combat démocratique fut même au cœur de la naissance de l'action syndicale. Il ne faut toutefois pas croire que cette conquête est définitivement acquise. Dans sa recherche du profit maximal, le capitalisme ne souffre aucun obstacle, et ses pratiques dans les pays du sud devraient à suffisance nous servir de leçon. En effet, aujourd'hui, la démocratie est devenue l'obstacle principal à la restauration d'un marché totalement libre et sans entrave.

Au centre des thèses néolibérales, il y a le rôle de l'État, réduit à sa plus simple expression et mis au service des marchés, en ce compris dans ses fonctions régaliennes chargées de défendre la propriété privée des moyens de production et de remettre au pas les populations ou les travailleurs qui envisageraient de contester ce nouvel ordre des choses. Sans crise de la démocratie, et des capacités régulatrices et redistributrices qu'elle pouvait mettre au service du plus grand nombre, la capacité du capital à extraire une plus-value toujours plus importante s'en serait trouvée limitée.

La mise en place progressive d'instances supranationales (ONU, Otan, OMC, FMI, BM, OCDE, UE, BCE...), aux capacités d'interventions toujours plus larges et toujours plus éloignées de tout contrôle démocratique, a très largement participé à la dépossession des travailleurs et des peuples de la capacité de gestion de leur propre avenir (cf. les travaux de Bruno Poncelet & Ricardo Cherenti sur le marché transatlantique). Ces instances<sup>16</sup> multiplient les attaques contre les travailleurs. A ce jeu, l'U.E. décroche la palme, notamment à travers ses directives « Services »,

<sup>16</sup> « Le grand marché transatlantique, Les multinationales contre la démocratie », Bruno Leprince édition, ISBN : 978-2-916333-82-3, 112 pages, www.no-transat.be

« Temps de travail », « Gouvernance économique », ses grandes orientations de politique économique (GOPE) et autres « recommandations » aux États-membres...<sup>17</sup>

Sous couvert de leur défense, toutes les occasions servent de prétexte pour limiter l'exercice des droits démocratiques : lois antiterroristes, Frontex et lois migratoires, multiplications des suffrages lorsque les traités européens subissent un rejet (Irlande, Danemark, Pays-Bas) ; modifications constitutionnelles notamment en vue de supprimer les obligations référendaires (France, Allemagne) ; limitation de l'exercice des droits démocratiques (Pologne, Hongrie) ; jurisprudence de la cour de justice européenne restreignant l'action syndicale aux limites ne portant pas atteinte aux sacro-saints « marchés libres et sans entraves »...

La question démocratique doit retrouver une place centrale dans les attentions et les résistances mises en œuvre par le mouvement syndical européen. Il faut à ce titre tirer les leçons de ce qui est arrivé aux mouvements syndicaux anglo-saxons sous Reagan et Thatcher, premiers dirigeants politiques à mettre pleinement en actions les thèses néolibérales. Thèses qui sont au cœur de la construction européenne dans sa forme actuelle, telle qu'illustrée dans une publication du CEPAG : « Quelle couleur à l'Europe socio-économique ? »<sup>18</sup>

## Luttes des classes et crise de la conscience de classes

*« There's class warfare, all right, but it's my class, the rich class, that's making war, and we're winning. » (Warren Buffett, New York Times, November 26, 2006.)*

*« Il y a une guerre de classes, c'est sûr, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui fait la guerre et nous sommes en train de gagner. »*

Nous vivons dans une époque où la plus grande masse de la population des pays les « plus avancés » (US, UE, Japon...), ainsi qu'une part croissante de celle des pays dits « émergents », vit sous l'une ou l'autre forme de salariat, ce qu'en marxisme classique on aurait appelé des

<sup>17</sup> « L'Union européenne dit adieu à la démocratie », Corinne GOBIN, directrice du Groupe de recherche sur les acteurs internationaux (GRAID) - Institut de sociologie de l'ULB. (<http://politique.eu.org/spip.php?article2114>)

<sup>18</sup> « L'Europe et ses enjeux socioéconomiques », Etude - Décembre 2010, www.cepag.be

« prolétaires ». En effet, comparé avec nos sociétés telles qu'elles étaient socialement constituées durant « l'âge d'or » du mouvement syndical (les années '60), il y a beaucoup moins de paysans, d'artisans, de petits commerçants, voire même de certaines professions libérales... Une bonne part de cette population s'est prolétarisée dans la dynamique monopolistique du capital à travers une multitude d'enchaînements de restructurations, ventes, fusions-acquisitions... Le recul démocratique a pu ainsi s'appuyer sur un double mouvement : une lutte des classes exacerbée par l'exploitation accrue des producteurs salariés ; des producteurs salariés poussés dans une concurrence croissante entre eux.

Paradoxe : cet élargissement quantitatif du salariat s'est accompagné d'un très fort recul de la conscience de classe. C'est-à-dire que ce groupe, cette « communauté de statut », aux conditions sociales individuellement assimilables en terme de rapports d'exploitation (à savoir : n'avoir pour vivre que la vente de sa force de travail, qu'elle soit physique ou intellectuelle), a de moins en moins conscience de l'unité de ses intérêts de classe, et donc peine à agir « bloc contre bloc » de façon solidaire. Cela a été facilité par une série d'évolutions sociétales dont la principale manifestation fut la démassification de l'organisation du travail dans l'organisation de la production capitaliste. En effet, au lieu de grandes entités de productions où l'on retrouvait toutes les fonctions nécessaires au bon fonctionnement de toute la chaîne de production - depuis le transport des matières premières jusqu'au techniciens d'entretien ou de gardiennage, en passant par toutes les fonctions liées directement à la production -, on s'est de plus en plus orienté vers une externalisation de chaque élément non directement lié à cette production.

De plus, la taille de ces entités externalisées fut particulièrement réduite, soumises tant à une concurrence des travailleurs en interne qu'à une concurrence entre entités en externe. En miroir, l'expansion d'un chômage de masse, passant d'un stade conjoncturel à un stade structurel (du rôle de l' « armée de réserve » comme instrument de contrôle macro-économique de l'inflation par une pression déflationniste sur les salaires), est un autre de ces éléments de mise en concurrence de tous sur un marché du travail rendu d'autant plus concurrentiel que l'absence de « plein

emploi » y est politique et structurellement programmée<sup>19</sup>.

Si l'on y ajoute une pleine « poignée » d'endettements individuels des ménages, nourrie par une surconsommation - fruit du « service propagande du capital » qu'est la publicité, on obtient une masse sociale toujours plus servile et individualisée. Les travailleurs se retrouvent « tenus par les couilles » du fait de leurs multiples crédits, à l'image des pays du tiers-monde maintenus dans une dépendance soumise aux anciens régimes coloniaux par le biais des dettes contractées (parfois presque « à leur corps défendant » - cf. John Perkins, « assassin financier »).

Dans cette nouvelle forme de réorganisation du capitalisme (capitalisme productif versus capitalisme financier), l'identification de l'ennemi (de classe) s'est brouillée. La « mise à distance » de l'adversaire de classe, par son éloignement des lieux de production et sa relation devenue quasi exclusivement virtuelle à la production elle-même, a largement contribué à la perte de repères des salariés producteurs (et encore plus des exclus de la production) quant à l'identification de l'ennemi de classe, le détenteur du capital. L'image du capitaliste ventru vampirisant des armées faméliques de prolétaires est peut-être plus appropriée que jamais, mais le monstre bedonnant n'a plus de visage, voire plus d'identité individuelle. Il peut même avoir totalement disparu de l'horizon visible des masses qui ne se voient plus qu'elles-mêmes et nourrissent une inquiétude face à leur propre multitude et diversité grouillante... L'ennemi de substitution faisant alors son apparition (l'étranger, l'autre, celui qui n'a pas le même statut : le chômeur pour l'actif, le pensionné pour le jeune travailleur...). La montée des droites et des réflexes identitaires à travers le monde est un marqueur visible de ses fausses routes et de ses constructions de boucs-émissaires, substitut à l'ennemi de classe dépersonnifié...

---

<sup>19</sup> Selon la théorie néolibérale du NAIRU, que l'on peut traduire par « taux de chômage d'équilibre », il est recommandé aux gouvernements, voulant accroître les parts de marché et de la compétitivité des entreprises, de contrôler et maintenir une inflation faible en maintenant un certain volume de chômage à même de créer une pression à la baisse sur les salaires. ([http://fr.wikipedia.org/wiki/Taux de chômage n'accélérant pas l'inflation](http://fr.wikipedia.org/wiki/Taux_de_ch%C3%B4mage_n'acc%C3%A9lant_pas_l'inflation) & <http://hussonet.free.fr/hd120407.pdf>)

Comment le prolétaire peut-il construire sa lutte s'il ne parvient plus à identifier et cibler l'ennemi ? S'il le confond avec certains de ses semblables, avec les « hommes de pailles » dont ses ennemis se dotent (PDG, cadres...) ? S'il substitue aux raisons réelles et objectives de son exploitation des mirages fantasmés (origines, religions...) ? S'il parvient malgré tout à identifier correctement son ennemi, ce dernier est-il atteignable ?

Dispose-t-on d'armes susceptibles de faire pression sur l'ennemi réel ? A-t-on développé des stratégies qui permettent de l'atteindre ou reproduit-on indéfiniment des stratégies correspondant à une période révolue ?

Les mutations au sein du capitalisme ont également entraîné des crises dans les réponses à celui-ci. Notre modèle syndical de « contre-pouvoir démocratique », articulé à des « partis frères », se retrouve en fait sans relai, non seulement du fait de la « crise de conscience » des salariés producteurs, mais également par celle des « partis frères ». Ceux-ci ayant « résolu » leur crise d'évolution face aux mutations du capitalisme par une conversion aux logiques du capital plutôt que par une actualisation de leur processus de lutte.

Le recul démocratique réduit également très fortement la portée de la concertation sociale en tant que processus démocratique de régulation et de redistribution. C'est d'autant plus important dans le cadre belge car la concertation sociale crée la loi en matière de travail, au même titre que les chambres. L'action syndicale, ce repère perdu, se retrouve donc en grande partie sans relais et sans interlocuteur... Elle peine donc parfois à élaborer des stratégies adéquates à la nature présente du système. Ses outils n'agissent plus aussi efficacement les rouages contemporains, car ils n'ont pas toujours évolué parallèlement à ceux de l'adversaire, entre autres en s'étant insuffisamment internationalisés et en perdant de vue ses objectifs à long terme, par la « gestion immédiate » des crises liées aux dégâts collatéraux des mutations du capitalisme.

Résister ne suffit pas. Il faut aussi avoir un projet alternatif. « Limiter les dégâts » n'est pas un discours porteur dans la durée car il n'invite pas au dépassement. « L'effondrement des idéologies » camoufle en fait la disparition des projets alternatifs au capitalisme. Pour mobiliser les producteurs contre les dégâts collatéraux du système, il faut nécessairement franchir le pas entre la remise en

cause des effets négatifs qu'il produit et son existence. Donc, circonscrire le « champ de bataille » exclusivement au rapport de force interne à l'entreprise montre rapidement les limites des « armes disponibles », face à l'ampleur de celles de l'adversaire. Pour cela, nous devons, entre autres, continuer de moderniser et internationaliser nos outils syndicaux, et intégrer à nos valeurs des exigences sociales et environnementales supplémentaires, permettant de construire un projet de société répondant à la fois aux aspirations des peuples et aux nécessités nouvelles.

## **Crise du projet alternatif : oserons-nous ?**

- Prendre appui sur les valeurs qui fondent l'action syndicale socialiste depuis ses origines pour transformer les prises de position en actes ?

- Joindre les actes aux discours critiques du capitalisme, c'est-à-dire mettre en œuvre des éléments de remplacement du système capitaliste pour construire une société juste, durable et égalitaire tant du point de vue social qu'environnemental ?

- Remettre en cause l'évolution des partis sociaux-démocrates dans leur soumission aux thèses néolibérales et à l'économie de marché ? Mettre leurs prises de positions et leurs actes en concurrence avec d'autres dans le paysage politique afin de reconstruire une capacité de pression sur eux au lieu de la situation inverse actuelle ?

Plusieurs autres éléments devraient être au cœur des possibles nécessaires :

- Remettre en cause certains de nos fondamentaux, telle la référence à une croissance infinie de la production (qu'elle soit capitaliste ou étatique) comme seul vecteur potentiel de production de richesse à redistribuer<sup>20</sup>. Il faut d'ailleurs relever que, au cours des dernières décennies, les deux courbes (croissance et redistribution des richesses) n'ont cessé de diverger.

- Remettre en cause radicalement l'Europe telle qu'elle se construit autour des préceptes néolibéraux de libre marché et de mondialisation de l'économie. Cette remise en cause de la forme néolibérale de l'Europe n'est pas en contradiction avec le projet internationaliste dont est porteur le

<sup>20</sup> « Quand la quête éperdue de croissance tue la planète ! », coll. Le Ressort.

syndicalisme socialiste. Pour cela, il faut à la fois combattre les traités existants et à venir, mais également contraindre les politiques à des changements de fond sur toute une série de matières.

Dont :

- la restauration de mécanismes protectionnistes de l'économie intérieure des nations, sur base d'une législation fondée sur le respect de normes sociales et environnementales, ceci tant que les niveaux de vie, les barèmes sociaux et environnementaux n'auront pas été portés à des situations de quasi équilibre. Un élargissement par étape pourra alors prendre place à la dimension européenne par exemple ;
- la mise en place de mécanismes de relocalisation et de planification de l'économie en fonction des besoins et des ressources renouvelables ;
- la mise en œuvre d'une transition, vers une économie verte<sup>21</sup> et du temps libre<sup>22</sup>, génératrice d'emplois ;
- l'interdiction de la spéculation financière et le retour à une économie réelle fondée sur la rencontre des besoins socialement nécessaires ;
- la restauration du contrôle étatique de la monnaie, à l'échelle nationale et européenne, la restauration du contrôle public des prix à la consommation, la restauration du contrôle public de l'économie et de la production dans une perspective d'écologie socialiste ;
- la restauration de l'intervention publique en matière économique, au travers d'entreprises publiques ou de régies, tant dans les services (marchands et non-marchands) que dans la production industrielle, l'énergie<sup>23</sup>, le crédit ;
- la défense, l'amélioration et l'extension du domaine des services publics<sup>24</sup>. ■

---

<sup>21</sup> « *Tous ensemble, tous ensemble, ouais, ouais, ouais !* », coll. Le Ressort.

<sup>22</sup> « *La réduction du temps de travail comme schibboleth* », coll. Le Ressort.

<sup>23</sup> « *La libéralisation du marché de l'énergie : quelles initiatives publiques ?* » coll. Le Ressort et « *Une initiative publique indispensable (II)* », coll. Le Ressort.

<sup>24</sup> « *Pour un renouveau du service public* », coll. Le Ressort.

*Nicolas Latteur est formateur au CEPAG. Il s'intéresse particulièrement à l'analyse critique du capitalisme contemporain et des questions liées au travail, ses conditions et ses formes d'organisation.*

*Dans sa contribution pour « Matière Crise », il remet en cause la dette des États comme outil de paupérisation du salariat au service du néolibéralisme et du système capitaliste dans son ensemble.*

# Contre la grande régression

Nicolas Latteur ■ Mai 2011

## Introduction

Ce texte entend disputer à la pensée dominante sa capacité à interpréter la crise du capitalisme, à mettre en exergue son entrain à convertir en opportunités de son expansion des circonstances de crise qu'il a produites et à dégager des perspectives alternatives.

Il propose de recueillir et d'analyser dans un premier temps les violences sociales dont rendent compte les délégués syndicaux et différents acteurs sociaux lorsqu'ils évoquent les crises (économique, financière, écologique, politique...) et les difficultés d'y faire face.

Il explore ensuite la logique de la configuration de pouvoir néolibérale et s'attache particulièrement à déconstruire la notion de dette publique, les politiques mises en œuvre pour la gérer et leurs conséquences.

A partir de cette perspective, il tente de dégager une réflexion sur les propositions alternatives et les difficultés stratégiques auxquels sont confrontés les mouvements sociaux et en particulier le mouvement syndical.

## Chapitre 1 :

### Violences sociales

**1.** La crise accentue la dégradation des conditions de vie du salariat. La peur de perdre son emploi se généralise. Les restructurations sont fréquentes et deviennent un outil de destruction des droits conquis sur les lieux de travail. Le chômage structurel de masse reste une des principales tares sociales. Ce contexte rend plus difficile la construction de résistances collectives sur le lieu de travail et au dehors. Les politiques d'individualisation (des objectifs, des compétences...) peuvent se déployer avec plus

d'ampleur, et la pression sur les cadences de travail peut plus rapidement s'accroître encore.

De plus en plus de travailleurs se sentent trompés. Durant des années, il leur a été demandé de faire des sacrifices au nom de la compétitivité de l'entreprise qui les emploie. Ils devaient s'engager corps et âmes afin de préserver ou de gagner des parts de marché. Ils ont dû faire face à une pression accrue et une pénibilité physique et psychique croissantes. Mais tous ces efforts perdent leur sens lorsqu'ils ne débouchent sur aucune amélioration de leurs conditions de vie mais bien sur de nouvelles menaces de précarisation.

Certains travailleurs craignent également que le mouvement syndical ne puisse pas réunir les forces nécessaires et mener une dynamique d'affrontement avec les pouvoirs économiques et politiques qui tentent une sortie de la crise par le renforcement de la logique du capitalisme néolibéral. Les questions centrales devenant également celle des alternatives progressistes à opposer à l'offensive en cours et celle des forces capables de les porter.

Ce contexte laisse nombre de travailleurs dans un sentiment de désespoir et de rage. Comme si l'avenir avait été pillé ou était condamné d'avance. Parfois, il ne reste plus alors qu'un sentiment d'une nécessité d'affronter le pouvoir, sans réelle perspective stratégique et alternative, afin de signifier la colère du monde du travail. Ou encore, la tentation d'un repli identitaire en désignant les personnes encore plus précarisées (les travailleurs sans emploi, les sans-papiers...) comme responsables d'une aggravation des conditions de vie.

**2.** La crise survient également dans un contexte de déficit démocratique croissant. Les pouvoirs politiques et économiques paraissent

inatteignables. Les gouvernants semblent davantage sous la pression de détenteurs de capitaux (que l'on dénomme « investisseurs », « marchés financiers ») ou d'agences de notation qui cotent les titres de la dette.

Durant les années qui ont précédé le déclenchement de la crise, le monde politique n'a cessé de répéter que les moyens lui manquaient, voir que les caisses de l'État étaient vides. Voici qu'en quelques semaines, ils dégagent des sommes colossales pour le secteur bancaire sans réelle contrepartie.

C'est toute la logique d'érosion de la souveraineté démocratique dont il est question. Les flux de capitaux, l'intervention d'institutions politiques internationales (Union européenne, OMC, FMI...) mettent à mal la logique de citoyenneté démocratique.

a) La démocratie ou gouvernement du peuple ne peut s'exercer que dans un cadre clairement limité (équation de la souveraineté = souveraineté populaire + démocratie). La démocratie n'a aucun sens politique sans territoire juridique défini. Pour que le peuple puisse se gouverner, il faut qu'une entité collective identifiable puisse s'organiser et qu'un pouvoir puisse s'exercer sur elle. Certes, lorsqu'un État nation est de grande dimension, le partage du pouvoir est déjà limité mais lorsque ce territoire juridique est remplacé par des champs transnationaux où se joue le pouvoir politique, économique et social, la démocratie est frappée d'incohérence.

b) Les États nations ne se sont pas limités à éroder leurs souverainetés par le haut. La perte par le bas a consisté dans le renforcement des prérogatives d'entités locales/régionales ou la délégation de compétences à des acteurs associatifs. Dans un contexte de flux transnationaux de capitaux et de renforcement du pouvoir des grands groupes, ces pouvoirs ou micro-pouvoirs étatiques ont généralement pour mission de préparer les populations « aux exigences du marché du travail » (les notions de bassin d'emploi) et à promouvoir l'esprit d'entreprendre.

Pour les États contemporains, il s'agit de remplacer le prestige du pouvoir par un triple rôle d'acteurs, de facilitateurs et de stabilisateurs de la mondialisation économique. « Dans ce contexte, le peuple est réduit à un ensemble de petits actionnaires passifs dans des États qui fonctionnent comme des

entreprises à l'intérieur et comme de faibles managers du capital mondial à l'extérieur. Cette nouvelle configuration du pouvoir, de l'action et de la légitimité des États est apparue avec une particulière clarté lors du chaos financier de l'automne 2008. »<sup>25</sup>

3. Ce déficit démocratique est renforcé par la logique dite de la « gouvernance économique » qui entend faire de l'économie, non une question politique, mais une question technique et pseudo-scientifique. Dans cette logique, il y a le projet « de refouler à tout prix tout mouvement d'extrospection, c'est-à-dire tout retournement du regard vers l'extérieur des forces qui saisissent les individus, et de les maintenir fermement dans le registre exclusif de l'introspection, comme une manière de leur répéter que ce qui leur arrive dans l'entreprise n'est pas questionnable – l'étant seulement la façon dont ils feront avec. »<sup>26</sup> Transformer les questions politiques en questions techniques, c'est par exemple adopté la conception endogène de la croissance<sup>27</sup> qui fait dépendre la croissance économique uniquement de l'offre (la recherche et développement, la formation et l'infrastructure) et considère la demande (dont les salaires) comme un coût.

4. Le néolibéralisme comme rationalité politique a mis en question les fondements de la démocratie libérale en détournant ses principes de constitutionnalité, d'égalité devant la loi, de libertés politiques et civiles, d'autonomie politique, d'universalisme en critères du marché, en ratios coûts/bénéfices, en efficacité, en rentabilité. La politique est réduite à la gouvernance, c'est-à-dire à des gouvernements qui gèrent à l'aide de techniques de gestion des questions politiques dépolitisées. Cette rationalité met pour critère qui fonde le jugement l'efficacité économique. L'État cesse d'incarner la souveraineté du peuple et devient élément d'un système où se traitent des affaires. « C'est par cette rationalité néolibérale que les droits, l'accès à l'information, la clarté et la responsabilité du gouvernement, le respect des procédures sont facilement tournés ou mis de côté. (...) La rationalité néolibérale façonne chaque être humain, chaque institution, y compris l'État

<sup>25</sup> Wendy Brown, « Nous sommes tous démocrates à présents », Collectif, *Démocratie, dans quel état ?*, La Fabrique, 2009, p. 66.

<sup>26</sup> Frédéric Lordon, *Capitalisme, désir et servitude*, La Fabrique, 2010, p. 129-130.

<sup>27</sup> Rémy Herrera, *Un autre capitalisme n'est pas possible*, Syllepse, 2010

constitutionnel, sur le modèle de l'entreprise, et remplace les principes démocratiques par ceux de la conduite des affaires dans toute la vie politique et sociale. »<sup>28</sup>

L'État néolibéral, loin de désinvestir les rapports sociaux, entend servir les « marchés » et adopter ses propres principes, en premier lieu ceux de compétitivité, de concurrence et de compétence (sous le seul angle d'une valorisation sanctionnée par le marché dénommée employabilité). D'où une contre-réforme profonde des services publics, notamment des institutions de l'enseignement, sommées de se plier de l'intérieur à la norme sociale du capitalisme<sup>29</sup>.

Fort heureusement, les acteurs sociaux – en particulier les mouvements sociaux – ne sont pas de simples réceptacles des contre-réformes en cours. Ils peuvent s'armer d'une lecture critique des événements et de perspectives stratégiques afin de ne pas rester sans moyens d'actions et sans voix.

## Chapitre 2 :

### Crises et capitalisme néolibéral

1. Le capitalisme néolibéral a cette particularité de répondre au chaos qu'il génère par le renforcement des mesures qui l'ont engendré : augmentation des inégalités dans la répartition des richesses produites, développement de l'endettement des acteurs économiques (notamment des États), privatisation de secteurs économiques et de biens communs, austérité sociale et économique, répression des populations précarisées...

La crise de 2007-2008 n'est pas la première du capitalisme néolibéral. On peut dénombrer pas moins de 24 crises financières depuis 1971<sup>30</sup>. Celle que nous traversons diffère cependant par son ampleur et par sa rapidité de diffusion.

Dans le mode de production capitaliste, la crise est un des modes de régulation privilégiés. La

version néolibérale du capitalisme est exemplaire à cet égard.

2. Par l'organisation progressive d'une logique favorable à l'émergence du mode d'accumulation néolibéral, les forces sociales favorables au capitalisme ont modifié la base sur laquelle ils fondent leur profit. Dans le régime fordiste qui a concerné essentiellement l'Europe occidentale et les USA pendant trente années (1945-1975), le partage des gains de productivité permettait, via le soutien à la demande des salariés et la satisfaction de certains besoins sociaux, la consommation des marchandises produites. Une part plus importante des profits était réinvestie dans la production et ristournée aux salariés (augmentations salariales, protections sociales...), car les capitaux – confrontés à un rapport de force moins favorable – pouvaient y trouver une norme de rentabilité satisfaisante et un débouché pour vendre les productions.

Avec le néolibéralisme, une opération de restructuration capitaliste prend pour objet un renforcement fondamental de l'exploitation donc des inégalités sociales, ou autrement dit, un renforcement du pouvoir et des revenus des classes les plus riches. Les profits ne sont plus réinvestis massivement dans la production mais cherchent une rentabilité dans la sphère financière. C'est la logique – mortelle pour les salariés – de la compétitivité sur le coût du travail qui prend place. Calcul injuste, car si les financiers disent vouloir rester compétitifs sur les marchés en proposant des prix plus attractifs, ils n'intègrent pas dans le calcul de leurs coûts les rémunérations actionnariales. Comme l'indique Michel Husson, « le blocage salarial n'a pas été utilisé pour augmenter la compétitivité en baissant les prix. Si tel avait été le cas, la part des salaires serait restée constante. En réalité elle a baissé et a permis l'augmentation des revenus financiers. Or, ceux-ci font partie des coûts et donc des prix, alors que les économistes libéraux cherchent à faire croire que les coûts salariaux sont les seuls à prendre en considération. On peut donc augmenter ou baisser les prix en augmentant ou baissant les revenus financiers. »<sup>31</sup>

La production capitaliste dans sa forme néolibérale a pour fondement une logique d'accroissement des inégalités. Leur reproduction

<sup>28</sup> Wendy Brown, « Nous sommes tous démocrates à présents », Collectif, *Démocratie, dans quel état ?*, La Fabrique, 2009, p. 63.

<sup>29</sup> Christian Laval, Francis Vergne, Pierre Clément, Guy Dreux, *La nouvelle école capitaliste*, La Découverte, 2011.

<sup>30</sup> « Entre 1971 et 2008, l'économie mondiale a enregistré pas moins de vingt-quatre crises financières soit, en moyenne, une crise toutes les années et demie. Un record historique. » Christian Chavagneux, « Banques : risquer plus pour gagner plus », *Alternatives Économiques*, n°267, mars 2008, page 7.

<sup>31</sup> Michel Husson, « Chômage, les 7 travaux d'Hercule », Fondation Copernic, *Propositions pour sortir du libéralisme*, Syllepse, 2006.

sur une grande échelle devient alors une condition fondamentale pour sa perpétuation. Il faut sans arrêt tenter de garantir des revenus aux capitaux non réinvestis dans la sphère productive.

Cette configuration que dessine le néolibéralisme – baisse de la part des salaires et stagnation de l'investissement – pose un problème de taille. Qui va acheter la production ? « Il n'y a qu'une réponse possible : la consommation issue de revenus non salariaux doit compenser la stagnation de la consommation salariale. »<sup>32</sup> Et c'est bien ce qu'il se passe. La finance sert à réaliser cette compensation en prenant trois formes :

- La consommation des rentiers : une partie de la plus-value non accumulée est distribuée aux détenteurs de revenus financiers. Ces derniers la consomment. C'est là un point fondamental. La reproduction du modèle n'est possible que si la consommation des rentiers croît de manière à épauler celle des salariés et à fournir des débouchés suffisants<sup>33</sup>. Le néolibéralisme revendique en quelque sorte un droit à la régression sociale. On peut identifier son désintérêt à l'égard de la satisfaction de besoins sociaux élémentaires (que l'on pense aux firmes pharmaceutiques qui se sont fort désintéressées de questions aussi graves que le Sida ou la malaria). En d'autres termes, il faut augmenter encore le pouvoir et les revenus des classes les plus riches afin qu'elles puissent absorber la part de consommation que les salaires – proportionnellement à la baisse – ne peuvent plus absorber.

- L'introduction d'un certain brouillage entre salaires et rentes car une partie croissante des rémunérations des salariés prend la forme de rémunérations financières qui sont plus une distribution d'une partie de la plus-value qu'un salaire en tant que tel.

- Le développement exponentiel de l'endettement, ce qui est particulièrement le cas aux États-Unis. Comme l'écrit Alain Bihr, « Quand le capital ne trouve plus d'autre planche de salut que de devoir avancer à ses propres salariés, sous formes de prêts, l'argent qu'il a refusé de leur avancer sous forme de salaires, pour tenter de leur permettre de

<sup>32</sup> Michel Husson « Le capitalisme toxique », [hussonet.free.fr](http://hussonet.free.fr), p. 4.

<sup>33</sup> En 2005, aux USA, les 20% les plus riches représentaient 60% du revenu et de la consommation, et les 20% les plus pauvres seulement 3%. Michel Husson, « Ploutonomie », *Politix*, n° 1139, 10 février 2011.

*continuer malgré tout de consommer les marchandises qu'il a produites et à travers la vente desquelles il doit se valoriser, c'est que la formule sur laquelle repose sa propre reproduction est manifestement viciée. Et cette formule est celle-là même dont le néolibéralisme s'était fait le propagandiste ainsi que le maître d'œuvre. »*<sup>34</sup>

Mais comme les titres financiers sont un droit à valoir sur la plus-value produite, que ceux-ci réclament des rendements de 15% avec une croissance en berne ou rarement supérieure à 3%, les nœuds de conversion entre la sphère financière – où les espoirs de gain facile créent les fameuses bulles car les titres qui augmentent de valeur agissent comme de véritables appels d'air où chacun se convainc de sa perspicacité à avoir flairé la bonne affaire – et la sphère de l'économie réelle rappellent cette réalité terre à terre sur laquelle les titres financiers viennent s'écraser : on ne peut produire plus de richesse que ce que l'on en a produite. A un moment donné, les actions ne sont plus qu'un bout de papier ou un énoncé virtuel, et non plus un droit à valoir sur une plus-value qui ne sera pas réalisée. C'est là toute la monstruosité du système financier, car, d'un point de vue objectif, « les cours de Bourse devraient représenter les profits anticipés des entreprises, à partir desquels peuvent être versés des revenus financiers. Mais ils ont complètement décollé et n'entretiennent plus qu'un rapport lointain avec la rentabilité du capital fondée sur l'exploitation du travail humain. Jamais, dans toute l'histoire du capitalisme, ce phénomène n'avait atteint une telle ampleur et il n'était pas possible que cela dure éternellement. »<sup>35</sup>

Mais la cause profonde des crises, c'est la surproduction de capital et non celle des marchandises. Il y a en quelque sorte trop de capitaux par rapport aux possibilités de rémunération du capital au taux exigé. La dynamique du capitalisme néolibéral conduit à la production permanente de capitaux libres (non réinvestis dans la sphère productive). Ceux-ci pèsent de tout leur poids en exigeant des rendements intenable.

<sup>34</sup> Alain Bihr, « Le triomphe catastrophique du néolibéralisme », [www.alencontre.org](http://www.alencontre.org), 1<sup>er</sup> novembre 2008.

<sup>35</sup> Michel Husson « Le capitalisme toxique », [hussonet.free.fr](http://hussonet.free.fr), p. 3.



Le néolibéralisme pousse le capitalisme à fonctionner de plus en plus conformément à ses principes fondamentaux, en devenant un pur capitalisme en quelque sorte<sup>36</sup>. Sa logique pousse le monde dans ses derniers retranchements.

Pour reprendre les termes de Daniel Bensaïd, « *La généralisation planétaire des rapports marchands génère ainsi une crise de civilisation inédite, sous la forme combinée de la crise sociale et de la crise écologique. Cette crise se manifeste par un nouveau partage impérialiste de la planète, où inégalités sociales et écologiques se creusent et se superposent.* »<sup>37</sup>

- **Une crise sociale** : ce qui est en jeu, c'est la loi de la valeur en tant que telle, le système d'exploitation qui affecte les ressources et attribue les richesses de manière différenciée. Chaque jour, le travail dans le processus capitaliste est réduit à un travail simple, uniforme, indifférent pour l'immense majorité des salariés. Les humains au travail deviennent des carcasses de temps. L'objectif de la production capitaliste est de remplacer le travail vivant des salariés, par des moyens de production toujours plus efficaces – du travail mort – afin de moins recourir à l'achat de forces de travail ou de déprécier celles-ci. « *L'exploitation marchande de la force de travail et la réduction des rapports sociaux à la commune mesure du temps de travail social se traduisent ainsi par un chômage de masse endémique, des exclusions massives, des crises cycliques de reproduction...* »<sup>38</sup> Cette crise sociale comprend une véritable crise humanitaire où ce qui est en jeu est ce que l'on appelle depuis Hannah Arendt *l'humanité excédentaire*. Aujourd'hui, plus d'un milliard d'humains vivent dans des bidonvilles et travaillent dans le secteur informel. D'ici à 2050, ce chiffre va plus que doubler. Nouveau visage radical de l'inégalité, la pauvreté périurbaine confronte ceux qui la vivent à l'éloignement des solidarités communautaires, à l'inexistence civile et, fatalement, à l'invisibilité politique. Cette crise humanitaire est bien le produit de politiques de gouvernements nationaux et d'institutions internationales qui ont abandonné tout projet de réforme progressiste (réforme agraire, protection sociale, services

<sup>36</sup> Michel Husson, « *Un pur capitalisme* », Page Deux, 2008.

<sup>37</sup> Daniel Bensaïd, « *L'actuel encore actif du Manifeste communiste* », www.europe-solidaire.org, 1997, p. 1.

<sup>38</sup> Daniel Bensaïd, « *L'actuel encore actif du Manifeste communiste* », www.europe-solidaire.org, 1997, p. 2.

publics...) et se sont lancés dans une guerre contre les pauvres urbains<sup>39</sup>.

- **Une crise écologique** : la logique capitaliste « *déprécie le futur et ignore les effets de seuil, d'amplification, d'irréversibilité propres à la biosphère.* »<sup>40</sup> Les rythmes naturels s'harmonisent sur la longue durée, alors le profit immédiat et la vitesse de rotation du capital sont inhérents au mode de production capitaliste. Ne connaissant que sa propre rentabilité, la logique du capital est de s'approprier et de détruire les ressources naturelles et de compromettre les possibilités d'existence durable de certaines populations et, à terme, de l'humanité elle-même.

Le capitalisme – et en particulier le capitalisme néolibéral – porte en lui la crise car cette dernière est une forme fondamentale de régulation barbare et que, pour échapper à ces fameuses limites, les classes capitalistes doivent sans arrêt révolutionner les moyens et les conditions de la production.

## Chapitre 3 :

### La crise en actes

#### Acte I. L'État sauveur de la finance capitaliste

Les fondements de la crise sont détaillés plus haut. Sa mécanique est relativement bien connue aujourd'hui. C'est pourquoi on se contentera ici d'en rappeler les principaux engrenages :

a) L'existence d'une masse de capitaux libres à la recherche d'une rentabilité maximale qui sont orientés dans la sphère financière et qui y entretiennent régulièrement la création de bulles<sup>41</sup> spéculatives.

b) Des politiques qui permettent et favorisent la dérégulation du système financier<sup>42</sup>. Des innovations financières sophistiquées et de plus en

<sup>39</sup> Mike Davis, « *Le pire des mondes possibles* », La Découverte, 2007 et Eyal Weisman, « *A travers les murs. L'architecture de la nouvelle guerre urbaine* », La Fabrique, 2008.

<sup>40</sup> Daniel Bensaïd, « *L'actuel encore actif du Manifeste communiste* », www.europe-solidaire.org, 1997, p. 2.

<sup>41</sup> La bulle se caractérise par un écart entre le prix d'échange sur un marché d'actifs financiers et leurs valeurs intrinsèques.

<sup>42</sup> Voir Frédéric Lordon, « *Jusqu'à quand ? Sur les crises financières* », Raisons d'agir, 2008.

plus opaques sont apparues permettant aux acteurs du marché de démultiplier les gains mais aussi de démultiplier les risques tout en les diffusant. Citons pour exemple la leviérisation qui permet de déga-ger en période ascendante des rentabilités finan-cières démultipliées mais gardent son effet démulti-plicateur en sens inverse en phase critique. Par une cruelle ironie, il se passe formellement pour les pro-fessionnels de haut vol de la finance la même chose que pour les *subprimes* : la valeur de leurs actifs s'effondre tellement que même leur vente de dé-tresse suffit à peine à rembourser la dette contrac-tée pour les acquérir. Il fut un temps où, en matière d'entreprises industrielles, l'analyse financière con-sidérerait qu'une société sortait des bornes du raison-nable au moment où sa dette de long terme dépassait le montant de ses fonds propres – soit un levier « long » de 2... On sait les extrêmes qu'ont atteints les firmes de Wall Street en matière de coefficient de levier, avec l'aide discrète et bienveillante des régulateurs : bon nombre des cinq « grandes » (Morgan Stanley, Goldman Sachs, Bear Stearns, Merrill Lynch, Lehman Brothers) ont fini avec des multiplicateurs supérieurs à 30... L'onde de choc est systémique, notamment parce que la leviérisation est accordée par les banques à leurs grands clients (les « *hedge funds* »). Autre exemple, la titrisation qui permet aux banques de se débarrasser de leurs créances douteuses en les plaçant avec d'autres dans une pochette-surprise qui sera ensuite vendue sous forme de titre (d'où le terme de titrisation). Le risque ne figure ainsi plus dans le bilan de l'institution financière. Il échappe aux « règles prudentielles » et se met à circuler. Le risque attaché aux différentes créances peut être assuré. Cependant, les assureurs, également opérateurs financiers, ne peuvent couvrir leurs engagements dans de telles proportions.

c) La crise des *subprimes* a précisément éclaté sur un segment de marché particulier, celui des crédits hypothécaires consentis à des ménages pauvres qui ne pourraient rembourser à terme. Une spéculation sur la hausse régulière du marché immobilier et une diffusion du risque, via la titrisation des crédits *subprimes* qui se sont ainsi retrouvés dans le bilan des grandes banques de l'économie mondialisée, ont pu se déployer.

On connaît la suite : intervention massive des États dans le capital des banques, promesses de régulation du secteur, « plans de relance », alertes au déficit public...

Directement, la question de la sortie de la crise prend la forme d'une lutte intense des grands acteurs économiques pour reporter ses effets sur d'autres. Sur le terrain social, la pression du capital sur les salaires et les budgets sociaux s'accroît. Au niveau international, la guerre économique et commerciale entre grandes puissances prend une nouvelle ampleur. L'Europe est caractérisée par le déploiement de tendances contradictoires. Les pays ne sont pas exposés de la même façon à la crise. Cela pousse certains à défendre les capitaux nationaux et d'autres à revendiquer une régulation européenne.

Selon les termes de Michel Husson<sup>43</sup>, on assiste à une crise des solutions à la crise. Les différentes propositions restant confinées dans une dynamique qu'il dénomme régulation chaotique et qui est caractérisée par 4 dilemmes :

- le dilemme de la répartition : rétablissement de la rentabilité vs emploi et demande ;
- le dilemme de la mondialisation : résorption des déséquilibres vs croissance mondiale ;
- le dilemme budgétaire : résorption des déficits vs dépenses sociales ;
- le dilemme européen : chacun pour soi vs coordination.

Il est difficile de concevoir que le système soit en capacité de résoudre ces dilemmes dans un sens progressiste. Au moins, les dirigeants le font-ils de façon cohérente, en préservant les intérêts dominants, au prix à chaque fois d'un approfondissement de la dynamique d'accumulation néolibérale, source des crises du capitalisme contemporain. Cela s'illustre à merveille dans les politiques d'austérité qui sont adoptées par les différents États et par la dynamique européenne.

## Acte II. L'État acteur de l'austérité – La dette arme politique de précarisation

La lutte des grands acteurs économiques afin de reporter sur d'autres les effets de la crise obtient un remarquable soutien politique. Il se traduit par l'adoption, dans différents États, selon des rythmes et des modalités variables, de politiques d'austérité qui agressent frontalement le salariat et, au niveau européen, par l'adoption de pactes (mécanismes d'intervention financière et

<sup>43</sup> Michel Husson, « Capitalisme : vers une régulation chaotique », septembre 2009, hussonnet.free.fr

Pacte pour l'Euro) qui dictent aux États des obligations budgétaires assorties de sanctions financières et des orientations de politiques antisociales (modération salariale, relèvement de l'âge de la pension...)44. Ce sont les salaires, les protections sociales et les services publics qui sont partout directement visés.

Le mobile principal énoncé est la nécessité de réduire/contenir l'endettement public. Cette prise de position est présentée comme une donnée objective dictée par le bon sens de gestionnaires responsables.

Or, la dette, le rôle particulier qu'on lui attribue dans le capitalisme néolibéral et dans la dynamique propre initiée dans le prolongement de la crise de 2007-2008 n'ont rien de naturel. Il s'agit de part en part d'une question politique dans laquelle se joue le rôle de l'État comme défenseur de certaines forces sociales et de certains intérêts particuliers45.

---

44 La Grèce, l'Irlande, le Portugal, la Grande-Bretagne, l'Espagne, la France, l'Allemagne, l'Italie... sont à des niveaux divers le théâtre du déploiement de politiques d'austérité. Nombreux sont ceux qui pressent la Belgique d'adopter de telles politiques. Parmi eux, Rudy Thomae, administrateur délégué de la FEB, qui énonce clairement les moyens de reporter les effets de la crise sur le monde du travail : « On devrait s'inspirer des plans d'austérité qui ont déjà été rédigés dans les autres pays. La FEB a fait un inventaire minutieux de ces mesures. On y retrouve 5 grandes orientations. Un : toute une série de pays européens viennent de décider de relever l'âge de la pension, le plus souvent dans un horizon assez lointain - ils préparent la population bien à temps. Deux : les pensions ou les salaires des fonctionnaires font l'objet de "coupes" substantielles. Aucun pays n'opte pour l'immobilisme dans ce domaine. Trois : la fonction publique voit ses effectifs subir des diminutions d'envergure. Quatre : des mesures sont prises un peu partout pour contenir les dépenses de sécurité sociale, et plus spécialement dans le domaine des soins de santé. Cinq : quand de nouvelles recettes sont adoptées, ce n'est généralement pas au niveau de l'impôt des personnes physiques (IPP) ou de l'impôt des sociétés (Isoc), mais plutôt au niveau des impôts indirects - augmentation de la TVA, des accises ou de taxes diverses, sur les banques ou la consommation d'énergie. », La Libre Belgique, 28/08/2010.

45 Sur cette question, les contributions de Alain Bihl (« Derrière l'austérité budgétaire : une nouvelle agression contre le salariat », 17 août 2010, [www.alencontre.org](http://www.alencontre.org)) et « Dette publique » dans Alain Bihl, *La novlangue néolibérale*, Page Deux, 2007) de François Chesnais (« Répudiation des dettes européennes ! », *Contretemps*, août 2010) et Frédéric Lordon (ses contributions sur <http://blog.mondediplo.net/>) servent de référence.

## 1. Qu'est-ce qu'une dette publique ?

1.1. L'État n'est pas un agent économique comme un autre. Certes, tout comme les agents privés (entreprises, ménages), sa dette résulte de dépenses plus importantes que ses recettes. La différence réside dans le fait que les États disposent d'une certaine souveraineté et d'une plus grande latitude que les autres agents pour fixer le niveau des dépenses et des recettes.

Les recettes peuvent augmenter grâce à une réforme fiscale (la question sera de voir quels revenus seront taxés et dans quelles proportions) et les dépenses peuvent diminuer à des rythmes impraticables pour d'autres.

1.2. Le caractère politique des décisions qui préside à la fixation des dépenses et des recettes des agents publics (États, Régions, Communautés...), et donc l'établissement d'un équilibre ou d'un déséquilibre (fréquent) budgétaire constitue une autre différence avec les processus d'endettement des agents privés. Recettes et dépenses publiques, équilibres et déséquilibres budgétaires dépendent des rapports de force entre des groupes sociaux (classes, fractions de classes, catégories sociales) qui s'affrontent au sein des États et tentent d'y configurer des politiques conformes à leurs revendications.

1.3. **La dette publique est donc de part en part un fait politique de sa création à sa gestion.** Et si on ne connaît pas d'État capitaliste qui ne soit endetté, cela s'explique par les fonctions que la dette remplit :

- Elle réduit la contribution des classes sociales les plus aisées au financement des frais généraux de la société (services publics, infrastructures, enseignements...) tout en leur permettant de s'enrichir davantage. En effet, le surcroît de contribution que serait en droit de prélever l'État sur les revenus de ces couches sociales (afin d'équilibrer ses dépenses et ses recettes) se retrouve converti en créances faites à l'État, afin que celui-ci puisse couvrir une partie de ses dépenses par l'emprunt. La dette publique qui résulte de l'insuffisante contribution des classes les plus aisées aux frais généraux de la société permet à ces dernières d'acquiescer via les emprunts consentis à l'État des intérêts de la dette publique. Il s'agit d'un droit à prélever une part supplémentaire de la richesse sociale, car une part non négligeable des

prélèvements de l'État ira au remboursement des intérêts de la dette publique<sup>46</sup>.

- Les titres de la dette publique (achetés par les banques, les assurances, les fonds de placement...) constituent un investissement parmi les plus sûrs pour le capital financier. Car, contrairement à ce que l'on entend dire, un État ne fait pas faillite facilement. Lorsqu'il n'est pas en capacité d'honorer ses engagements, ses créanciers (et éventuellement comme aujourd'hui d'autres acteurs financiers) restructurent sa dette. Les remboursements des prêts anciens sont rééchelonnés, de nouveaux sont accordés moyennant une augmentation des taux d'intérêt et la prise d'un certain nombre de garanties telles que l'adoption de politiques de restrictions budgétaires drastiques, comme c'est le cas actuellement dans de nombreux pays européens. Si un État ne peut plus rembourser ses emprunts, il se retrouve tout simplement un peu plus endetté et pour un peu plus longtemps. L'endettement des États constitue donc une contribution parmi les plus décisives à l'accumulation du capital financier. Les titres des dettes publiques représentent d'ailleurs une part importante du capital financier sur le plan mondial.

- Cet endettement est un moyen privilégié pour que les groupes sociaux dominants placent l'État sous sa coupe. Ils sont en position de force pour contrôler et même dicter aux États l'usage qui sera fait de l'argent prêté. Difficile pour un État endetté de ne pas accorder de nouveaux avantages sur le plan fiscal par exemple et de mener une politique ouvertement contraire à leurs intérêts. La dette publique est donc bien fondamentalement un instrument d'aliénation de la souveraineté de l'État au bénéfice du capital.

Historiquement, quelques États ont recouru, grâce à leur souveraineté, à une mesure de récusation partielle ou totale de leur dette. Une telle décision est extrêmement rare, et n'a été prise que par des pouvoirs qui entendaient marquer une rupture avec l'ordre établi. Il s'agit de la très jeune URSS ou plus récemment de l'Équateur...

Cette question ne peut être balayée d'un revers de la main. Elle sera abordée plus loin dans le texte du point de vue de sa légitimité mais

<sup>46</sup> Pour Marx, « L'accumulation du capital de la dette publique n'est (...) que le gonflement d'une classe de créanciers de l'État autorisés à prélever certaines sommes sur le montant des impôts. », Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, In : Karl Marx, *Œuvres. Économie II*, Gallimard, 1968, p. 1199.

également du point de vue du contexte social et économique des différents pays européens... Car on peut difficilement penser une telle mesure sans prise en compte des rapports de force sociaux (nationaux et internationaux) et sans programmation d'un ensemble de réformes progressistes.

## 2. Pourquoi les dettes publiques ont-elles augmenté ?

2.1. On comprend donc que l'endettement public est une donnée structurelle du capitalisme. Mais la conjoncture a également toute son importance, en particulier les politiques engagées par les gouvernements.

Les dettes publiques ont augmenté considérablement durant la crise structurelle des années '70. La croissance ralentit, les recettes de l'État (essentiellement fiscales) diminuent alors que certaines dépenses s'accroissent (plans de relances, augmentation des dépenses d'allocations de chômage, investissements publics...).

2.2. La mise en œuvre des politiques néolibérales au début des années '80 ont aggravé l'endettement public. Les prélèvements obligatoires (cotisations et impôts) ont été diminués au profit des classes les plus aisées sans que les réductions des dépenses publiques réalisées, souvent au détriment du monde du travail, ne viennent compenser ce déséquilibre.

2.3. La crise de 2007-2008 est venue encore dégrader des finances publiques en mauvais état de trois manières :

- les États centraux ont engagé des sommes colossales (1.700 milliards par les États de la zone euro) pour éviter la faillite des institutions du capital financier en leur consentant des prêts, en reprenant à leur compte des créances douteuses, en entrant dans leur capital tout en garantissant les prêts interbancaires et les dépôts bancaires. C'est l'application du principe de la socialisation des pertes, corollaire d'une aggravation de l'endettement public ;

- ces mêmes États ont élaboré des plans de relance afin de tenter d'endiguer la transmission de la crise financière à l'économie réelle ;

- le ralentissement de la croissance que les plans de relance n'ont pu empêcher a une nouvelle fois diminué les recettes fiscales des États.

Si une partie des sommes engagées dans le sauvetage des institutions financières a été récupérée, il n'en est rien des dépenses engagées dans les plans de relance (si ce n'est par des rentrées fiscales plus importantes à ce que cela aurait été sans leurs mises en œuvre).

**2.4.** Le résultat ne s'est pas fait attendre. Les déficits budgétaires se sont creusés et le niveau des dettes publiques a explosé. Entre 2008 et 2009, le déficit public est passé de 2% à 6,2% du PIB sur l'ensemble de la zone euro (de 1,2% à 6% en Belgique, de 7,7% à 13,6% en Grèce, de 3,3% à 7,5% en France, de 0% à 3,3% en Allemagne)<sup>47</sup>.

**2.5.** Pour financer leurs déficits, les États ont fait appel au marché financier, pour le plus grand intérêt des institutions financières et des classes les plus aisées. Remises en selle par les plans de sauvetage, les voici en droit, avec l'appui des agences de notation auprès de qui elles soustraient l'évaluation du risque d'achat de titres financiers, de prêter de l'argent à des taux d'intérêts allant croissant à mesure que leurs besoins de financement se sont aggravés. Le cercle vicieux est enclenché.

### 3. Se désendetter à quel prix ?

**3.1.** La nécessité de se désendetter à laquelle chaque gouvernement de la zone euro dit vouloir donner priorité résulte de la pression qu'exercent leurs principaux créanciers, les banques européennes. C'est pourquoi les politiques d'austérité peuvent également être comprises essentiellement comme un plan de sauvetage des banques européennes.

Durant ces derniers mois, cette pression s'est exercée via des hausses des taux d'intérêts en fonction du degré d'endettement des États et donc d'une évaluation du risque de défaut de paiement entraînant l'alourdissement des conditions d'obtention de nouveaux prêts. Les créanciers ont d'ailleurs tout intérêt à dramatiser la situation et faire ainsi monter les taux d'intérêt. Ils peuvent jouer sur trois leviers :

- la complicité des agences de notation, financées par les créanciers eux-mêmes, elles sont censées évaluer le risque de défaut de paiement des emprunteurs ;

- la spéculation à la baisse sur les cours des titres anciens ;

- la spéculation à la hausse sur les cours de contrats d'assurances (dénommés CDS : Credit default swaps) destinés à couvrir les risques encourus par certains créanciers de défauts de paiement de la part des débiteurs.

**3.2.** Un créancier doit veiller à ce que l'endettement de l'emprunteur reste à un niveau soutenable. On sait que les États peuvent s'endetter plus et qu'ils sont en principe plus solides. Mais il arrive que de graves difficultés de paiement, sans entraîner la ruine du créancier (les États ne peuvent faire faillite), lui créent des inconvénients tels que le contraindre à effectuer des provisions supplémentaires limitant son volume d'activités possibles ou à subir une dévalorisation des titres.

Or, la situation budgétaire de certains États inquiète aujourd'hui certaines institutions financières. Une simple hausse des taux d'intérêt ou une spéculation sur les titres émis ne suffisent plus. Ils entendent obtenir des emprunteurs les plus endettés qu'ils engagent une remise en ordre de leur finance. La négociation de nouveaux prêts fournit l'occasion d'imposer aux États de nouvelles exigences.

La voie du désendettement est en théorie double : l'État peut augmenter ses recettes et diminuer ses dépenses. Mais la première des pistes est négligée, les gouvernements restant prisonniers des dogmes néolibéraux qui leur interdisent de recourir à une augmentation des prélèvements. Et si, sous la pression de la nécessité, certains y ont recouru, leur choix s'est porté principalement sur l'augmentation de l'impôt le plus injuste – la TVA – soulignant par là le caractère de classe de la politique adoptée : protéger les détenteurs de gros revenus et faire payer l'austérité aux classes populaires.

La diminution des dépenses est donc privilégiée. Cela se traduit par l'adoption de contre-réformes qui portent sur : le non-remplacement des fonctionnaires dans les services publics, le blocage ou la diminution de leur rémunération (comme, par exemple, en Grèce)<sup>48</sup>, le gel ou la diminution de certaines subventions aux

<sup>47</sup> Chiffres donnés par Alain Bihl, « *Derrière l'austérité budgétaire, une nouvelle agression contre le salariat* », [www.alencontre.org](http://www.alencontre.org).

<sup>48</sup> La politique de réduction du déficit en Grèce s'est traduite notamment par la suppression des 13<sup>ème</sup> et 14<sup>ème</sup> mois de traitement des fonctionnaires, du non-remplacement de 4 fonctionnaires sur 5, d'une diminution de 600 millions € de subventions aux hôpitaux, d'une augmentation de la TVA.

secteurs « non-marchands », la réduction de certaines allocations publiques, la réforme des retraites (comme en France) allongeant les carrières... Ces priorités sont en train d'être mises en œuvre dans la plupart des États centraux comme elles l'ont été durant des décennies dans les États périphériques qui étaient contraints de mettre en œuvre les tristement célèbres Plans d'Ajustements structurels (PAS), imposés par le Fond Monétaire international (FMI).

Si, en Belgique, un plan d'austérité n'a pas encore été adopté, étant donné les blocages intervenus dans la formation d'un gouvernement de plein exercice, de nombreuses forces politiques et socio-économiques se sont prononcées sur la nécessité d'adopter d'urgence des politiques d'austérité.

**3.3.** Ces mesures sont cohérentes avec la logique néolibérale qui répond aux inégalités qu'elle produit par leurs approfondissements. Ce paradigme enseigne de privilégier l'offre sur la demande, il permet dès lors un plus grand enrichissement des classes riches (qui sont, comme on l'a vu, essentielles pour la reproduction d'une configuration sociale où la consommation issue des salaires a fortement diminué) et a pour résultat l'appauvrissement des plus pauvres.

On ne peut donc accuser les différents gouvernements d'inconstance. Ils entendent mettre en œuvre les politiques qui ont mené au surendettement public des États centraux pour cette fois les désendetter.

**3.4.** Mieux que de persister dans la voie néolibérale, ils franchissent une nouvelle étape vers la voie d'une *low cost society* : « *la compression des dépenses publiques qu'ils entendent mettre en œuvre vise à abaisser le coût général des moyens sociaux de consommation (équipements collectifs et services publics), qui sont aussi pour partie des moyens de production socialisés, qui constituent autant de frais généraux de la production capitaliste. Or certains de ces moyens (le système d'enseignement et les systèmes publics de protection sociale de l'enfance, de la santé, de l'invalidité, de la vieillesse...) comptent parmi les conditions majeures de reproduction de la force sociale de travail. Si bien que la compression des dépenses publiques constitue en fait directement*

*une attaque contre les éléments socialisés du salaire.* »<sup>49</sup>

Les politiques de réduction des dépenses portent un objectif de plus grande portée que la seule préservation des intérêts de la finance capitaliste, il s'agit de la baisse du coût social de reproduction de la force sociale de travail.

L'offensive se structure également au travers des institutions européennes dans un contexte marqué par le rôle de la Banque centrale européenne (BCE). Les différents pays ne disposent plus des *instruments classiques* de la politique monétaire (taux de change et taux d'intérêt) souvent utilisés en situation critique.

#### **4. Les eaux troubles de la zone euro**

**4.1.** Dans le capitalisme contemporain, les banques sont des groupes financiers diversifiés qui opèrent sur la scène internationale. Sous l'effet de la concurrence des fonds d'investissement (Hedge funds et fonds de pension) anglo-saxons dans la finance mondiale, les banques européennes se sont engagées dans des opérations de spéculation toujours plus risquées.

Cependant, le système financier européen rend ce jeu encore plus dangereux qu'aux États-Unis pour deux raisons.

Premièrement, les masses d'argent disponibles – les formes institutionnelles de centralisation de l'argent –, pour être valorisées sur les marchés financiers, conditionnent le montant de ce qui peut être repris comme profit financier. Et, en Europe, les banques ne sont généralement pas dotées d'aussi puissants fonds de pension. La majorité des systèmes de retraite restent des modèles liés à un salaire socialisé, au premier pilier.

Deuxièmement, le système financier européen n'est pas adossé à un « État européen » consistant. Si les classes dirigeantes ont pensé pouvoir contourner ce problème avec la création de l'euro, on voit ce qu'il en est aujourd'hui. « *Sans État, il n'y a pas de système financier en mesure de prendre des décisions qui transcendent les intérêts particuliers de chaque pays (chaque segment national de capital) utilisant cette monnaie. Telle est la clef des tensions*

---

<sup>49</sup> Alain Bihl, « *Derrière l'austérité budgétaire : une nouvelle agression contre le salariat* », 17 août 2010, p. 5. [www.alencontre.org](http://www.alencontre.org)

très fortes entre les gouvernements de l'Euroland face à la crise de la dette grecque. »<sup>50</sup>.

**4.2.** Les décisions prises au niveau européen aujourd'hui (Pactes) traduisent les rapports de force internes entre nations. La logique d'érosion de la souveraineté des États nations décrite au début de ce texte se poursuit au travers des décisions prises dans le Pacte pour l'euro qui vise à imposer aux États membres des critères budgétaires auxquels ils devront strictement se conformer sous peine de nouvelles sanctions financières.

Les priorités politiques des États sont définies constitutionnellement par ce Pacte. Ils doivent donner priorité à la réduction des déficits budgétaires (sous peine de sanctions financières selon certaines modalités en cas de non-respect des recommandations de la Commission) et à la sauvegarde de la compétitivité économique. « Les États se verront imposer un calendrier de réduction de leur dette publique et son non-respect sera assorti de sanctions automatiques de 0,2% du PIB (ce qui ferait 4 milliards d'euros dans le cas français). Une nouvelle procédure « concernant les déséquilibres excessifs » serait introduite : les États « présentant des déséquilibres macroéconomiques graves » devraient « soumettre un plan de mesures correctives au Conseil, lequel fixera des délais pour sa mise en œuvre ». Un État membre de la zone euro qui persisterait à ne pas prendre ces mesures s'exposerait à des sanctions : amende annuelle de 0,1% de son PIB ! Parmi les déséquilibres graves, il y aura à n'en pas douter le manque de compétitivité, mais pas le taux de chômage. »<sup>51</sup> Cette politique entend dessiner les contours de la modération salariale européenne (en procédant sur base d'évaluations comparatives à des recommandations aux mauvais élèves concernant la révision des mécanismes de formation des salaires) et promouvoir la contre-réforme des retraites qui s'appuie sur les arguments démographiques pour justifier un recul de l'âge de la pension.

<sup>50</sup> François Chesnais, « Répudiation des dettes publiques européennes ! », Contretemps, n° 7, août 2010, p. 50. L'un des éditorialistes du Financial Times écrivait d'ailleurs que « fondamentalement on n'a pas affaire à une crise de la dette des États, mais à une crise bancaire doublée d'une crise de coordination des politiques », Wolfgang Münchau, Financial Times, 21 juin 2010, cité par François Chesnais, Idem, p. 50.

<sup>51</sup> Michel Husson, « Sur le pacte de compétitivité », mars 2011, <http://hussonet.free.fr/eecompet.pdf>

Avec le Pacte pour l'euro, les institutions de l'Union européenne dotent les gouvernements d'instruments qui développent la paupérisation de la majorité du monde du travail et garantissent les placements financiers... des banques européennes et des détenteurs du capital financier. « Car la sanctuarisation constitutionnelle de l'équilibre budgétaire est une sorte de caviar d'investisseur : plus aucune hésitation parlementaire à redouter, plus aucune interrogation quant à l'éventuelle opportunité de mobiliser les budgets pour faire face à des crises, les tranchoirs automatiques vont fonctionner tout seuls. »<sup>52</sup>

Les politiques européennes semblent se coordonner pour la première fois, hélas pour le pire. Comme l'écrit Frédéric Lordon, « Dans cet invraisemblable enchaînement où un choc séculaire n'entraîne aucune révision doctrinale mais bien la réaffirmation étendue de ce qui a si parfaitement échoué, la case « réduction des déficits » a logiquement donné lieu à une de ces « déductions » bizarres conduisant de l'échec prévisible des politiques d'austérité à l'impérieuse nécessité de les constitutionnaliser. »<sup>53</sup>

A se demander jusqu'où l'acharnement néolibéral à la crise néolibérale pourra aller ! Car les conditions de son aggravation s'accumulent sous l'effet des politiques adoptées.

## **5. La dépression comme point d'horizon ?**

Quels sont et seront les effets des politiques d'austérité mises en œuvre dans l'Union européenne ?

**5.1.** Ces plans ne stopperont pas la croissance des dettes publiques. Les coupes claires dans les budgets sociaux seront insuffisants tout comme la progression des recettes fiscales (du fait d'une reprise économique qui risque d'être timide). Il semble irréaliste que les dettes publiques européennes reviennent toutes dans la limite de 60% du PIB prévue par le traité de Maastricht. Dans ce contexte, on comprend d'ailleurs la réaction peu enthousiaste des marchés financiers à l'annonce de ces plans. Les taux d'intérêt n'ont qu'à peine fléchi pour consentir des prêts à la Grèce par exemple.

<sup>52</sup> Frédéric Lordon, « Extension du domaine de la régression », Le Monde Diplomatique, avril 2011, p. 10.

<sup>53</sup> Frédéric Lordon, « Extension du domaine de la régression », Le Monde Diplomatique, avril 2011, p. 1.

**5.2.** Pour ralentir intensivement l'endettement des États européens, il faudrait recourir, non pas à de nouvelles réductions de dépenses, mais à de substantielles augmentations d'impôts. Pensons en Belgique aux coûts des intérêts notionnels, à la non-taxation des grosses fortunes et des plus-values boursières, aux réductions de TVA dans le secteur Horeca, à la suppression en 2004 des tranches d'imposition sur les revenus les plus élevés... On sait également que les gouvernements ne sont pas disposés à puiser dans ces ressources. C'est dans une voie politique contraire (et réactionnaire) qu'ils se sont engagés.

**5.3.** En revanche, ces plans d'austérité risquent de briser la timide reprise économique, de faire plonger l'Europe dans une récession voire même une dépression. Ils vont limiter la demande finale, directement, par la réduction des dépenses publiques (salaires des fonctionnaires, commandes publiques...) et, indirectement, par le ralentissement de la croissance qui va augmenter le nombre de chômeurs, de travailleurs précaires. La concurrence sur le marché du travail va s'accroître davantage, entraînant une dégradation du rapport de force pour le monde du travail. L'inégale répartition des richesses risque alors de s'aggraver. Le risque d'une baisse généralisée des prix et de l'activité du fait que chaque acteur économique privilégie son désendettement réapparaît. Il avait précisément caractérisé une bonne partie des années '30. C'est donc « une politique insensée, indépendamment même du fait qu'elle va d'abord frapper les couches sociales les plus fragiles. En coupant dans les dépenses publiques, on fabrique de la récession qui a pour effet de réduire à nouveau les recettes fiscales. On ne retrouve donc pas à l'arrivée les coupes de départ. Et, comme tous les pays mènent cette politique en même temps, il y a un effet démultiplicateur de cette euro-austérité. »<sup>54</sup>

**5.4.** Les mesures d'austérité dictées aujourd'hui en Europe sont les jumelles des plans d'ajustement structurel dictés par le FMI et la Banque mondiale aux pays du tiers-monde. On connaît leurs effets dévastateurs : ruine des infrastructures publiques (eau potable, enseignement, transports...), soumission des populations rurales aux diktats de l'agro-business, transformation de vastes territoires périurbains en bidonvilles gigantesques où s'entasse une

population irrémédiablement stigmatisée comme excédentaire et sommée de survivre dans le travail informel<sup>55</sup>...

Mais il y a d'autres scénarios possibles. Une question redoutable est posée à toutes les organisations et les mouvements progressistes. En particulier aux salariés et à leurs organisations qui sont directement visés par la remise en cause de la protection sociale et du principe de souveraineté démocratique.

Comment stopper le démantèlement des protections sociales et reconstruire des expériences de transformation sociale ? Comment sortir du cercle infernal du néolibéralisme : austérité, appauvrissement, précarité, « dédémocratisation »... ? Quels horizons programmatiques et stratégiques proposer ?

## Chapitre 4 : Alternatives et perspectives stratégiques<sup>56</sup>

### 1. Redistribuer les richesses

Le principe essentiel de tout projet de transformation sociale, c'est la satisfaction des besoins sociaux. Le point de départ, c'est donc d'obtenir une autre répartition des richesses. « La croissance repose sur la capacité de créer plus de richesses avec une dépense de travail donnée. C'est historiquement la base du progrès social qui permet d'élever, à répartition donnée, le volume de biens et services disponible pour chaque membre de la société. »<sup>57</sup>

Une croissance soutenue pourrait donc être plus favorable à l'emploi et aux salaires (même s'il faut en discuter le contenu d'un point de vue écologique). Mais avec une répartition des revenus

<sup>54</sup> Michel Husson, « Sur le pacte de compétitivité », mars 2011, <http://hussonet.free.fr/eecompet.pdf>

<sup>55</sup> Mike Davis, « Le pire des mondes possibles », La Découverte, 2006.

<sup>56</sup> Les fiches de la campagne de la FGTB wallonne « Le capitalisme nuit gravement à la santé », les textes du Congrès de la FGTB wallonne de mai 2010 ainsi que les travaux de Nicolas Benies, Daniel Bensaid, Alain Bihl, François Chesnais, Laurent Cordonnier, Gérard Duménil, Rémy Herrera, Michel Husson, Frédéric Lordon servent de référence. Sur la contestation des règles européennes, le texte fait référence en particulier aux réflexions développées dans Michel Husson « Face à la crise : quelles réponses progressistes ? », les temps nouveaux, 2010.

<sup>57</sup> Michel Husson « Face à la crise : quelles réponses progressistes ? », les temps nouveaux, 2010.



aussi inégalitaire que celle que l'on connaît aujourd'hui, on ne peut parier sur cette variable.

Il nous faut toucher au cœur des politiques déployées aujourd'hui qui visent à faire payer la crise au monde du travail par l'austérité en réduisant les dépenses sociales (le salaire socialisé) et en diminuant les salaires.

Ce sont les inégalités qu'il nous faut prendre pour cible en imposant une annulation totale ou partielle de la dette publique, une réforme fiscale et une augmentation des salaires :

**a)** L'annulation de la dette publique. Celle-ci apparaît pour ce qu'elle est : un puissant outil d'oppression qui garantit – grâce à la collaboration des institutions politiques – l'inégalité dans la répartition des richesses et la paupérisation croissante du salariat (en diminuant les protections sociales, les services publics...). Loin d'être la conséquence de pays qui vivent au-dessus de leurs moyens, les dettes publiques résultent de décisions politiques qui favorisent l'accroissement des inégalités sociales. Les plans d'austérité en témoignent : la contribution des revenus du travail y est à chaque fois infiniment plus grande que les maigres ponctions opérées sur le capital.

Cette dimension est centrale pour caractériser la dette comme illégitime. Différents critères ont déjà été retenus pour en définir les caractéristiques. La dette :

- a été contractée contre les intérêts de la population d'un État, éventuellement sans leur consentement et en toute connaissance de cause chez les créanciers ;
- résulte de cadeaux fiscaux octroyés au capital ;
- découle d'une fiscalité directe faible (impôts sur le revenu, le capital et les profits des entreprises) ;

L'illégitimité repose aussi sur la nature économique des sommes prêtées. L'injonction de payer la dette repose sur l'idée que ce sont des sommes issues d'une épargne patiemment constituée par le dur labeur et la privation. Si cela peut être le cas de l'épargne des ménages et des fonds de pension, cela ne l'est pas des banques et des fonds souverains qui prêtent des sommes fictives. Ces institutions peuvent s'engager dans des proportions bien plus importantes que les sommes dont elles disposent en dépôt. L'audit de la dette est indispensable afin d'identifier ces sommes fictives

avec lesquelles les titres de la dette publique sont achetés.

On retrouve ces trois facteurs dans les cas de la Grèce, de la France mais aussi de la Belgique et de tant d'autres pays encore. Des propositions visant à identifier la part illégitime des dettes publiques sont mises sur la table par des acteurs sociaux, tenant compte de la part détenue par les résidents et de la part détenue par les non-résidents<sup>58</sup>.

On peut considérer que ***l'annulation-répudiation de la dette publique est une revendication de pure justice sociale et fiscale***. Ce ne serait que faire payer aux créanciers de l'État en un seul coup l'ensemble des arriérés d'impôt dont ils ne se sont pas acquittés et dont l'utilisation débridée dans la sphère spéculative a été directement responsable de la crise financière. La majorité des dettes publiques (voir leur totalité) est liée aux cadeaux fiscaux concédés aux plus hauts revenus. Une telle mesure pourrait constituer le socle pour des politiques progressistes de modernisation et d'amélioration des services publics.

L'annulation de la dette constitue un élément essentiel d'une logique de redistribution des richesses qui doit également intégrer une réforme de la fiscalité et des modalités d'augmentation des salaires.

**b)** Une réforme fiscale : en supprimant les cadeaux fiscaux aux classes aisées et en taxant davantage le capital, les revenus et le patrimoine des classes aisées (taxe Tobin, SLAM, impôt sur la fortune...), elle dégagerait de nouvelles recettes pour l'élaboration de politiques sociales (services publics, protections sociales...). Ces mesures corrigeraient quelque peu les inégalités criantes qui n'ont cessé de se creuser.

**c)** L'augmentation des salaires, notamment par la réduction collective du temps de travail sans perte de salaire avec embauche compensatoire. C'est la logique du « travailler moins pour travailler tous » qui illustre la dimension solidaire d'une telle politique qui aurait également pour effet d'atténuer l'intensité de la concurrence sur le marché du travail. La remise à niveau pourrait s'effectuer selon une règle des trois tiers : un tiers pour

---

<sup>58</sup> Voir Damien Millet et Eric Toussaint (s.l.d.), *La dette ou la vie*, Aden, 2011 ; François Chesnais, « *Dettes illégitimes* », *Raisons d'agir*, 2011 ; Michel Husson, « *Pour un audit citoyen de la dette publique* », [hussonnet.free.fr](http://hussonnet.free.fr)

l'augmentation des salaires, un tiers pour la protection sociale, un tiers pour la création d'emplois via une réduction collective du temps de travail.

## 2. Création d'emplois utiles

Le chômage et la précarité – véritables fléaux sociaux – sont renforcés par la crise. La croissance – toujours hypothétique – ne peut être considérée comme la voie royale. Le discours habituel propose de produire davantage pour pouvoir créer des emplois. « C'est prendre les choses à l'envers. Il faut opérer ici un changement total de perspective et prendre la création d'emplois utiles comme point de départ. »<sup>59</sup> Que ce soit par réduction du temps de travail dans le privé et/ou par création d'emplois dans le public, il faut partir des besoins et appréhender ce que les emplois créent comme richesse (pas seulement marchande – c'est d'ailleurs quand certains services sont sortis ou presque sortis du circuit monétaire que le niveau de vie de la population augmente fortement). Une passerelle avec les préoccupations environnementales peut être créée au travers de la défense de telles revendications : « la priorité au temps libre et la création d'emplois utiles sont deux éléments essentiels de tout programme de lutte contre le changement climatique. »<sup>60</sup>

La question de la redistribution des richesses et de la création d'emplois utiles combine défense **du monde du travail (défense des salaires, de l'emploi, des droits sociaux)**, afin qu'il ne paie pas la crise, et **légitimité d'une offensive du monde du travail** autour de la notion de **contrôle démocratique** :

- contrôle sur les conditions de travail : pour qu'un emploi utile rime avec lutte contre les formes d'organisation du travail qui produisent pénibilités physiques et psychiques ;
- contrôle sur ce que les détenteurs de capitaux font de leurs profits : verser des dividendes ou créer des emplois ;
- contrôle sur l'utilisation des impôts (subventionner les banques, octroyer des cadeaux fiscaux – comme les intérêts notionnels – ou financer les services publics) ;

<sup>59</sup> Michel Husson, « Face à la crise : quelles réponses progressistes ? », Les temps nouveaux, n° 1, 2010.

<sup>60</sup> Michel Husson, « Face à la crise : quelles réponses progressistes ? », Les temps nouveaux, n° 1, 2010.

- contrôle des productions afin que d'autres relations – durables – avec l'environnement soient envisageables.

Fondamentalement, comme l'affirme Frédéric Lordon, « Ce que l'entreprise (productive) doit fabriquer, en quelle quantité, à quelle cadence, avec quel volume d'emploi et quelle structure de rémunérations, sous quelle clé de réaffectation des surplus, comment elle accommodera les variations de son environnement : aucune de ces choses ne peut par principe échapper à la délibération commune puisqu'elles ont toutes des conséquences communes. »<sup>61</sup>

Ce qui affecte tout le monde doit, dans ce positionnement politique, être l'objet de tous. Il doit faire l'objet d'un débat constitutionnel et égalitaire, loin des formes de dépossession contemporaines qui attribuent soit à la prétendue *main invisible du marché* (en réalité aux détenteurs de capitaux), soit à des experts, le soin de priver les populations d'intervenir démocratiquement dans les domaines qui les concernent.

## 3. Carcan européen et transformation sociale

L'Europe néolibérale et ses institutions dressent un carcan contre les politiques sociales produites par les luttes du mouvement ouvrier. L'euro apparaît comme un instrument de discipline salariale et sociale.

Comment envisager la possibilité au sein d'un pays d'une expérience de transformation sociale ?

La sortie de l'euro ne constitue pas en soi une issue progressiste. Certes, elle permettrait de reconstruire une marge de manœuvre grâce au maniement du taux de change. Mais une dévaluation conduirait à aggraver le poids de la dette et imposerait l'austérité afin d'adapter les salaires à une nouvelle échelle des prix internationaux. C'est aussi une décision très risquée car elle risque de déclencher la spéculation contre la nouvelle monnaie.

Pour Michel Husson, la « véritable solution passerait par la mise en place des instruments nécessaires à gérer la coexistence d'économies

<sup>61</sup> Frédéric Lordon, « Capitalisme, désir et servitude », La Fabrique, 2010, p. 170.

*différentes au sein d'une monnaie unique.* »<sup>62</sup> Des économistes, tels que Jacques Sapir, ont proposé l'instauration d'une monnaie commune et non unique. Il y aurait des monnaies réajustables pour chaque pays ou groupe de pays au sein de la zone et un euro convertible pour les relations avec le reste du monde. Cependant cette réforme ne suffirait pas. L'Europe devrait également se doter d'un véritable budget, fondé sur une imposition unifiée du capital et la BCE devrait être autorisée à émettre des euro-obligations afin d'organiser le financement mutuel des dettes publiques.

On voit mal aujourd'hui comment le rapport de force social contemporain pourrait mener à un tel degré de consensus. Parier sur l'adoption de dispositions directement au niveau européen, c'est proposer pratiquement de laisser les mouvements et organisations de différents pays désarmés lorsqu'ils sont, par exemple, confrontés à des politiques d'austérité.

Les rythmes des mobilisations sociales sont également produits par la conjoncture propre à chaque entité politique (nation, région...). On ne peut les enfermer dans une aventure hasardeuse (la sortie de l'euro) ou dans une harmonisation utopique (directement au niveau européen qui suppose une mutation politique très brutale des acteurs en présence, bref un scénario digne d'une science-fiction !). Même s'il est essentiel que des réseaux et des convergences continuent à se construire sur la scène européenne et internationale, et que la finalité demeure la réalisation d'une Europe sociale et démocratique.

Il s'agit de distinguer les fins et les moyens en identifiant l'obstacle immédiat. Ce dernier se situe dans la répartition inégale des richesses qu'il faut modifier. Ces mesures visant à diminuer les revenus financiers et à réaliser une réforme fiscale passent par « *la mise en cause des intérêts sociaux dominants, de leurs privilèges, et cet affrontement se déroule avant tout dans un cadre national* »<sup>63</sup>.

Les arguments dominants sont avancés immédiatement. De telles mesures entraîneraient une perte de compétitivité, une fuite de capitaux et la rupture avec les règles européennes. La riposte progressiste ne peut alors se fonder que sur la

légitimité des solutions progressistes et sur leur caractère coopératif.

Les recommandations néolibérales renvoient toutes à la recherche de compétitivité par la diminution des salaires et des cotisations afin de gagner des parts de marché. Mais comme la croissance dans la zone euro risque d'être limitée, la création d'emplois ne pourra se faire qu'au détriment des pays voisins, d'autant que le commerce extérieur des pays européens (et notamment de la Belgique) se fait à l'intérieur de l'Europe. Les propositions néolibérales de sortie de crise sont par nature non coopératives : on ne gagne que contre les autres (ses concurrents).

Par contre, les propositions progressistes sont coopératives car elles fonctionnent mieux si elles s'étendent à un grand nombre de pays. Pensons par exemple aux conséquences qu'auraient les mesures de taxation du capital et de réduction collective du temps de travail si elles étaient adoptées dans plusieurs pays à la fois.

Michel Husson propose donc qu'une fois une majorité sociale et politique constituée, son gouvernement puisse adopter, suivant le principe de souveraineté démocratique, des mesures de taxation des revenus financiers, des mesures de protection (comme le contrôle des capitaux), et prendre le risque d'enfreindre les règles européennes (l'expérience récente du plan de sauvetage de l'euro a d'ailleurs démontré la capacité des pays à le faire)<sup>64</sup>, de proposer leurs modifications, et de brandir dans un bras de fer la menace de la sortie de l'euro.

Cette politique doit nécessairement prendre appui sur des mobilisations sociales dans d'autres pays afin que le rapport de force puisse réellement peser sur les institutions européennes. Afin que le

<sup>62</sup> Michel Husson, « Face à la crise : quelles réponses progressistes ? », *Les temps nouveaux*, n° 1, 2010.

<sup>63</sup> Michel Husson, « Face à la crise : quelles réponses progressistes ? », *Les temps nouveaux*, n° 1, 2010.

<sup>64</sup> La question se pose également de manière plus centrale concernant l'exercice des libertés fondamentales comme celle du droit de grève. La Cour de justice européenne a plusieurs fois condamné des actions syndicales qui contestaient le non-respect de conventions collectives de travail sectorielles dans des pays membres de l'Union européenne par des entreprises d'un autre pays membre. A chaque fois, elle a également demandé aux autorités publiques de limiter les normes sociales imposées aux entreprises délocalisées (Anne-Cécile Robert, « Et la crise sociale a rattrapé le parlement européen », *Le Monde Diplomatique*, mars 2009). Lorsque le droit prive de l'exercice d'une liberté démocratique fondamentale (comme le droit de grève), seule reste la légitimité des mouvements sociaux fondés sur les principes de la démocratie politique, sociale et économique.

danger de l'isolement – de la non-extension des politiques coopératives – soit repoussé et que de telles dynamiques ne puissent être directement détruites.

Mais une telle stratégie de transformation sociale devrait également anticiper des mesures de rétorsion (des marchés financiers, des gouvernements fidèles au néolibéralisme...) en adoptant des dispositions qui permettent la protection des réformes sociales adoptées. Il s'agit de mesures protectionnistes au contenu social bien spécifique. Il ne s'agit pas de protéger les intérêts dominants au sein d'un pays, mais bel et bien une expérience progressiste.

La rupture ne passe ici pas directement par une sortie de l'euro mais par deux points qui permettent de dégager des marges de manœuvre : l'annulation – totale ou partielle – de la dette et la nationalisation des banques<sup>65</sup>. On sait que les politiques d'austérité sont fondamentalement des plans de sauvetage des banques européennes qui détiennent des titres des dettes d'États et qui font pression pour que les gouvernements adoptent ces politiques. Le fait de ne pas avoir nationalisé intégralement les banques durant la première partie de la crise leur laisse ce pouvoir de nuisance sociale.

Reste que pour être réalisé aucun projet progressiste ne fera l'impasse de l'affrontement avec des intérêts sociaux contradictoires. N'est-ce

pas *a contrario* ce qui est en train de se produire lorsqu'une contre-réforme est avancée ?

Ces propositions alternatives ne peuvent faire l'économie d'un débat stratégique où est mise en avant la légitimité d'un contrôle démocratique des mouvements sociaux et la reconfiguration de formes de souveraineté démocratique. ■

---

<sup>65</sup> « Une assez large socialisation de l'investissement s'avèrera, reconnaissait Keynes, le seul moyen d'assurer approximativement le plein emploi, ce qui ne veut pas dire qu'il faille exclure les compromis et les formules de toutes sortes permettant à l'Etat de coopérer avec l'initiative privée. » {J.M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1969, p. 391.} A l'heure des scandales financiers et du renfloement sans contrepartie des banques par les pouvoirs publics, le propos paraît presque subversif. Il est pourtant de bon sens. Un service public de crédit et d'assurance serait le moyen de piloter l'investissement, d'organiser la reconversion progressive de branches industrielles sinistrées et écologiquement problématiques comme l'automobile, d'engager une grande transition énergétique, et, plus généralement, de soumettre l'économie aux priorités sociales démocratiquement déterminées. La socialisation de l'investissement par le biais d'un monopole bancaire public est l'une des conditions nécessaires (et non suffisantes) d'un développement durable planifié fondé sur une pluralité des formes de propriété sociale (services publics, biens communs, secteur coopératif d'économie solidaire) qui n'impliquerait pas la suppression du marché, mais sa subordination à la démocratie politique et sociale. » Daniel Bensaid, « Keynes, et après ? », <http://www.contretemps.eu>

*Gianni Infanti est économiste de formation. Il travaille principalement sur les matières wallonnes et la fiscalité.*

*Dans son texte sur la crise, il se penche plus particulièrement sur la déréglementation des marchés financiers, un des principaux facteurs de la crise de 2008. Reprenant certains constats de Frédéric Lordon, il avance ensuite quelques propositions concrètes qui pourraient être mises en place rapidement pour enrayer la machine infernale.*

*En guise de conclusion, il dresse un constat peu reluisant des accords de Bâle III, formidable occasion manquée de réformer le système financier.*

## Déréglementation financière

Inspiré de Frédéric Lordon

Gianni Infanti ■ Novembre 2011

### L'anatomie d'une catastrophe annoncée

Nous avons trop souvent tendance à l'oublier mais la dernière crise que nous avons traversée est loin d'être un cas isolé. En effet, sur 20 ans, l'on ne dénombre pas moins d'une dizaine de crises financières majeures dans le monde traduisant le caractère générique et singulier de ces dernières : elles illustrent le fantasme permanent de la finance qui est de gagner plus en risquant moins tout en révélant les tendances profondes du régime d'accumulation du capital. La dernière en date témoigne néanmoins d'un caractère spécifique débarquant ainsi avec ses notions nouvelles : CDO, ABS, CDS, MBS...

Ces notions nouvelles sont le résultat de l'innovation financière (ou plutôt de la prolifération financière), véritable fléau de notre monde économique avec comme but ultime les « High Yield », ces fameux hauts rendements souhaités de tous. Malheureusement, contrairement à la théorie économique standard qui suppose que le désir d'objet s'atténue avec sa satisfaction, le désir de profit ne connaît pas de satiété. Utilisation abusive de l'effet de levier, titrisations en cascade, hypothèses d'évolution farfelues, prises de risques inconsidérées : tous les éléments sont réunis pour conduire à une véritable catastrophe.

Le principe du level playing field (comprenez l'établissement de normes communes pour réaliser un espace financier commun) retenu jusqu'ici par les institutions internationales de la régulation prudentielle (les fameux accords de Bâle) nous a tout bonnement conduits dans une impasse. A force de vouloir mettre tout le monde d'accord, on en

vient à prendre le plus petit dénominateur commun pour en arriver au minimum minimum de la régulation. États-Unis et Royaume-Uni en tête, les pays pro déréglementation ne « doivent plus jouer dans la même cour que nous », il faut que l'on recloisonne le marché financier mondial. Partant de ce constat, l'Europe peut et doit adopter un degré supérieur de réglementation financière sans pour autant craindre une évasion du capital hors de ses frontières.

### Vers plus de réglementation

Compte tenu des éléments décrits ci-avant, il devient impératif de faire régresser la finance de marché afin de lui ôter une partie de ce qu'elle a acquis. A cet effet, il conviendrait de :

#### 1. Responsabiliser les traders

Les salaires des traders dépendent très largement des bonus (part variable de leur rémunération) liés à la rentabilité courante de leurs opérations. Bien entendu, plus le risque sera élevé, plus le bonus risque d'être important. Le trader est de ce fait incité à méconnaître le risque afin d'essayer de maximiser la rentabilité de ses opérations. Pire en cas de baisse d'actifs, la seule conséquence pour lui serait un bonus nul. Afin de le responsabiliser et, de ce fait, mieux apprécier la notion du risque, il conviendrait de rendre la rémunération des traders pleinement algébrique c'est-à-dire susceptible de valeurs négatives. La perspective de la perte personnelle devrait ainsi avoir un rôle puissamment régulateur.

## 2. Interdire la titrisation

L'instrument de la titrisation est particulièrement dangereux car il a la propriété de soustraire le comportement bancaire d'émission de crédits, donc de risques, à toute régulation prudentielle. Il ne faut pas perdre de vue que les règles prudentielles imposent aux banques de réserver du capital propre à hauteur de 8% de total de leurs encours risqués. Or, les crédits titrisés sortent du bilan des banques puisqu'ils sont cédés aux SPV (special purpose vehicles). Dès lors, les risques de crédits, bien que présents, disparaissent de tout contrôle prudentiel. La titrisation étant un outil d'aide à la déréglementation, son utilisation se doit d'être interdite.

## 3. Limiter la levierisation d'endettement

L'effet levier est le recours par les entreprises à de forts taux d'endettement comme démultiplicateur de la rentabilité brute. Le danger de ce mécanisme est considérable étant donné que des entreprises peuvent prendre des positions qui excèdent trop largement leurs capitaux propres. A titre d'exemple, l'on considère que le ratio de levierisation doit se trouver dans une fourchette comprise entre 2 et 5 alors que des banques comme Bear Sterns étaient levierisées à hauteur de 55 ! Et pourtant, les ratios de capital (Cooke et Mc Donough dans les accords de Bâle) auraient dû limiter les effets levier d'endettement, visiblement ce ne fut pas le cas. Le ratio relatif à l'effet levier se doit donc d'être plus draconien en pondérant de façon plus sévère les risques liés aux positions des banques. Par ailleurs, ces normes sur l'effet levier devraient s'appliquer à l'ensemble des investisseurs et plus particulièrement sur les Hedge Funds.

## 4. Réguler tous les acteurs non-bancaires de la finance de marché

Nombre de fonds d'investissement échappent à toute supervision prudentielle. Les Hedge Funds en tête se domicilient dans des places financières offshore. De la même manière que la FGTB wallonne réclamait la suppression des paradis fiscaux, il convient également d'interdire toute transaction entre les opérateurs financiers de la zone européenne régulée et les entités des places offshore.

## 5. Exiger des dépôts de marge plus importants sur les produits dérivés

La grande caractéristique des transactions sur produits dérivés tient au fait que ces dernières portent sur des promesses de vendre ou d'acheter à une certaine échéance sans nécessiter de mise de fonds préalable au moment où elles sont conclues. Dès lors, les opérateurs s'y engagent donc à découvert au moment de la passation de contrat. En reprenant l'exemple Bear Stearns, ce dernier avec 8 milliards de capitaux propres s'est retrouvé engagé à hauteur de 13.400 milliards de \$ de produits dérivés ! Afin de limiter au mieux cette « sorte » d'effet levier, il convient d'exiger une couverture intégrale des positions (voire même 80%). Cette norme serait dès lors nettement plus coercitive que les 1 ou 2% des dépôts de marge actuels et irait de pair avec la proposition visant à limiter l'effet levier sur les marchés financiers.

## 6. Nationaliser les entreprises de bourse

Les places financières, c'est-à-dire l'infrastructure des marchés, sont sous la coupe d'entreprises privées. Il est dès lors impossible en l'état de faire adhérer ces entreprises de marché privées à un projet qui se donne pour but de rendre inintéressants les produits qu'elles cotent et dont elles tirent leurs revenus. Un contrôle politique doit donc être récupéré et pour cela, il faut absolument nationaliser ces entreprises. A défaut d'une nationalisation, les sociétés de cotation pourraient être responsabilisées en leur imposant des dédommagements proportionnels aux dommages subis par les investisseurs. Nul doute que l'objectivité de ces entreprises s'en trouverait largement améliorée. Tout comme les traders, la perspective de la perte personnelle devrait ainsi avoir un rôle puissamment régulateur.

## 7. Fermer les bourses : la fausse bonne idée

J'entends bien les différents arguments en faveur de la fermeture des bourses : « La bourse n'est pas une institution de financement des entreprises », « La bourse n'est pas la providence qui sauve les start-up de l'attrition financière », « La bourse n'est qu'un instrument à fabriquer des fortunes », « La bourse est l'instrument de la finance actionnariale dont les injonctions à la rentabilité financière sont implacablement converties par les

organisations en minimisation des coûts salariaux »...

Bien entendu, ces arguments sont vérifiés et constituent immanquablement un plaidoyer en faveur de la fermeture des bourses. Néanmoins, il ne faut pas perdre de vue que même si les bourses ne sont pas suffisamment réglementées, elles le sont en partie. Dès lors, fermer les bourses risquerait, selon moi, de créer une sorte de « marché parallèle » échappant à tout contrôle et dont les dommages sur l'économie réelle risqueraient d'être encore plus importants que ceux vécus lors de la dernière crise. Par contre, que l'on supprime les marchés dits de gré-à-gré (ou OTC), marchés dans lesquels il n'y a aucun contrôle et où s'échangent les produits dérivés, serait une solution. Je n'étendrais pas cette proposition aux marchés organisés mais plaiderais plus pour une meilleure réglementation de ces derniers telle que proposée dans ce document.

### **Bâle III : la montagne a accouché d'une souris !**

Les terribles conséquences économiques et sociales de cette crise financière laissaient présager d'une prise de conscience générale sur l'importance de réformer l'ensemble du système financier. Afin d'éviter toute réitération de cette crise, il convenait donc de prendre des mesures contraignantes, d'imposer des garde-fous au secteur. On s'attendait donc à des mesures fortes, que de déceptions au bout du compte...

#### **1. Le nouveau ratio de solvabilité**

L'objectif de ce ratio visait à renforcer aussi bien le niveau que la qualité des fonds propres et

ce, afin de permettre aux banques d'être capables d'absorber leurs pertes en cas de crise. Le comité de Bâle III s'est prononcé en faveur d'un relèvement du ratio de solvabilité Core Tier 1 de 2% à 4,5% (il faut ajouter à cela un « matelas de protection » de 2,5%) d'ici 2019... Cela signifie que les fonds propres « durs » (uniquement composés d'actions et de bénéfice mis en réserve) devront représenter 7% des activités de marché ou de crédit des banques. Sachant que la plupart des banques européennes atteignent largement ce ratio, il appert que cette mesure est loin d'être contraignante. Si les membres du comité avaient opté pour un ratio compris entre 15% et 20%, on aurait pu parler d'amélioration. Cette nouvelle réglementation n'est que de la poudre aux yeux et ne permettra pas de colmater les failles fondamentales du système bancaire mondial.

#### **2. Les autres ratios attendus**

La crise nous a montré que, même avec un bon ratio de solvabilité, le levier d'actif pouvait être excessif et que ça n'empêchait pas une crise de liquidité. Il fallait donc être prudent sur les ratios relatifs tant à la levierisation qu'à la liquidité long terme. Sur ces points, les lobbies bancaires sont parvenus à faire retarder les choses au maximum. En effet, le ratio de levier ne sera pas détaillé avant 2015 tandis que celui relatif à la liquidité est repoussé à 2018 ! Nulle doute qu'en repoussant aux calendes grecques les « accords de Bâle III », les banques auront tout le temps nécessaire pour nous préparer une nouvelle crise dans les prochaines années, d'autant qu'elles ne devront se conformer à ces mesures qu'en 2019 ! ■

*Bruno Poncelet est anthropologue et formateur au CEPAG. Outre sa discipline de formation initiale, ses sujets d'étude de prédilection sont l'Union européenne et le libre-échange, la sociologie, la philosophie des sciences, l'environnement... et le projet de marché transatlantique ! Il fut d'ailleurs, au sein du CEPAG, le principal instigateur de la plateforme [www.no-transat.be](http://www.no-transat.be) destinée à contrer ce funeste projet. Il est également co-auteur, avec Ricardo Cherenti, du livre « Le grand marché transatlantique ».*

*Dans son texte, il interroge le phénomène des bulles spéculatives, les accords de libre-échange, l'économie en tant que science, l'environnement...*

*Il tient à remercier Bernard Longdoz pour ses précieux conseils dans la partie climatique de la note (toute erreur éventuelle subsistante restant évidemment du fait de l'auteur).*

## La vraie crise reste à venir...

Bruno Poncelet ■ Novembre 2011

« Le désespoir est une forme supérieure de la critique,  
Pour l'instant nous l'appellerons bonheur. »

Léo ferré

### Introduction

En 1954, l'économiste John Kenneth Galbraith<sup>66</sup> se vit proposer d'écrire un livre sur la crise marchande la plus terrible du XX<sup>ème</sup> siècle : le krach boursier de 1929. Intitulé *La crise économique de 1929. Anatomie d'une catastrophe financière*, le livre connut un important succès de librairie, les réimpressions se succédant les unes aux autres pendant plusieurs décennies. Non sans humour, Galbraith expliquait (en 1990) les raisons de ce succès jamais démenti : « Chaque fois que les ventes ont fléchi, elles ont été sauvées par une nouvelle crise, souvent nommée « correction technique », à la Bourse des valeurs ou autre enceinte où l'on spéculé »<sup>67</sup>.

Une manière de dire que la crise est un phénomène récurrent dans nos sociétés ; elle doit par conséquent pouvoir s'expliquer de façon structurelle. C'est ce que fit notamment Galbraith en

publiant - trois ans après le krach boursier de 1987 - un court essai intitulé *Brève histoire de l'euphorie financière*. Dans cet ouvrage fortement teinté d'histoire, Galbraith faisait les constats suivants :

1. Les crises spéculatives ne sont pas des phénomènes accidentels ;
2. On ne peut jamais prévoir avec exactitude le moment de leur déclenchement ;
3. Par contre, les facteurs initiant les crises ainsi que leurs conséquences sont, eux, tout à fait prévisibles...

Je commencerai cet article par les analyses de Galbraith à propos des crises spéculatives, afin de voir si ces analyses s'appliquent également à la crise financière des *subprime* de 2007 que Galbraith (mort un an plus tôt) n'a pu connaître.

Je m'attacherai ensuite au contexte particulier qui a vu naître la crise des *subprime*, dont l'originalité et l'intensité s'expliquent - me semble-t-il - en raison d'une crise insuffisamment perçue, et qui ne cesse pourtant de s'intensifier : la crise de la démocratie.

Ensuite, je ferai un petit détour par la philosophie des sciences pour explorer la « boîte noire » de l'économie, c'est-à-dire ces postulats et biais de départ (qui ne sont plus jamais rappelés aujourd'hui).

Je serai alors en mesure d'aborder une dernière crise, de loin la plus fondamentale d'entre toutes, à savoir la crise de l'environnement. J'expliquerai en quoi les raisonnements économiques sont mal armés pour évaluer et

<sup>66</sup> Né au début du XX<sup>ème</sup> siècle et mort en 2006, John Kenneth Galbraith fut un économiste renommé. Il servit notamment de conseiller à trois présidents américains (Franklin D. Roosevelt, John F. Kennedy et Lyndon B. Johnson), répondit favorablement à de nombreuses demandes d'articles, publia une dizaine d'ouvrages, et laissa des concepts théoriques toujours précieux de nos jours. Travaillant dans une optique keynésienne, il fut un économiste hétérodoxe, mâtinant par exemple l'économie avec des réflexions sociologiques.

<sup>67</sup> J.K. Galbraith, « *Brève histoire de l'euphorie financière* », publié en 1990 et extrait ici du livre « *Galbraith, économie hétérodoxe* », Seuil, 2007, p.545.



comprendre cette crise, avant d'évoquer certains de ces enjeux et conséquences.

Ma conclusion sera simple : à défaut de trouver rapidement des solutions aux crises de la démocratie et de l'environnement, nous prenons le risque extrême de laisser à une élite mondiale – réseaux politiques internationaux, marchés financiers, multinationales... –, ne possédant aucune sagesse ou mémoire historique, la possibilité de faire sombrer le monde que nous connaissons dans un chaos aux conséquences imprévisibles.

## I. L'euphorie financière : traits communs

Pour Galbraith, l'émergence de crises à répétition tient essentiellement à un aveuglement collectif qu'il nomme **l'euphorie financière**.

Logique aveuglante, l'euphorie financière séduit des investisseurs qui s'emballent (en achetant massivement un produit) pour les raisons suivantes :

1. Tout commence par « une découverte apparemment nouvelle et immensément lucrative dans le domaine des instruments financiers ou des occasions d'investissement »<sup>68</sup>.

Par exemple, la création de sociétés anonymes par action liées au commerce colonial dans l'Angleterre et la France du XVIII<sup>ème</sup> siècle fut plébiscitée par les investisseurs de l'époque comme une opportunité nouvelle, et eut un succès retentissant.

2. S'ensuit une logique de confiance absolue dans la montée des cours qui confine à l'aveuglement total, privant les participants (qu'ils soient animés d'une logique d'investisseurs ou purs spéculateurs) de toute réflexion critique : « Ceux qui participent à la spéculation voient grandir leur fortune – ils deviennent riches, ou encore plus riches qu'avant. Aucun n'a envie de croire que ça arrive par hasard, ou sans qu'il l'ait mérité. Tous souhaitent penser que c'est l'effet de leur intelligence supérieure ou de leur intuition hors pair »<sup>69</sup>.

Pour reprendre l'exemple précédent (sociétés par actions liées au commerce colonial), la Société française du Mississippi fut créée en 1716 afin d'exploiter des gisements d'or en Louisiane. Seul bémol : l'existence de ces gisements d'or restait à

prouver ! De même, à sa création en 1911, la Compagnie anglaise des Mers du Sud avait pour seul objectif l'exploitation de territoires américains... alors entièrement sous monopole espagnol (et donc interdits d'accès à la Compagnie anglaise des Mers du Sud !). Bref, une bulle spéculative peut parfaitement naître sur des activités fumeuses et hypothétiques, qui ne verront jamais le jour...

Il faut alors s'interroger sur la puissance du ressort (collectif et psychologique) qui, malgré tout, motive les investisseurs et spéculateurs à risquer des sommes croissantes pour alimenter la bulle d'achats incessants d'un bien quelconque :

3. « l'extrême brièveté de la mémoire financière » joue ici un rôle important : bien que les crises spéculatives obéissent à des logiques connues, les acteurs financiers n'ont pas de mémoire historique et ne tirent aucune leçon du passé (les mêmes erreurs de jugements collectifs entretiennent le flot incessant de bulles spéculatives qui, l'une après l'autre, naissent, gonflent et éclatent).

J.K. Galbraith ajoute un autre argument expliquant la difficulté à enrayer un processus d'euphorie financière lorsqu'il est lancé :

4. « l'illusion que l'argent et l'intelligence sont liés » empêche de remettre en cause les erreurs de jugements des acteurs financiers, qui jouissent d'une crédibilité à toute épreuve : « Dans toutes les attitudes libérales (jadis nommées capitalistes), il y a une forte tendance à croire que, plus un individu possède ou gère d'argent, en revenus ou en capitaux, plus profonde et magistrale est sa vision des phénomènes économiques et sociaux, et plus subtils et pénétrants sont ses processus mentaux »<sup>70</sup>.

Ainsi, « L'intérêt personnel à l'euphorie est puissamment conforté par la condamnation que les sommités de l'opinion publique et financière prononcent contre ceux qui expriment leurs doutes ou leurs désaccords »<sup>71</sup>. Autrement dit, critiquer le bien-fondé de la croissance sans frein de valeurs financières déconnectées du réel revient à passer pour un fou furieux, une sorte d'idiot ne comprenant rien aux choses économiques. Pareille mésaventure arriva en 1929 à « Paul M. Warburg, le banquier le plus respecté de son temps et l'un des pères fondateurs du Federal Reserve System, [qui] critiqua l'orgie de « spéculation sans frein » qui

<sup>68</sup> J.K. Galbraith, *Ibid.*, p.559

<sup>69</sup> J.K. Galbraith, *Ibid.*, p.549

<sup>70</sup> J.K. Galbraith, *Ibid.*, p.557

<sup>71</sup> J.K. Galbraith, *Ibid.*, p.550

battait alors son plein et déclara que, si cela continuait, il y aurait finalement un effondrement catastrophique, et que le pays serait plongé dans une grave dépression. La réaction à ces propos fut violente, méchante même. Ses idées étaient dépassées ; il « matraquait la prospérité américaine » ; très probablement, il s'était lui-même positionné à la baisse sur le marché. »<sup>72</sup>

J.K. Galbraith mentionne également son cas personnel, où il reçut durant des mois lettres de menaces et souhaits de le voir mort... pour avoir osé pronostiquer (avec quelques heures d'avance) l'éclatement d'une bulle spéculative, dont on lui attribua ensuite la responsabilité !

Pourtant, un brin de recul et une élémentaire prudence permettraient de déceler un mécanisme souvent occulté, bien que toujours présent en cas d'euphorie financière :

**5.** l'effet « levier ». Fascinés par des valeurs montantes qui les enrichissent fabuleusement, les investisseurs/spéculateurs trouvent toujours un moyen de financer de nouveaux investissements. L'effet « levier », c'est précisément l'écart existant entre le total des sommes engagées dans la bulle spéculative (où les valeurs sont déconnectées du réel) et les actifs concrets servant de garantie (par exemple, les biens mis en gage) pour disposer (via l'emprunt) des sommes investies.

Evidemment, plus l'effet levier est important, plus les gains potentiels semblent mirifiques, plus la spéculation s'avère risquée... et plus le krach sera retentissant<sup>73</sup>. Car il survient :

**6.** le krach, inévitable, obéit toujours à une logique simple : « quelque chose, peu importe quoi - même si on discute toujours beaucoup de ce que c'était -, déclenche le renversement final. » Les cours commencent à baisser, les acteurs réalisent qu'ils ont engagés des sommes importantes sur des actifs surévalués et... tout le monde va vouloir quitter brusquement la scène, précipitant la chute des cours, qui renforce le sauve-qui-peut général !

<sup>72</sup> J.K. Galbraith, *Ibid.*, p.550

<sup>73</sup> Ce risque peut également être accru par le dessous des cartes (plus ou moins malhonnête) propres à une bulle spéculative. Par exemple, les sociétés (française) du Mississippi et (anglaise) des Mers du sud ont été constituées, initialement, pour couvrir les dettes publiques contractées par les pouvoirs de l'époque. Et l'argent investi par les actionnaires n'était que très partiellement consacré à la finalité sociale de l'entreprise (par exemple : la prospection pour trouver de l'or) mais filait directement combler les déficits budgétaires.

Raison pour laquelle « l'inévitable chute finale [...] ne peut survenir ni en douceur, ni graduellement. Quand elle arrivera, elle aura le visage grimaçant du désastre. »<sup>74</sup>

Dans le grand fracas qui s'ensuit, les faillites surviennent, la récession frappe, des fortunes se brisent... mais une chose survit toujours à la crise : la foi dans la capacité des marchés à bien fonctionner. Après le krach, en effet,

**7.** « ce sera, inévitablement, un temps de colère et de récriminations, mais aussi d'introspection particulièrement peu subtile. La colère prendra pour cible les individus qu'on avait le plus admirés pour leur imagination et leur perspicacité financières. Certains d'entre eux, persuadés d'être exemptés d'une orthodoxie étouffante, auront, comme on l'a noté, franchi les limites de la légalité ; leur chute et à l'occasion leur incarcération seront maintenant applaudis avec une satisfaction de justicier. »<sup>75</sup>

**8.** « On examinera aussi de plus près les investissements et pratiques financières autrefois tant vantés - le papier monnaie ; l'émission de titres invraisemblables ; les délits d'initiés ; les contreparties occultes [...] - qui ont facilité et financé la spéculation. On parlera de réglementation, de réforme. Ce dont il ne sera pas question, c'est de la spéculation elle-même ou de l'optimisme aberrant qui la sous-tend. **Il n'est rien de plus remarquable : au lendemain de la spéculation, la réalité sera presque totalement ignorée.** »<sup>76</sup>

Traduisons ce dernier point : lorsqu'éclate une bulle spéculative (avec faillites et licenciements à la chaîne), on peut critiquer à la marge les excès d'une dérive financière, on peut railler et pointer du doigt certains acteurs financiers, mais il n'est jamais question de remettre en cause les bases du système, qui se défend en entretenant le mythe d'une rationalité collective supposée à l'ensemble des investisseurs/spéculateurs présents sur le marché financier. Bien qu'elle devrait l'être, leur place dans la société n'est pas contestable : « Il faut absolument que la communauté financière soit supposée, intellectuellement, au-dessus d'une telle luxuriance d'erreurs. » On accusera alors l'État d'ingérence, ou un individu isolé de dérapages,

<sup>74</sup> J.K. Galbraith, *Ibid.*, p.548-549

<sup>75</sup> J.K. Galbraith, *Ibid.*, p.561

<sup>76</sup> J.K. Galbraith, *Ibid.*, p.562

mais jamais on ne remettra en cause le fondement économique libéral. Ce que Galbraith exprime par ces mots : « **Le marché, dans notre culture, est un totem. On ne peut lui attribuer aucun défaut intrinsèque ni tendance naturelle à l'aberration** ». Et s'il peut échapper à toute critique malgré l'évidence des faits, c'est parce que la « foi classique » dans les vertus du marchés « est d'ordre théologique »<sup>77</sup>.

Ici se clôture notre parcours en compagnie de feu Galbraith, un économiste hétérodoxe contestant l'autorégulation marchande sur base de faits, d'analyses et de réflexions précises.

Ces dernières s'appliquent-elles au cas de la crise des *subprime* de 2007 ?

### L'analyse de Galbraith appliquée à la crise des *subprime*

A l'évidence, la réponse est affirmative puisque nous avons une communauté financière :

1. amnésique des crises passées ;
2. ravie de disposer d'un nouvel instrument de profits : le crédit *subprime* (littéralement : le prêt de second choix) permettant de faire du crédit immobilier à des personnes pauvres en les aguichant avec des taux de remboursement de départ très bas, mais susceptibles de grimper par la suite ;
3. en proie à l'effet « levier » (surévaluées, les maisons servant de garantie ne couvrent pas les sommes réellement investies) qu'elle occulte par un double mécanisme :
  - a) une euphorie collective ignorant le facteur risque pour admirer la magie financière à l'œuvre (montée permanente des cours, extrême rentabilité des retours sur investissements) ;
  - b) une légitimité « intellectuelle » via la constitution (hautement technique) de titres financiers garantis par la crédibilité d'agences de notation au-dessus de tout soupçon de partialité ;
4. mais cette belle assurance s'effondre lorsque la montée des taux d'intérêt (qui serait survenue tôt ou tard) plonge simultanément de nombreux emprunteurs en défaut de paiement. Les expropriations se multiplient (jetant des gens à la rue), suivies d'une forte hausse du nombre de maisons à vendre, entraînant une chute de valeur

des biens immobiliers (censés garantir les investissements financiers dans les crédits *subprime*) ;

5. en très peu de temps, la confiance fait place à la panique, tout le monde veut se séparer des titres financiers qui ne sont plus miraculeux mais « pourris » et c'est le krach qui, une fois lancé, ne peut s'arrêter.

Ajoutons que les remarques de Galbraith s'appliquent également à l'après-krach :

6. les spéculateurs (et leurs folles rémunérations) ont été montrés du doigt, les agences de notation ont été décrédibilisées, on a entendu parler de la nécessité de changer les règles du jeu, de mieux contrôler les marchés financiers, de revenir à des pratiques saines...

7. mais au final, les mêmes pratiques ont repris, avec les mêmes rémunérations folles, les mêmes logiques spéculatives et le même air assuré d'acteurs financiers qui, revenus du fond de l'abîme grâce à l'argent des pouvoirs publics, affichent de nouveau leur morgue et leur respectabilité infaillibles... tout en oubliant leurs erreurs passées. Leur amnésie est telle qu'ils vont jusqu'à s'en prendre aux institutions qui les ont sauvés : les États. Ainsi, les agences de notation - qu'on conspuait pour leur partialité et leur manque de professionnalisme au lendemain de la crise des *subprime* - prétendent à nouveau à l'indépendance et à l'objectivité, et pointent du doigt les déficits publics de la Grèce, de l'Espagne, de l'Irlande, du Portugal... Avec l'effet que l'on sait : pour rassurer les marchés financiers, une « gouvernance économique européenne » a été mise en place, visant à diminuer les salaires, les dépenses sociales, la solidarité publique... tout en encourageant la compétitivité internationale, dans laquelle s'épanouissent les bulles spéculatives décrites par Galbraith.

**Nous vivons dans un monde où des acteurs financiers privés – responsables de l'énorme bulle spéculative qui éclata en 2007 – ont retrouvé la crédibilité et l'autorité légitimes pour lancer un processus aboutissant à la mise à mort de la souveraineté budgétaire nationale, soit un pilier fondamental de la démocratie.**

Cela m'amène au deuxième chapitre de cette analyse, consacré à la démocratie, ou plutôt à la crise de la démocratie, que l'on doit regarder en face si l'on veut comprendre le contexte particulier qui a vu naître la crise des *subprime* de 2007.

<sup>77</sup> J.K. Galbraith, *Ibid.*, p.562

## II. Le marché, les subprime et la crise de la démocratie

Depuis deux siècles, la naissance (puis l'éclatement) de bulles spéculatives est un phénomène récurrent. Après avoir abordé leurs traits communs dans le premier chapitre, j'aimerais à présent m'intéresser aux traits distinctifs de la crise des *subprime* de 2007. Dans la grande famille de la spéculation, qu'est-ce qui distingue cette crise de ses nombreuses petites sœurs ?

### Le contexte de la crise des *subprime*

On pourrait commencer par dire : la crise de 2007 se distingue par son ampleur et sa rapidité. Sans atteindre la gravité de 1929 ni la magnitude du choc pétrolier de 1979, les conséquences de la crise des *subprime* sont néanmoins très fortes, car :

- elles s'étalent sur plusieurs années ;
- elles ont des répercussions mondiales et concernent tous les secteurs ;
- elles ont nécessité une intervention massive des finances publiques, sans quoi les banques auraient fait faillite, entraînant dans leur chute des pans entiers de l'industrie, qui auraient à leur tour généré des effets négatifs en cascade (faillites, licenciements, aggravation du chômage, diminution des recettes fiscales...) sans qu'on sache exactement où et quand la spirale récessionniste se serait arrêtée.

Comme l'ont reconnu la plupart des institutions internationales (y compris celles d'obédience libérale, comme l'OCDE ou la Commission européenne), **c'est l'existence de structures publiques redistributives (sécurité sociale incluse) qui a permis d'amortir la crise des *subprime*, évitant ainsi qu'elle n'atteigne un ampleur comparable à celle de 1929.**

Malgré tout, la crise de 2007 fut très forte, et il faut donc souligner certains facteurs explicatifs (qui se renforcent mutuellement)...

**Le libéralisme économique est évidemment en cause :**

1. en plaçant les entreprises et les investisseurs au cœur des priorités politiques, il a mis en branle depuis trois décennies un ensemble de décisions très favorables au monde marchand, comme les privatisations qui ont largement touché le monde bancaire. Surtout, le libéralisme économique a installé un état d'esprit collectif (qu'on nommera

culture ou idéologie) accordant un immense crédit symbolique aux représentants du monde des affaires, de plus en plus considérés comme capables de « s'autoréguler ». Ce faisant, le libéralisme économique a renforcé les pratiques de spéculation - et la forteresse d'arguments les justifiant - qui sont au cœur des réflexions de Galbraith à propos des crises. Grâce au libéralisme économique justifiant l'autorégulation des marchés au nom du duo rationalité / efficacité, la spéculation est de nos jours une pratique totalement légalisée, contre laquelle il n'existe aucune arme juridique, même lorsqu'elle se fait au détriment du plus grand nombre ;

2. en favorisant le « libre-échange », c'est-à-dire notamment les échanges internationaux de biens, marchandises et participations entre entreprises, le libéralisme économique a intensifié les interconnexions mondiales au sein du monde marchand. Il a ainsi permis à des entreprises comme Dexia ou Fortis d'accumuler des parts très importantes d'actifs en provenance des USA et ce, sans le moindre contrôle prudentiel des autorités publiques (dévalorisées par l'idéologie libérale). En accroissant les prises de participation et les échanges financiers à l'échelle internationale, le libéralisme économique a accru de façon phénoménale la vitesse de propagation de la crise, transformant de façon immédiate des problèmes locaux (non remboursement simultané de nombreux crédits aux États-Unis) en problèmes internationaux (toute banque ayant acheté des parts importantes d'actifs toxiques se retrouvant immédiatement sur la sellette).

**Le progrès technologique (et plus particulièrement la mise en place de réseaux informatiques mondiaux) a également contribué à accroître la vitesse de propagation de la crise :**

1. sans technologies informatiques, des prises de participations financières internationales seraient évidemment de l'ordre du possible, mais à une échelle bien moindre qu'aujourd'hui. Sans réseaux informatiques mondialisés, la crise des *subprime* aurait été nettement plus localisée, ou bien se serait propagée à un rythme plus lent, permettant aux gouvernements et aux entreprises européennes de mieux l'anticiper ;

2. les outils informatiques ont également servi à confectionner les titres financiers pourris, grâce à des logiciels de calcul très performants ;

3. enfin, les ordinateurs sont également partie prenante dans les dynamiques boursières, puisque l'essentiel des achats et ventes d'actions sont réglés par des logiciels... souvent programmés pour vendre le plus rapidement possible des titres financiers en chute libre, ce qui constitue un formidable accélérateur de panique.

Cependant, **l'élément explicatif le plus central tient pour moi dans la chute du mur de Berlin, et son corollaire : la fin d'un contre modèle idéologique au libéralisme économique.** Bien que l'effondrement des dictatures de l'Est soit assurément une bonne nouvelle, le fait qu'elles aient entraîné dans leur chute le contre modèle idéologique dont elles se revendiquaient est, en soi, une véritable catastrophe. En effet, la chute du mur de Berlin a profondément transformé le capitalisme occidental. Alors qu'il avait pris (dans nos pays<sup>78</sup>) un air à peu près digne et civilisé, acceptant les négociations sociales, le partage des gains de productivité, la diminution du temps de travail, l'extension des droits sociaux et le renforcement partiel des libertés démocratiques<sup>79</sup>, la fin du contre modèle soviétique a produit deux conséquences dommageables extrêmement fortes :

1. la gauche radicale a été laminée, et une large partie de la gauche (modérée comme radicale) a épousé les sirènes du marché, y perdant souvent la moindre once d'esprit critique (pour prendre l'exemple du parti socialiste, il a certes défendu bec et ongles les conquêtes sociales, mais il a aussi voté et soutenu toutes les vagues de libéralisation, privatisation et marchandisation de ces vingt dernières années) ;

2. la droite, elle, est redevenue dure et féroce. N'ayant plus aucun contre modèle à

---

<sup>78</sup> Ailleurs dans le monde, le capitalisme affichait un visage nettement plus cruel, fait notamment de coups d'État, d'endettement forcé des populations, de soutien à des dictatures...

<sup>79</sup> Je parle ici de libertés partielles car des études dévoilent la mise sous tutelle des pays européens « libres » par les États-Unis, tout au long de la guerre froide. Si cela s'est parfois passé gentiment (subsidés de la CIA à des partis politiques, par exemple), les États-Unis ont également mis en place des politiques nettement plus musclées en entretenant - via l'OTAN - des réseaux militaires clandestins sur le sol européen, constitués notamment de milices d'extrême droite qui installèrent la dictature des colonels en Grèce, et jouèrent un rôle de premier plan dans les attentats les plus meurtriers des années de plomb italiennes. Lire à ce propos le travail remarquable de l'historien Daniele Ganser, *Les Armées secrètes de l'OTAN*, Editions Demi-Lune, 2007.

combattre sur le plan démocratique ou social, et faisant face à une gauche tétanisée, le monde patronal a eu les coudées franches pour renouer avec une idéologie puritaine, égoïste, ravalant l'éthique et le respect d'autrui à de simples exercices de propagande, l'essentiel de la stratégie consistant à se réaccaparer des parts toujours plus grandes des gains de productivité.

Pour parvenir à ses fins, **le monde patronal a pu compter sur les libertés économiques mises en place à l'échelle internationale** (marché commun européen, libéralisation des mouvements de capitaux, accords de libre commerce entre États et au sein de l'Organisation mondiale du Commerce). Par delà les nuances qui les séparent, **ces libertés économiques internationales ont, toutes, plus ou moins obéi à la logique suivante :**

- uniformisation (ou accords de reconnaissance mutuelle) de toutes les législations nécessaires à une libre circulation des biens, marchandises, produits financiers et participations entre entreprises, accroissant ainsi la mobilité des firmes privées et leurs moyens d'action à l'échelle internationale ;

- maintien au niveau local des législations protégeant les populations (législations sociales, fiscales, environnementales), lesquelles se trouvent placées en concurrence directe les unes contre les autres avec pour arbitres principaux les marchés financiers et les multinationales.

Voilà, pour l'essentiel, ce qui a favorisé la vague de recul des droits sociaux, endigué la rémunération des salariés au profit des actionnaires, coupé une partie des recettes fiscales des États (désireux d'attirer des investisseurs de plus en plus mobiles), et favorisé les fusions et acquisitions d'entreprises qui, dans bien des cas, furent accompagnées de licenciements collectifs combinés à un durcissement des conditions de travail pour le personnel restant.

Il reste alors à dire l'essentiel : **cette vague de décisions politiques et de reculs sociaux** sans précédent n'est pas tombée du ciel, elle n'est pas survenue par hasard, elle **est le fruit direct d'un lobbying patronal** s'accaparant de plus en plus les leviers législatifs et parlementaires afin d'accroître ses moyens d'actions et ses marges bénéficiaires.

## Vivons-nous toujours en démocratie ?

De par son histoire, une firme multinationale a pour vocation de s'étendre. Elle peut le faire de plusieurs manières :

- sectorielle, en investissant des secteurs qu'elle ne possédait pas jusqu'alors (ou qui lui étaient interdits d'accès, comme les services publics) ;
- marchande, en rachetant des entreprises concurrentes ;
- géographique, en investissant dans des régions/pays où elle n'était pas présente auparavant (dans certains cas, cela passe par un recours à l'armée qui évacue de force les populations locales résistant à la colonisation et à la transformation de leur lieu de vie) ;
- innovante, en mettant en place des produits jadis inexistantes (tels que les OGM, les technologies numériques, les nanotechnologies...).

Bien entendu, la clé de toutes ces conquêtes n'est pas du ressort exclusif des entreprises, mais dépend au préalable du monde politique. Ce sont les parlements et les gouvernements qui ont le pouvoir de mettre en place des lois et des institutions permettant (ou non) les conquêtes sectorielles, géographiques, marchandes et innovantes dont rêvent les grandes entreprises. C'est pourquoi ces dernières se sont attelées - avec un succès croissant - à développer un formidable appareil de guerre idéologique destiné à conquérir le cœur des élus politiques.

Ainsi que le constate l'*Observatoire de l'Europe industrielle* pour ce qui concerne la construction européenne<sup>80</sup>, et ainsi que je l'ai vérifié moi-même avec mon ami Ricardo pour l'actuelle mise en place du marché transatlantique<sup>81</sup>, le moins qu'on puisse dire est qu'ils y ont parfaitement réussi.

A la fois par l'ampleur des résultats obtenus, mais aussi par la discrétion de leur influence.

Ainsi...

Qui, dans le grand public, connaît la *Table Ronde des Industriels* ou *BusinessEurope* ?

<sup>80</sup> Europe Inc., « *Comment les multinationales construisent l'Europe et l'économie mondiale* », Editions Agone, 2005 (1<sup>ère</sup> édition : 1999).

<sup>81</sup> Ricardo Cherenti & Bruno Poncelet, « *Le grand marché transatlantique* », Editions Bruno Leprince, 2011.

Qui, dans le monde syndical, connaît l'ICC (la *Chambre Internationale de Commerce*) ou l'AUME (*Association pour l'Union monétaire européenne*)<sup>82</sup> ?

Qui, s'intéressant aux relations entre l'Europe et les États-Unis, prend la peine d'analyser l'influence du TABD (*Transatlantic Business Dialogue*) ou de l'AmCham (le réseau international / national / local des *chambres américaines de commerce*) ?

Qui, parmi les journalistes et politologues en vue, a jamais effectué un travail de fond sur les réseaux collusifs, c'est-à-dire les lobbys associant conjointement des représentants de multinationales et des élus politiques ? Le *Transatlantic Policy Network* (TPN) est un de ces lobbys collusifs, entremêlant de puissantes multinationales, des sénateurs américains et... presque 8% des élus au Parlement européen !

Qui connaît Michael C. Maibach, un homme qui préside aux destinées d'un lobby - l'*European American Business Council* - dont les septante multinationales membres ont un chiffre d'affaires cumulé de 2.200 milliards de dollars, soit à peu près l'équivalent du PIB de la France ou du Royaume-Uni ?

Et ces lobbys ne sont que la pointe immergée d'un vaste iceberg, profondément enfoui sous le regard médiatique, travaillant à tous niveaux la sphère politique, parfois durant plusieurs décennies sur un seul et même sujet, jusqu'à emporter des votes législatifs cruciaux et décisifs.

Bien entendu, comme tout réseau social, ces lobbys sont traversés par des divergences d'opinions, des conflits d'intérêts et des débats internes. Néanmoins, on peut identifier un front de revendications commun aux très grandes entreprises, dont les agissements et logiques de fonctionnement sont mondialisés.

<sup>82</sup> Fondée par Fiat, Philips, Rhône-Poulenc, Solvay et Total, cette organisation regroupant 300 membres en provenance principalement du monde financier et bancaire, a joué un rôle décisif dans la mise en place de l'Euro, d'une Banque centrale européenne indépendante et de critères de convergence privilégiant l'austérité budgétaire.

## Que souhaitent les lobbys de multinationales ?

Résumons en quelques points ce que souhaitent les lobbys de multinationales<sup>83</sup> :

- **la mise à mort des pouvoirs locaux pour tout ce qui concerne les décisions législatives vitales pour le monde marchand** (autrement dit, les libertés économiques, les législations techniques nécessaires au commerce, les décisions politiques établissant ce qui est marchand et ce qui ne l'est pas...);

- **le transfert de tous ces pouvoirs à des institutions transnationales les plus mondialisées possible.** Le fait de centraliser ce type de décisions à un niveau le plus global possible offre aux multinationales un triple avantage. Premièrement, il est toujours plus facile de faire pression sur un nombre réduit d'interlocuteurs disposant d'un pouvoir centralisé plutôt que sur une multitude de centres de décisions et d'interlocuteurs politiques éparpillés dans différents pays. Deuxièmement, les négociateurs internationaux ne doivent en général pas leur mandat à des élections directes, et ils jouissent dès lors d'une indépendance vis-à-vis des élections démocratiques nettement plus forte que celle d'élus politiques travaillant à une échelle locale. Troisièmement, les décisions prises dans des institutions transnationales couvriront de façon automatique une très vaste zone géographique, ce qui répond parfaitement aux attentes d'acteurs internationaux comme les firmes multinationales ou marchés financiers ;

- enfin et surtout, **les lobbys souhaitent que la mondialisation à laquelle ils travaillent d'arrache-pied ne souffre pas la moindre contestation d'envergure.** Ainsi, **la mondialisation doit paraître bénéfique au plus grand nombre mais - et c'est encore plus important - elle doit s'imposer comme une évidence.** Alors qu'elle résulte d'une considérable débauche d'énergie (humaine, institutionnelle et financière notamment), la mondialisation doit sembler naturelle, inexorable, aussi incontestable que le retour du printemps après l'hiver (ce faisant, toute contestation est tuée dans l'œuf pour cause de non crédibilité).

Pour le reste, l'essentiel est connu : il s'agit de renforcer la compétitivité à tous niveaux

---

<sup>83</sup> Ce chapitre est basé sur la lecture des documents de lobbys transatlantiques, accessibles via Internet en consultant les sites officiels de l'Amcham, du TPN, du TABD ou de l'EABC...

géographiques, de mettre en concurrence les législations sociales, fiscales et environnementales protégeant les populations, et d'accorder au monde de la très grande entreprise (en ce inclus les marchés financiers) des moyens d'action toujours plus grands avec, en retour, des possibilités de contrôle public et démocratique toujours plus petits.

Nuance importante : **le monde des grandes entreprises réclame le renforcement d'un certain type de contrôle public - celui qui vise à assurer le respect du droit de la propriété privée ou le fait qu'aucun trouble majeur ne viendra interférer dans la bonne marche des entreprises.** De fait, c'est exactement dans ce sens qu'évolue la législation européenne actuelle.

Au nom principalement de la lutte antiterroriste, l'Union européenne multiplie les législations violant de plus en plus profondément les conquêtes démocratiques. Qu'il s'agisse d'espionner les populations, de mettre en place des procédures judiciaires contrôlées par le pouvoir exécutif (une entorse grave au principe de séparation des pouvoirs), de priver arbitrairement certaines personnes de leurs droits fondamentaux (comme le choix de son avocat ou l'accès à l'ensemble du dossier d'instruction), d'intimider le droit à la libre expression (en qualifiant de terroristes des activités militantes comme la distribution de tracts), mais aussi et surtout d'inventer le délit d'intention qui permet de juger, condamner ou réprimer n'importe quel individu ou mouvement social sans que le moindre fait répréhensible ait été commis, toutes ces décisions constituent autant d'attaques frontales contre la démocratie<sup>84</sup>.

Les États ne sont pas toujours en reste, loin s'en faut. Ainsi, en décembre 2010, c'est dans une Espagne à majorité socialiste - désireuse de privatiser les activités de l'aviation - qu'un mouvement de contestation de large ampleur dans les aéroports a été réduit à néant... en faisant passer les travailleurs sous statut militaire, condamnant potentiellement chaque gréviste absent de son poste de travail à plusieurs années de prison<sup>85</sup> ! Plus récemment, en Belgique, des ouvriers en grève ont été tirés du lit et réquisitionnés par la

---

<sup>84</sup> Jean-Claude Paye, « *La fin de l'Etat de droit, La lutte antiterroriste de l'état d'exception à la dictature* », Edition La Dispute, 2004.

<sup>85</sup> Source : Gaëlle Lucas, « *Etat d'urgence : l'Espagne militarise ses contrôleurs aériens* », 10 décembre 2010, <http://fr.myeurop.info/2010/12/10/etat-d-urgence-l-espagne-militarise-ses-contrôleurs-aériens-822>

police, sous prétexte que leur arrêt de travail mettait en danger la sécurité des installations de leur usine chimique (une décision de réquisition cassée ensuite par le Conseil d'État).

Enfin, loin de se contenter de leurs conquêtes actuelles, les multinationales préparent celles de demain, notamment en apprivoisant les populations. Ainsi, les nouvelles technologies numériques et fonctions innovantes de l'informatique ravissent la plupart d'entre nous. Ce que nous ignorons, c'est que ces outils de plus en plus performants seront bientôt connectés à n'importe quel objet de notre vie quotidienne, fournissant aux sociétés privées et aux services secrets (nationaux comme étrangers) des informations détaillées sur tous les aspects de notre vie : état de santé, habitudes, goûts, lieux de vie, déplacements, réseaux sociaux... Ce processus, déjà entamé de façon localisée, aboutira à la mise en place de puces électroniques dans notre corps, nous transformant en organisme interactif doté de nouvelles fonctions : nous serons tout à la fois un portefeuille, un code-barres, un ouvre porte numérique... mais aussi l'esclave d'une société de plus en plus marchande, compétitive et hiérarchisée<sup>86</sup>.

### **L'ampleur de la crise des *subprime* résulte de la crise de la démocratie**

En raison de l'important travail de lobbying débouchant depuis trois décennies sur des conquêtes législatives de plus en plus libérales, je pense que **l'intensité de la crise des *subprime* résulte directement de la prise de pouvoir, aussi concrète que discrète, d'une élite financière et patronale internationale.** Cette élite a un objectif stratégique - la constitution d'un marché mondial, avec des formes de gouvernance opaques aussi éloignées que possible du commun des mortels - de façon à éliminer un maximum de contre-pouvoirs. En d'autres mots : cette élite vise l'installation d'un régime tyrannique, où les pouvoirs locaux seront de plus en plus impuissants à peser réellement sur les décisions intéressant directement la population (comme le fait de trouver un boulot suffisamment stable pour être sûr de pouvoir payer chaque mois son loyer).

---

<sup>86</sup> Outre la Stratégie numérique européenne, lire à ce propos Michel Alberganti, « *Sous l'œil des puces – La RFID et la démocratie* », Actes Sud, 2007 ou encore « *Pièces et main d'œuvre* » (collectif), « *RFID : la police totale* », éditions L'échappée, 2008.

Salué en 1993 comme un moteur de liberté et d'enrichissement collectif, le marché unique européen dévoile peu à peu son vrai visage : les libertés offertes sont économiques et nullement citoyennes. Cela signifie qu'elles profitent avant tout aux individus et sociétés qui cumulent deux caractéristiques : la mobilité internationale et l'aisance financière. Grâce à ces libertés économiques permettant de déplacer l'emploi, l'investissement, la production et la vente de marchandises et services dans un espace réunissant 27 pays, les décideurs politiques ont offert aux multinationales et réseaux financiers des moyens de pression inimaginables contre les États et le bien-être des populations (via le chantage à l'emploi, la menace de délocalisation, un moindre financement de la sécurité sociale, une mise en concurrence internationale des travailleurs et des législations sociales, laquelle s'est notamment traduite par la possibilité d'engager des travailleurs étrangers en conservant la législation du pays d'origine<sup>87</sup> - une pratique de dumping social qui a reçu l'aval de la Cour de Justice européenne<sup>88</sup>).

Un peu plus tard, le Traité de Maastricht a parachevé ce marché européen en créant l'Euro. Pour rappel, l'un des arguments évoqués à l'époque était de lutter contre la spéculation, devenue trop forte pour les petites monnaies nationales. Cependant, le Traité de Maastricht opta également :

- pour une liberté totale de circulation des mouvements de capitaux, accélérant ainsi la croissance des flux financiers mondiaux (y compris spéculatifs) en regard des réserves monétaires disponibles ;
- une privatisation des emprunts publics, la Banque centrale européenne n'étant pas autorisée à allouer directement des crédits aux gouvernements nationaux. Une clause lourde de sens, puisqu'elle poussa les gouvernements

---

<sup>87</sup> Il y a sur ce point une correspondance frappante avec certains aspects des législations répressives. Par exemple, le mandat d'arrêt européen permet à n'importe quel Etat membre de l'Union européenne d'exporter littéralement sa législation répressive à l'étranger en réclamant l'extradition automatique d'une personne située dans un autre pays membre, y compris si ce pays membre ne considère pas le motif de l'extradition comme un délit sur son propre territoire.

<sup>88</sup> Je fais ici référence aussi bien à des témoignages de travailleurs croisés en formation, qu'aux arrêts Laval, Viking, Ruffert et Luxembourg de la Cour de Justice européenne.



nationaux à recourir massivement au financement de leurs politiques via les marchés financiers internationaux... qui les sanctionnent très durement aujourd'hui !

Pourtant, après la crise des *subprime*, on aurait pu s'attendre à une mise en débat sur le bien-fondé des choix politiques passés. Le tout au marché est-il vraiment source d'épanouissement et d'enrichissement collectif ? Mais ce débat n'a pas lieu. Au contraire : pour sortir de la crise financière, la Commission européenne a massivement fait appel à des experts issus... du monde financier ! Ceux-là mêmes qui ont travaillé au sein de sociétés privées se jetant tête première dans l'euphorie mondiale de la spéculation.

Rappelons que ces réseaux financiers, les fonds de pension et les multinationales ne songent nullement à l'intérêt public. **L'essentiel de leurs recommandations pousse au contraire à une dualisation croissante de nos sociétés** avec :

- des pauvres plus pauvres (sur le plan matériel via la destruction de l'emploi de qualité et la privatisation progressive des mécanismes de sécurité sociale, mais aussi sur le plan symbolique avec des attaques de plus en plus frontales contre les chômeurs et les allocataires sociaux désignés comme boucs émissaires) ;

- des classes moyennes qui se précarisent (sous l'effet de la mise en concurrence des travailleurs, d'une moindre justice fiscale et sociale) ;

- des riches de plus en plus libres de s'enrichir, même si les dérapages de « l'autorégulation des marchés » menacent clairement l'équilibre tout entier du système.

C'est sur cette réalité de plus en plus inégalitaire que s'est bâtie la crise américaine des *subprime* qui, rappelons-le, était une énorme spéculation... sur le fait d'accorder du crédit immobilier à des gens devenus trop pauvres pour pouvoir se l'offrir !

On mesurera également l'ampleur du déficit démocratique à la rapidité avec laquelle les acteurs financiers sont passés du stade :

- de fauteurs de troubles et principaux responsables de la crise financière et économique,
- à celui d'arbitre impartial de la santé budgétaire des nations, qui vient de conduire à la suppression d'un droit démocratique fondamental,

la souveraineté budgétaire nationale, mise sous tutelle européenne.

**Notons-le** : en l'espace de trois ans à peine, les lobbys privés sont parvenus à retourner une situation pour le moins compromise (critique généralisée des marchés financiers au lendemain de la crise des *subprime*) pour engranger un de leurs objectifs stratégiques majeurs : le transfert vers un pouvoir global (l'Union européenne) de décisions (le budget) jadis locales !

Finalement, **ce à quoi nous assistons**, c'est à un événement non recensé dans la littérature économique, et non présent dans les courbes du PIB, et pourtant bien réel : **le transfert du pouvoir politique vers le monde des affaires.**

C'est un changement de nature sociologique, mais également culturel (qui a la légitimité de décider quoi ?), qui appelle assurément des réponses situées hors du champ de pensée traditionnel de l'économie.

Ce qui m'amène à ma troisième partie, qui démarre avec quelques rudiments de philosophie des sciences, afin de pouvoir ensuite aborder une crise dont on entend souvent parler, bien qu'elle reste largement sous-estimée quant à ses conséquences : la crise écologique.

### III. Des liens entre l'économie et les sciences naturelles

#### L'économie n'existe pas depuis la nuit des temps

Le monde moderne l'ignore, mais l'économie est récente dans l'histoire de l'humanité. En effet, la plupart des sociétés humaines se sont pensées et ont agi (en ce incluses leurs activités de cueillette, de chasse, d'élevage, d'artisanat et d'agriculture) sans faire référence à des considérations économiques<sup>89</sup>.

L'économie est apparue au XVIII<sup>ème</sup> siècle, notamment à travers les écrits de l'école française des Physiocrates et le fameux essai sur *la Richesse des nations* publié en 1776 par Adam Smith.

---

<sup>89</sup> On pourra lire à ce propos des auteurs comme Marshall Sahlins, Karl Polanyi, Philippe Descola ou encore le classique de Louis Dumont, *Homo Aequalis, Genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, paru chez Gallimard (collection NRF) en 1977.

Cette date de naissance a son importance, dans la mesure où la pensée économique émerge dans un contexte culturel bouleversé par les apports - décisifs - de Copernic, Galilée et Newton découvrant un univers fait de lois mathématiques, obéissant à des constantes parfaitement prévisibles. **Ce mode de pensée déterministe, identifiant des lois naturelles implacables et parfaitement prévisibles, se retrouva transplanté dans le cœur de l'économie sous formes de raisonnements mécaniques**, tout aussi implacables et inamovibles que les lois naturelles décrites par Isaac Newton (1642-1727).

**Chez les pères fondateurs du libéralisme économique, cet ordre naturel va être considéré comme juste et harmonieux.** Ainsi, les Physiocrates français ont choisi leur nom car *Physiocratie* signifie *Gouvernement de la nature*. En gros, leur économie politique se résumait à une doctrine très simple : moins les pouvoirs politiques interviendront dans la vie économique, et plus l'ordre naturel harmonieux agira de lui-même pour garantir le bonheur de tous. On a là, posé il y a plus de deux siècles, le fondement toujours actuel de l'autorégulation bienfaitrice des marchés.

Reste tout de même à savoir où les libéraux économiques ont été pêcher de telles idées. La réponse, nettement moins moderne, est très simple : la religion catholique. Les pères fondateurs du libéralisme économique étaient tous profondément croyants, et leur théologie passait largement devant leurs raisonnements économiques. Ou, pour être plus exact, leurs croyances théologiques étaient intégrées (tout comme les réflexions de Galilée ou Newton) dans leur corpus théorique.

Peut-être croira-t-on que j'exagère. Alors, illustrons à l'aide de deux exemples.

### **Le déterminisme économique libéral...**

Mon premier exemple, c'est Adam Smith (1723-1790). Souvent présenté comme un économiste, il était en fait professeur de philosophie morale. Auteur d'un traité de cosmologie, il avait lu Galilée et Newton. Tout comme eux, sa réflexion s'inscrivait dans un cadre éminemment théologique, ainsi qu'en témoignent ces quelques extraits de son œuvre :

« Le souci sacré et religieux de ne nuire ou de n'attenter en aucune façon au bonheur de notre prochain, y compris dans les cas où aucune loi ne

peut convenablement le protéger, constitue le caractère de l'homme parfaitement innocent et juste. »<sup>90</sup>

« L'homme sage et vertueux veut toujours que son propre intérêt privé soit sacrifié à l'intérêt public de son ordre ou de sa société particulière. Il veut aussi toujours que l'intérêt de cet ordre ou de cette société particulière soit sacrifié à l'intérêt supérieur de l'État ou de la souveraineté dont il n'est qu'une partie subordonnée. Il doit donc également vouloir que tous ces intérêts inférieurs soient sacrifiés à l'intérêt supérieur de l'univers, à l'intérêt de cette grande société de tous les êtres sensibles et intelligents dont Dieu lui-même est le directeur et l'administrateur immédiat. »<sup>91</sup>

« Cette résignation magnanime devant la volonté du grand Directeur de l'univers ne semble en aucune mesure hors d'atteinte de la nature humaine. »<sup>92</sup>

Raison pour laquelle Adam Smith pensait qu'il existait une « science particulière, de loin la plus importante de toutes les sciences, et pourtant jusqu'à maintenant peut-être la moins cultivée, celle de la jurisprudence naturelle »<sup>93</sup>. Autrement dit : une façon de vivre en société conforme aux vœux divins, où chacun doit pouvoir se contenter du statut que la nature lui a accordé. Ainsi, pour Adam Smith, les marchés autorégulés conduisaient à un prix d'équilibre nommé « prix naturel » - mais cet état harmonieux était strictement hiérarchisé, peu favorable aux salariés, mais conforme à l'ordre inégalitaire établi par Dieu.

Cette apologie toute médiévale des inégalités se retrouve dans mon second exemple : l'école des Physiocrates emmenée par François Quesnay (1694-1774). Très proche de la noblesse française (il fut notamment médecin du roi Louis XV), François Quesnay était très explicite sur les liens unissant le droit naturel, l'harmonie divine et la place réservée à chacun dans la société. Ainsi :

« Un enfant, dépourvu de force et d'intelligence, a incontestablement un droit naturel

<sup>90</sup> Adam Smith, « *Théorie des sentiments moraux* », Edition Quadrige/PUF, 2007 (édition originale : 1759), pp.303-304.

<sup>91</sup> Adam Smith, *op. cit.*, p.327.

<sup>92</sup> *Ibid.*

<sup>93</sup> Adam Smith, *op. cit.*, pp.303-304.

à la subsistance, fondé sur le devoir indiqué par la nature au père et à la mère. »<sup>94</sup>

Mais « Si le père et la mère de l'enfant meurent, et que l'enfant se trouve, sans autre ressource, abandonné inévitablement à son impuissance, il est privé de droit naturel, et ce droit devient nul »<sup>95</sup> !

Et que nul ne s'écoeure, car « Cette inégalité n'admet ni juste ni injuste dans son principe ; elle résulte de la combinaison des lois de la nature ; et les hommes ne pouvant pénétrer les desseins de l'Être suprême (...), ne peuvent s'élever jusqu'à la destination des règles immuables qu'il a instituées pour la formation et la conservation de son ouvrage. »<sup>96</sup>

On ne saurait être plus clair sur l'imbrication de la religion catholique, des lois naturelles et de l'harmonie universelle. Et on tient là les fondements du libéralisme économique qui, durant des décennies, va s'atteler à justifier toutes les inégalités sociales en invoquant des lois naturelles, harmonieuses, inéluctables... que toute intervention humaine (faite par exemple au nom du socialisme) viendrait immanquablement perturber.

### **Le déterminisme économique marxiste**

**Face à ce naturalisme justifiant toutes les inégalités sociales, l'un des esprits les plus brillants du XIX<sup>ème</sup> siècle fut assurément Karl Marx (1818-1883).** Tout au long de ses écrits, on retrouve une indignation profonde ainsi qu'une brillante réflexion théorique visant à contredire la fatalité économique chère aux libéraux. Dans *Misère de la philosophie*, Karl Marx écrit :

« Les économistes ont une singulière manière de procéder. Il n'y a pour eux que deux sortes d'institutions, celles de l'art et celles de la nature. [...] Ils ressemblent en ceci aux théologiens qui, eux aussi, établissent deux sortes de religions. Toute religion qui n'est pas la leur est une invention des hommes, tandis que leur propre religion est une émanation de Dieu. »<sup>97</sup>

« En disant que les rapports actuels - les rapports de la production bourgeoise - sont naturels, les économistes font entendre que ce sont là des rapports dans lesquels se crée la richesse et se développent les forces productives conformément aux lois de la nature. Ce sont des lois éternelles qui doivent toujours régir la société. Ainsi, il y a eu de l'histoire, mais il n'y en a plus. »<sup>98</sup>

**En dépit de cette condamnation implacable de la religion naturaliste, Karl Marx n'échappera pas totalement aux conditionnements socioculturels de son temps.** Ainsi, le naturalisme marxiste s'appuie sur l'idée, mécanique, que « Les rapports sociaux sont intimement liés aux forces productives » : « Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain ; le moulin à vapeur, la société avec le capitaliste industriel. »<sup>99</sup>

Abordant l'histoire des sociétés humaines et le fonctionnement du capitalisme, Marx va alors s'égarer dans des réflexions naturalistes implacables, où l'enchaînement des événements est parfaitement prévisible et totalement étranger à la volonté humaine. Ainsi :

« Le temps de travail socialement nécessaire à leur production s'impose par la force comme loi naturelle régulatrice, au même titre que la loi de la pesanteur s'impose quand quelqu'un prend sa maison sur le coin de la figure. »<sup>100</sup>

Qu'une majorité de Parlementaires britanniques vote une loi pour réglementer le travail dans les fabriques, et Karl Marx écrit :

« On l'a vu : ces dispositions minutieuses qui ordonnent au son de la cloche [...] la période, les limites et les pauses du travail ne furent en aucun cas le produit chimérique de l'imagination des parlementaires. Elles se sont développées au fur et à mesure, en fonction des conditions réelles comme autant de lois naturelles du mode de production moderne. »<sup>101</sup>

<sup>94</sup> Quesnay, *Physiocratie*, « Le Droit naturel », Edition Flammarion, 2008, p.71.

<sup>95</sup> *Ibid.*

<sup>96</sup> Quesnay, *op. cit.*, p.75.

<sup>97</sup> Karl Marx, « *Misère de la philosophie* », Edition Payot, 2002 (édition originale : 1847), p.174.

<sup>98</sup> Karl Marx, *op. cit.*, pp.174-175. Dans ce passage, notons un parallèle avec l'analyse de J.K. Galbraith soulignant l'amnésie historique dont souffrent les marchés financiers.

<sup>99</sup> Karl Marx, *op. cit.*, p.162.

<sup>100</sup> Karl Marx, « *Le Capital (Livre I)* », Editions Quadrige / PUF, 1993 (édition originale : 1867), p.86.

<sup>101</sup> Karl Marx, « *Le Capital (Livre I)* », *op. cit.*, p.316.

Pour aborder les sociétés anciennes, non modernes, Karl Marx apprécie également le caractère implacable du naturalisme :

En Inde, « Les castes et les corporations naissent de la même loi naturelle qui régit la division des plantes et des animaux en espèces et sous-espèces, à la différence près qu'à un certain degré de développement, l'hérédité des castes ou l'exclusivisme des corporations est décrétée loi sociale. »<sup>102</sup>

Enfin, puisqu'il est question de crises, reprenons cette citation où Karl Marx voit le capitalisme fonctionner à l'instar des étoiles :

« Tout comme un corps céleste, une fois lancé dans un mouvement déterminé, répète constamment ce même mouvement, la production sociale, une fois lancée dans ce mouvement alterné d'expansion et de contraction, le répète constamment. »<sup>103</sup>

Ces nombreuses citations devraient nous éclairer sur un point : si l'on accepte de considérer le libéralisme économique et le marxisme comme deux antipodes de la pensée économique, force est de constater que l'éventail des raisonnements fondateurs de cette science humaine a été truffé - à titres divers - d'axiomes chers à Galilée et Newton.

On peut trouver le fait anodin ; il ne l'est pas. Car les sciences dites naturelles ont beaucoup évolué depuis Newton, Smith, Quesnay et Marx. Il y a eu Einstein et la théorie de la relativité, le Big Bang et la physique quantique, qui ont mis fin à une vision du monde déterministe pour laisser place à un univers complexe, fait de multiples interdépendances, nettement plus imprévisible que l'imaginaient les Physiocrates, Adam Smith ou Karl Marx.

Cette évolution dans le savoir scientifique devrait nous amener à deux constats importants.

Premièrement, nous devrions relativiser la portée des réflexions économiques par trop mécanistes (de droite comme de gauche) car elles débouchent sur des politiques pour le moins inhumaines, justifiées par un aveuglement idéologique constant.

Deuxièmement, nous devrions prendre conscience du fait que la réflexion économique n'est pas équipée des outils de réflexion nécessaires pour comprendre ce qu'est le monde naturel. Par ses

<sup>102</sup> Karl Marx, « *Le Capital (Livre I)* », *op. cit.*, p.382.

<sup>103</sup> Karl Marx, « *Le Capital (Livre I)* », *op. cit.*, p.710.

origines et son histoire, l'économie est incapable d'appréhender l'étendue des dégâts que nous faisons subir aux écosystèmes... Faute de comprendre cela, nous continuerons à vouloir solutionner toutes les crises à l'aide de solutions économiques, alors que certaines crises réclament d'urgence des solutions non économiques.

#### **IV. Les crises démocratiques et écologiques ne se résoudre pas avec des solutions économiques**

Il est temps d'aborder la crise écologique. Pour se faire, oublions l'économie et ses dérives financières pour spéculer sur quelques enseignements majeurs des découvertes scientifiques contemporaines...

##### **L'homme fait intégralement partie de l'univers**

Le monde moderne a fait de l'humanité un objet à part, détaché du monde naturel. Poussés par une tradition culturelle « humaniste », nous avons pris l'habitude de nous penser au-dessus ou en dehors de la nature<sup>104</sup> ; pourtant, biologiquement parlant, nous en faisons intégralement et indissociablement partie.

Ainsi, les composantes de nos corps, les matériaux atomiques tels que le carbone ou l'oxygène qui constituent nos os et nos chairs, ont été forgés au cœur des étoiles, durant les neuf premiers milliards d'années d'existence de l'Univers. Et c'est au moment de leur mort, au cours d'explosions massives, que les étoiles ont répandu dans l'espace ces futurs matériaux qui allaient nous donner vie. C'est pourquoi les astrophysiciens disent que *nous sommes de la poussière d'étoiles...*

##### **Notre vie est faite d'interdépendances**

L'univers et la vie sont incroyablement complexes. Ainsi, l'infiniment grand et l'infiniment petit, l'infiniment proche et l'infiniment lointain, s'entremêlent pour créer un environnement rendant

<sup>104</sup> C'est pourquoi user de noms d'animaux pour qualifier quelqu'un est souvent considéré comme une insulte, alors que d'autres cultures usaient des métaphores animales pour vanter leurs qualités « surhumaines » (la force du jaguar, la rapidité du colibri...).

possible l'émergence et l'épanouissement de formes de vie telle que la nôtre.

**L'interdépendance avec l'infiniment grand :** imaginons que la lune n'ait pas existé. Que la Terre n'ait eu aucun satellite. Et bien il est possible que nous n'aurions jamais vu le jour. En effet, la lune stabilise l'axe de rotation terrestre ou, si l'on préfère, le degré d'inclinaison que possède la Terre en tournant autour du soleil. En quoi cela a-t-il de l'importance ? L'axe de rotation terrestre détermine les parties de la Terre qui sont exposées aux rayons du soleil. Avec un axe de rotation stable et perpendiculaire, l'équateur est constamment la partie la plus exposée (donc la plus chaude) tandis que les pôles sont les régions les plus froides. Mais l'axe de rotation terrestre n'est pas parfaitement perpendiculaire et c'est pourquoi, en une année de révolution autour du soleil, nous connaissons une alternance à peu près régulière des saisons. Mais que la lune disparaisse et l'axe de rotation de la Terre connaîtrait des amplitudes différentes (ainsi qu'en témoignent des planètes dépourvues de satellites), modifiant le cycle régulier des saisons pour créer un monde plus chaotique. Durant des milliers d'années, certaines parties de la surface terrestre pourraient recevoir beaucoup moins de rayonnement solaire (connaissant un long hiver glacial, bannissant toute vie végétale naturelle et l'ensemble de la chaîne alimentaire qui en dépend) ; ensuite, au terme d'un changement de grande amplitude de l'axe de rotation terrestre, les régions glacées pourraient se retrouver dans un scénario inversé : récoltant une quantité très importante d'énergie solaire, elles brûleraient sous une chaleur torride pouvant faire s'évaporer toute trace d'eau de leur surface... Dans de telles conditions, pour peu qu'elle ait eu lieu, l'apparition de la vie sur Terre aurait assurément pris un tout autre visage, duquel nous serions probablement absents<sup>105</sup>.

**L'interdépendance avec le passé lointain :** la Terre est née il y a environ 4,5 milliards d'années. A l'époque, la composition de l'atmosphère rendait toute vie animale pluricellulaire (organismes dotés de plusieurs cellules) impossible. Il n'y avait pratiquement que des gaz toxiques, et à peine 1% d'oxygène (comparé aux 21% actuels). Le passage d'une atmosphère irrespirable à un air riche en oxygène est le fruit de mil-

---

<sup>105</sup> Trinh Xuan Thuan, « Dictionnaire amoureux des étoiles (entrée : Lune) », Plon/Fayard, 2009. Pour la petite histoire, l'axe de rotation terrestre varie sur de très longues périodes, mais très légèrement.

lions d'années d'existence de végétaux (comme les algues marines) qui transformèrent (via la photosynthèse) les gaz toxiques de l'atmosphère en oxygène<sup>106</sup>. C'est en partie pourquoi les scientifiques disent que *nous sommes des enfants du temps...* Sans ces millions d'années au cours desquelles les espèces végétales vivantes passées ont modifié chimiquement l'environnement, l'homme n'aurait jamais pu apparaître.

**L'interdépendance avec l'infiniment petit :** imaginons un sondage d'opinion. La question posée est la suivante : si l'on pouvait éliminer toutes les bactéries et virus existants sur Terre, faudrait-il le faire ? Habités à nous penser comme des individus autonomes et indépendants, réfléchissant de surcroît aux innombrables maladies véhiculées par certains de ces bactéries et virus, nous pourrions être tentés de répondre « oui » ! Grave erreur : en tuant ces êtres microscopiques, nous signerions notre arrêt de mort. Bactéries et virus ne sont pas tous nocifs, loin s'en faut. Beaucoup d'entre eux sont même nécessaires à notre existence... Par exemple, la digestion des aliments ne pourrait avoir lieu sans l'aide des cent mille milliards de bactéries qui peuplent notre tube digestif (la flore intestinale) ! Leur influence sur notre vie est si forte qu'ils constituent environ 90% de notre corps et sont plus nombreux (en nous) que nos propres cellules ! De même, certaines maladies graves (affectant notamment les grands prématurés) s'expliqueraient par une sous représentation (voire une absence) de certaines populations précises de bactéries dans leur organisme...<sup>107</sup>

La lune, les algues, les bactéries et les microbes... Autant de choses qui peuvent nous paraître insignifiantes et détachées de nous, mais auxquelles nous devons pourtant notre existence. Hier comme aujourd'hui, la vie se nourrit d'interdépendances. C'est pourquoi la biodiversité peut être vue comme la sécurité sociale des êtres vivants : la bonne santé de l'espèce humaine est étroitement liée à l'existence d'une multitude d'autres espèces.

---

<sup>106</sup> Voir à ce propos Richard Leakey et Roger Lewin, « La sixième extinction, évolution et catastrophes », Editions Flammarion, 1995, pp. 23-36.

<sup>107</sup> « Microbes. Pourquoi bactéries et virus nous sont indispensables », Les Dossiers de la Recherche, Hors série, novembre 2010.

## La biodiversité est la sécurité sociale des êtres vivants

Chaque jour, chaque seconde, nous sommes en interaction avec les écosystèmes. Leur fonctionnement est cependant d'une telle complexité qu'il reste en grande partie mystérieux : « Ainsi, il n'y a pas très longtemps, les biologistes ont été très étonnés lorsqu'ils ont découvert que les champignons présents partout dans le sol étaient indispensables à la survie des plantes les plus évoluées. Un nombre incalculable de filaments de champignons vit en étroite symbiose avec les racines des plantes. Ils leur fournissent les minéraux essentiels, sans lesquels les plantes dépériraient<sup>108</sup>. Dans chaque écosystème local, on trouve des micro-organismes, des plantes plus évoluées, des invertébrés et des vertébrés qui coexistent au sein d'un labyrinthe d'interconnexions »<sup>109</sup>.

Faits de myriades de connexions associant toutes formes de vies, les écosystèmes locaux sont également impliqués dans des processus globaux : cycles du carbone et de l'eau, climat, courants marins, vents... C'est pourquoi des dégradations locales trop fortes peuvent provoquer des réactions en chaîne globales (même si ces dernières sont difficilement prévisibles ou quantifiables selon un credo déterministe). L'inverse est vrai également : une perturbation majeure à l'échelle globale (comme une modification importante du climat) entraîne inévitablement des conséquences (difficilement prévisibles et quantifiables selon un credo déterministe) sur les écosystèmes locaux - et par conséquent sur les êtres vivants que nous sommes.

Illustrons cet effet domino en plongeant dans l'océan : une grande partie de la vie marine repose sur le phytoplancton, qui sert d'alimentation à de nombreuses espèces marines, lesquelles en nourrissent d'autres... Sans phytoplancton, de nombreuses espèces de poissons disparaîtraient faute de nourriture. Mais le phytoplancton a également ses besoins : vivant grâce à la photosynthèse, il lui faut impérativement de la lumière (présente près de la surface de l'eau) et des sels minéraux (lesquels, en raison de leur densité, se situent plutôt dans les profondeurs de l'océan). Et contrairement aux végétaux terrestres (qui ont leurs racines pour capter les sels minéraux et leurs feuilles pour absorber la lumière), le phytoplancton n'a pas les moyens de

capter en même temps la lumière à la surface de l'océan et les sels minéraux situés dans les profondeurs. Comment ce problème est-il résolu ? Grâce aux différences de températures de l'eau, qui créent des courants marins verticaux faisant remonter les sels minéraux du fond des océans vers la surface. Dès lors, que ces courants marins ascendants soient perturbés pour une raison quelconque, et l'alimentation du phytoplancton s'en trouverait dramatiquement restreinte, avec des conséquences cataclysmiques sur l'ensemble de la vie océane. Or, les perturbations des courants marins font partie des incertitudes liées au changement climatique...<sup>110</sup>

C'est tout le problème de l'interdépendance environnementale : les scientifiques contemporains savent que c'est incroyablement complexe, que des liens diffus et contradictoires existent, et même que des seuils de dégradation irréversibles peuvent être franchis, au-delà desquels l'emballement des répercussions en chaîne mène à des catastrophes incontrôlables. Mais... nous ne savons pas toujours où se situent exactement ces seuils, car la nature ne fonctionne pas sur commande, ni selon des schémas mécanistes.

Illustrons cela à l'aide d'un exemple qui fait souvent la une de l'actualité : le climat terrestre.

### Le système climatique

Comment fonctionne le climat terrestre ?

La distribution des rôles explicatifs va de l'infiniment grand à l'infiniment petit. Sans rentrer dans les détails, des cycles astronomiques aux rythmes divers - 26.000, 41.000, 100.000, 135.000 et 400.000 ans<sup>111</sup> - influent sur les durées et intensités d'exposition des différentes régions terrestres au Soleil. Mais des éléments microscopiques - comme la concentration infinitésimale de certains gaz dans l'atmosphère - jouent aussi un rôle décisif, créant un effet de serre sans lequel la température moyenne à la surface du globe serait d'environ -15°C. Et ce n'est pas tout : de nombreux autres facteurs (altitude des nuages, courants des océans, reliefs terrestres...) interfèrent, parfois de façon contradictoire, dans la formation du climat.

Au vu de ces interrelations complexes, on commence à saisir l'extrême difficulté pour les

<sup>108</sup> En retour, les champignons reçoivent des plantes les substances nécessaires pour leur croissance.

<sup>109</sup> Richard Leakey et Roger Lewin, *op. cit.*, p.177.

<sup>110</sup> Pascal Acot, *op. cit.*, pp. 288-291.

<sup>111</sup> Voir notamment Pascal Acot, « Histoire du climat », Edition Perrin, 2009 (1<sup>ère</sup> édition : 2003), pp. 276-280.

scientifiques de tenir compte - avec certitude - de tous les mécanismes concrets du changement climatique, *a fortiori* quand l'échelle de temps sur laquelle on travaille se limite à quelques décennies (une paille à l'échelle cosmologique). Au mieux, les recherches croisées de différentes disciplines donneront des tendances probabilistes, sans être sûr de taper dans le mille.

De fait, l'interdépendance environnementale est si complexe qu'elle empêche toute logique causale simple (du genre : tel évènement isolé entraîne nécessairement tel autre évènement isolé). C'est pourquoi le travail en réseau, visant à mettre en commun les connaissances de toutes les disciplines environnementales existantes (depuis l'astrophysique jusqu'aux microbiologistes), est crucial pour faire progresser la science... et mieux cerner les impacts possibles des modifications de l'environnement sur nos vies. Tel est précisément la raison d'être et le fonctionnement du GIEC, un réseau mondial et multidisciplinaire de scientifiques, créé en 1988 sous l'égide de l'ONU afin de mieux saisir les causes et enjeux des changements climatiques ainsi que leurs conséquences. Par ses compétences croisées, mais également par la diversité des horizons et profils sociologiques des chercheurs qui en sont membres, le GIEC est particulièrement crédible pour aborder la question climatique. Et, même s'il n'y a pas de vérité absolue dans le domaine des prédictions naturelles, nous serions bien avisés d'écouter ses conseils...

Car - avec ou sans l'homme - l'environnement se modifie perpétuellement. Pour le meilleur, et parfois pour le pire...

### **La nature, chaotique, n'est pas toujours hospitalière**

Nous savons tous que des évènements naturels d'une ampleur exceptionnelle sont possibles : tempêtes, inondations, tremblements de terre, tsunamis, ouragans... peuplent régulièrement le sommaire des journaux télévisés. Qu'ils concernent un petit village inondé, un front de mer balayé par un tsunami ou les survivants au passage d'un ouragan, la peur, les larmes et les dégâts matériels sont toujours au rendez-vous... Dans les cas les plus dramatiques (comme le tsunami de 2004 dans l'Océan indien, ou l'ouragan Katrina en Louisiane en 2005), on compte les morts et réfugiés par centaines de milliers. Une manière de dire que la na-

ture, loin d'être calme, peut mettre en branle des forces titanesques, parfaitement terrifiantes.

Malgré tout, nous avons tendance à ranger ces évènements dans la catégorie des phénomènes exceptionnels, soit parce qu'ils sont localisés à des régions bien particulières, soit parce qu'ils n'interviennent que de façon épisodique. Pour le reste, nous aimons croire la nature immuable, à l'image de la valse régulière des saisons, du jour qui succède à la nuit ou encore de la pluie qui suit le beau temps.

Pourtant, la stabilité de l'environnement n'est qu'apparence : une illusion due au fait que nous regardons la nature avec une mémoire collective très courte (quelques décennies ou quelques centaines d'années) alors que les mutations dont la Terre est capable se révèlent en explorant l'histoire sur des milliers ou des millions d'années.

Certains de ces changements sont dus à des évènements extrêmement lents, mais non sans conséquences. Prenons deux exemples :

- chaque année, la Lune s'éloigne de la Terre de 3,7 centimètres. Un chiffre anodin... qui prend de l'ampleur lorsqu'il se déroule sur des millions d'années, au point de modifier considérablement la vitesse de rotation de la Terre sur elle-même. Ainsi, la réduction de l'influence de la Lune due à son éloignement<sup>112</sup>, est une des raisons expliquant que la Terre tourne sur elle-même deux fois moins vite qu'il y a 540 millions d'années : une journée durait alors douze heures... au lieu des vingt-quatre heures actuelles ;

- la dérive des continents obéit aussi à cette logique lente : quelques centimètres de mouvement annuel. Pas de quoi déplacer les montagnes à l'échelle d'un siècle, et pourtant c'est bien ce phénomène (associé au volcanisme) qui est à l'origine de leur naissance. En effet, lorsque deux masses continentales à la dérive se rencontrent, leur collision peut durer des milliers d'années, l'une prenant littéralement le dessus sur l'autre (qui s'enfoncé), créant au passage des pressions souterraines ter-

<sup>112</sup> La Lune influence la vitesse de rotation de la Terre par sa force d'attraction sur l'eau des océans, provoquant les marées, qui agissent à leur tour par frottement sur les fonds marins... et la vitesse de rotation de la Terre. Par ailleurs, rappelons que Newton nous a appris que la force de gravitation augmente proportionnellement à la masse des corps concernés (la Terre et la Lune), mais diminue selon le carré de leur distance. Autrement dit, un éloignement de facteur 10, produit un effet négatif sur la force d'attraction de  $10 \times 10$  (la distance 10 au carré), soit 100.

ribles à l'origine des tremblements de Terre, plissements de terrains et soulèvements des sols pouvant former des chaînes montagneuses. A long terme, la physionomie terrestre en est profondément bouleversée : ainsi, il y a 260 millions d'années, tous les continents actuels n'en formaient qu'un seul, nommé la Pangée, immense île esulée au milieu d'un unique océan...

A côté de ces phénomènes lents, sur lesquels l'homme n'a pas prise, la nature est également friande de logiques chaotiques. Pour l'expliquer simplement, le chaos est un point de basculement... modifiant de façon drastique le fonctionnement des écosystèmes et des cycles naturels. Ce que l'on considère comme « normal », « habituel », « logique » ne l'est soudainement plus... A l'instar d'une collision en chaîne, la modification de quelques paramètres fondamentaux entraîne la dynamique terrestre dans une cascade de réactions qui changent brusquement la face du monde.

Le climat est un excellent exemple de logique chaotique. Nous avons dit plus haut qu'il variait en fonction d'un grand nombre de paramètres (dont certains obéissent à des cycles longs, tandis que d'autres peuvent varier à brève échéance). Soulignons à présent l'ampleur potentielle des variations climatiques :

- il y a de cela 3 milliards d'années, le rayonnement solaire était un quart de fois (25%) moins intense qu'aujourd'hui. Pourtant, la température terrestre était nettement plus élevée, les estimations les plus hautes atteignant une moyenne de + 60°C !

- il y a de cela 1,5 milliard d'années, le scénario est inversé avec un refroidissement drastique du climat... au point de transformer la planète bleue en une immense boule blanche, les glaciers prenant possession de l'entièreté de la surface terrestre, à l'exception (peut-être) d'une bande océanique à hauteur de l'équateur (partie la plus ensoleillée de la Terre)<sup>113</sup>.

Ces deux exemples mettent en évidence la fragilité des « équilibres » naturels, qui peuvent connaître une relative stabilité durant plusieurs millénaires, mais sont aussi capables de basculer rapidement d'un extrême à l'autre selon l'évolution des interrelations (allant de l'infiniment grand à l'infiniment petit) modifiant les processus liant entre eux les différents écosystèmes (marins, terrestres,

atmosphère...). C'est pourquoi, depuis environ 2,3 milliards d'années, la Terre connaît des phases successives de réchauffement et de glaciation... bouleversant non seulement la température, mais également le niveau des mers et le relief des terres émergées :

- lors de la dernière grande glaciation globale (il y a 18.000 ans d'ici), le volume des eaux prises dans les glaces était si important que le niveau des océans était inférieur de 120 mètres environ à ce qu'il est aujourd'hui. Conséquence logique : il n'y avait pas de mer pour séparer la Corée du Japon, l'Australie de la Nouvelle-Guinée ou encore la Belgique de l'Angleterre...

- puis, le climat s'est à nouveau réchauffé, provoquant (il y a environ 9.000 ans d'ici) une remontée des eaux noyant notamment le Pas-de-Calais<sup>114</sup>.

Bien entendu, de tels changements ont des conséquences sur l'ensemble des vivants... dont les habitats, ressources et repères météorologiques sont complètement chamboulés. Pour se représenter la chose, imaginons nos lieux de vie (maison, loisirs, travail...) transformés en banquise ou recouverts par les eaux. Plus ces changements sont brusques et rapides, plus les conséquences sont fortes... et tragiques. Faute de pouvoir s'adapter, de nombreuses espèces disparaissent. Et pour peu que ces espèces soient des éléments-clés des chaînes alimentaires (comme les végétaux par exemple), l'effet domino s'avère catastrophique car, faute de proies, les prédateurs disparaissent aussi... Le principe d'interdépendances, vital à la vie, signe alors des morts en cascades cataclysmiques.

Dire cela ne relève ni de la fiction, ni de l'hypothèse, mais bien de la certitude historique : lorsque l'environnement change brutalement, lorsque la nature se déchaîne et produit ce qu'elle a de plus violent, la vie s'écroule partout comme un château de cartes. Ainsi, **cinq extinctions massives d'espèces ont marqué le cours de l'histoire planétaire, faisant disparaître plus de 65% des espèces vivantes** (la pire aurait même éliminé, pense-t-on, jusqu'à 95% des espèces marines de l'époque)<sup>115</sup>. Et, contrairement à ce que pensait Darwin, les survivantes ne furent pas toujours le fruit d'une sélection logique des meilleures espèces (menées en laboratoire, des expériences de constitutions

<sup>113</sup> Source : Pascal Acot, « Histoire du climat », éditions Perrin, 2009, pp. 33-39.

<sup>114</sup> Toutes ces données sont extraites de Pascal Acot, *op.cit.*

<sup>115</sup> Richard Leakey et Roger Lewin, *op. cit.*, p. 63.



d'écosystèmes font penser que le facteur « chance » fut déterminant pour tracer la frontière entre espèces disparues et espèces survivantes<sup>116</sup>).

Des catastrophes majeures, d'une ampleur et d'une violence inouïe, sont donc possibles. Et lorsqu'elles surviennent, il faut des millions d'années à la vie pour s'en relever, donner corps à de nouvelles espèces et reconstituer des dynamiques de vie complexes (en ce inclus des écosystèmes au sein desquels des espèces comme l'homme ont pu apparaître et s'épanouir). Cette simple compréhension du passé nous met face à une conclusion plus qu'évidente : nos relations avec la nature ne sont pas à prendre à la légère !

### Principe de précaution et crise écologique

Synthétisons l'essentiel de ce qui a été dit en deux constats complémentaires :

1. depuis Newton, Galilée ou Darwin, la science a fait des bonds prodigieux dans la connaissance des événements naturels. Nous savons notamment que la nature est dynamique, complexe, chaotique, qu'elle n'obéit pas à des logiques causales simples, et qu'elle peut tout aussi bien détruire que créer la vie ;

2. la nature est si complexe qu'il existera toujours, en matière de projection dans l'avenir, une forme ou l'autre d'incertitude scientifique. Par exemple, nous sommes et resterons probablement incapables de saisir précisément les seuils de changements irréversibles menant à des catastrophes incontrôlables... parce que ces dernières dépendent souvent de plusieurs facteurs, qui agissent à des échelles de temps et en des positions géographiques différentes, rarement simultanément, et qui peuvent en plus provoquer des phénomènes opposés. Evidemment, si un seul facteur influant se met à changer brutalement, ou si plusieurs facteurs opèrent dans la même direction, les prédictions faites ont nettement plus de chances d'être réalistes.

Ces deux constats devraient nous amener à une conclusion logique : le principe de précaution est vital pour nos existences. Nous le savons très bien pour des choses simples : par exemple, *mieux vaut savoir que l'huile bouillante brûle sans y plonger les doigts, plutôt que de le découvrir par l'expérience d'une main brûlée à vif*. Nous devrions le com-

prendre pour des choses certes plus complexes, mais également plus fondamentales car la Terre est la seule planète où nous pouvons vivre, aimer, travailler, boire, penser, manger, nous reproduire. Dès lors, qu'une convergence de faisceaux scientifiques laisse présager d'un danger environnemental majeur, nous devrions apporter à cette information une attention d'autant plus grande que les problèmes soulevés sont à notre portée. Ce qui est tout à fait le cas de deux crises écologiques majeures, provoquées par l'homme moderne : le réchauffement climatique et la sixième extinction massive d'espèces.

### Climat : en route pour un effet « boule de feu » ?

Aujourd'hui, le réchauffement climatique ne fait aucun doute. La fonte des glaciers, notamment, en témoigne. Plus préoccupant : ce réchauffement climatique est extrêmement rapide et brutal. Ainsi, au cours des 20.000 dernières années, la Terre a connu une augmentation des températures de l'ordre de 5°C... dont 0,8°C dans le seul dernier siècle<sup>117</sup>. Autrement dit, presque un sixième du réchauffement climatique s'est produit sur une échelle de temps ridiculement petite : un 200<sup>ème</sup> du temps global considéré. Pour bien comprendre, imaginons un voyage long de deux jours et de 5.000 kilomètres... dont les 800 derniers kilomètres seraient bouclés en un quart d'heure ! Au vu des indications que l'on possède, l'accélération est incontestable.

Lorsqu'il s'agit d'identifier les responsables, on ne tombe pas par hasard sur les gaz à effet de serre. D'une part, leur présence dans la liste des facteurs influençant le climat est connue depuis longtemps. D'autre part, leur concentration dans l'atmosphère a littéralement explosé depuis la révolution industrielle : ainsi, la concentration du seul gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) a augmenté de 40% depuis 1750 !

C'est pourquoi les experts du GIEC ont recommandé de diminuer drastiquement les émissions de CO<sub>2</sub>. Selon leurs recherches - parmi les plus fiables, car croisant les analyses de multiples disciplines scientifiques -, le seuil de concentration du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère doit être limité à 450 parties par millions (ppm) si l'on veut limiter le réchauffement climatique à + 2°C : un seuil qui est considé-

<sup>116</sup> Voir à ce propos Richard Leakey et Roger Lewin, *op. cit.*, pp. 81-95.

<sup>117</sup> Florence Leray, « *Le négationnisme du réchauffement climatique en question ?* », éditions Golias, février 2011, p.23.

ré comme une limite au-delà de laquelle des processus climatiques irréversibles auront lieu. Mais nous sommes déjà à 389 ppm et les émissions de CO<sub>2</sub>, loin de ralentir, continuent d'augmenter<sup>118</sup>. A ce rythme, nous finirons par atteindre et dépasser le seuil fatidique de 450 ppm bien avant la moitié de ce siècle, plaçant les espèces vivantes (humaines comme non humaines) face à des bouleversements majeurs et irréversibles.

Bien entendu, on peut toujours évoquer le principe d'incertitude pour dire que ces calculs sont faux, et que l'homme peut émettre autant de CO<sub>2</sub> qu'il le souhaite. Mais nous prenons alors le risque de franchir ces seuils irréversibles, incontrôlables, via des effets en cascade dont la nature est friande...

Ainsi, le méthane est un gaz produit dans les milieux aqueux (rizières, fonds marins, lacs gelés) par des bactéries vivant sans oxygène. Sa puissance comme gaz à effet de serre est vingt à vingt-cinq fois plus forte que celle du CO<sub>2</sub>. Heureusement pour nous, la concentration du méthane dans l'atmosphère est aussi nettement moins élevée : elle se calcule en *parties par milliard* quand la concentration du gaz carbonique s'évalue en *parties par million*. Néanmoins, de la révolution industrielle à nos jours, la présence du méthane dans l'atmosphère a doublé, passant de 700 à 1750 parties par milliard. Un phénomène qui menace de s'accélérer. Car une quantité abondante de méthane est aujourd'hui piégée au fond des océans, ainsi que dans les lacs situés sous le permafrost (sol gelé) des étendues sibériennes. Pour peu que le réchauffement climatique vienne à dégeler le sol de Sibérie (voire à transformer la dynamique des fonds marins), d'immenses poches de méthane gazeux pourraient alors se retrouver à l'air libre... et y renforcer l'effet de serre de façon chaotique<sup>119</sup>.

**Tout comme on a connu en Belgique un effet boule de neige (auto alimentation de la dette publique par les charges d'intérêts trop élevés), le climat de la Terre serait alors soumis à un effet**

<sup>118</sup> Source : <http://www.esrl.noaa.gov/gmd/ccgg/trends/global.html> (National Oceanic & Atmospheric Administration - USA).

<sup>119</sup> Parmi les sources utilisées : Gavin Schmidt, « La fulgurante ascension du méthane », in *Les Dossiers de la Recherche*, n°31, mai 2008, pp. 52-59. Selon Paul B. Wignall, « Et les hydrates de méthane », in *Les Dossiers de la Recherche*, n°39, mai 2010, p. 51, la masse totale des hydrates de méthane serait évaluée « à plus de 10.000 milliards de tonnes en équivalent carbone, soit le double des réserves de gaz, pétrole et charbon réunis ».

**boule de feu** : passé un certain seuil, le réchauffement climatique s'auto emballerait pour nous conduire à des changements de température dramatiques pour l'ensemble des vivants, hommes compris...

Qu'on le veuille ou non, tout porte à croire que ce scénario du pire est notre préféré, tant est grande notre impuissance collective à adapter nos comportements pour tenir compte des limites propres aux écosystèmes... ainsi que viennent encore d'en témoigner les semblants d'accords - plus hypothétiques que contraignants - engrangés à la conférence internationale sur le climat de Durban (décembre 2011).

### La sixième extinction massive d'espèces

La facilité avec laquelle nous massacrons la vie est déroutante : destruction d'habitats naturels, pollutions chimiques des sols et des océans, pêche industrielle dépassant de loin la capacité de survie des espèces... Assurément, notre appétit contemporain pour les « matières premières » et autres « ressources naturelles » a quelque chose de maladif. Sinon, comment expliquer que nous soyons à l'origine de la sixième extinction massive d'espèces ?

Car, oui, nous sommes bel et bien en train d'exterminer la moitié des espèces vivantes de la planète. Un événement grave, qu'il faut comprendre en replaçant les choses dans leur contexte. Il existe aujourd'hui une centaine d'embranchements (ex. : vertébrés, arthropodes, mollusques...) dans lesquels on regroupe l'ensemble des espèces vivantes. Ces embranchements ont une très longue histoire, qui remonte à environ 530 millions d'années, mises à profit pour créer de la variété parmi les espèces<sup>120</sup> (ainsi, l'ordre des vertébrés ne se résume pas aux souris ou aux oiseaux, mais compte de multiples espèces dont l'homme). La biodiversité actuelle, avec ces agencements d'écosystèmes complexes, est donc le fruit de 530 millions d'années d'interactions entre les êtres vivants et leur environnement. Or, ce travail long de 530 millions d'années, nous sommes en train de le faucher pour toujours en l'espace d'à peine quelques décennies. Aucune bulle spéculative, pas même la crise de 1929, n'a atteint de tels sommets d'absurdité et d'aveuglement historique.

<sup>120</sup> Source : Richard Leakey & Roger Lewin, *op. cit.*, pp. 37-53.

**Risquons une petite métaphore :** *imaginons une famille aristocratique du X<sup>ème</sup> siècle, passant avec succès le cap du développement capitaliste, engrangeant au fil des générations successives un patrimoine plus que conséquent (usines, hôtels, fonds de placements, sociétés anonymes...), au point d'être devenue la première fortune planétaire. Au bas mot, leur patrimoine se compte en milliers de milliards de dollars... Mais voilà qu'au milieu de tant d'opulence, soudain, un unique et lointain héritier se met à flamber la moitié de cette fortune au casino en l'espace d'une heure et demie....* Tel est, proportionnellement parlant, le rythme hallucinant de destruction que nous imposons à notre biodiversité élaborée au fil de centaines de millions d'années.

Bien entendu, notre attitude est d'autant plus grave que ce n'est pas de l'argent que nous jetons par les fenêtres, mais la sécurité sociale des êtres vivants. Car la nature est une richesse qui entretient nos existences. Et si ce milieu s'appauvrit, nos vies en deviendront plus rudes aussi.

Il convient dès lors de se poser la question : pourquoi agissons-nous ainsi ?

### L'économie et ses « lois naturelles »

Nous avons vu que la nature fonctionne selon des dynamiques complexes, très éloignées de ce que l'on pensait connaître il y a un ou deux siècles. Pour rappel, c'est également à cette époque que l'économie est née, s'inspirant très largement des « lois naturelles » (telles qu'on se les imaginait à l'époque) pour les transplanter au cœur des réflexions économiques.

Mais, puisque ces savoirs naturels du XVIII<sup>ème</sup> siècle s'avèrent aujourd'hui trop simplistes, il en ressort que les idées d'équilibre naturel stationnaire (qui a nourri la vulgate libérale économique) ou de développement linéaire et prévisible de l'évolution (qui a nourri la réflexion marxiste associant développement des forces productives et types de vie en sociétés) sont autant de théories bonnes à être jetées à la poubelle.

Nuançons : les axiomes libéraux et marxistes en économie mériteraient un réexamen sérieux de leurs hypothèses fondamentales, afin de séparer les raisonnements susceptibles d'être conservés de ceux devant être rangés au musée des fausses bonnes idées du passé.

Malheureusement, ce réexamen critique n'a pas lieu.

Ainsi, le marxisme semble trop souvent « à prendre ou à laisser » :

- pour ses adversaires, le bébé Marx doit être jeté avec l'eau du bain, rien ne devant être sauvé de ses analyses et réflexions (pourtant brillantes à bien des égards) ;

- à l'inverse, les partisans de Marx s'attellent trop souvent à une défense de l'ensemble de l'œuvre sans jamais oser critiquer les erreurs du maître (pourtant bel et bien présentes).

Le cas du libéralisme n'est pas très différent : certains l'adorent, d'autres le détestent. Mais une nuance essentielle distingue aujourd'hui le libéralisme de toutes les autres doctrines économiques : c'est son succès. En plein essor, il façonne depuis plusieurs décennies l'essentiel des décisions politiques : accords de libre-échange internationaux, privatisations, réductions d'impôts en faveur des (grandes) entreprises... Chemin faisant, les multinationales privées et les marchés financiers ont de plus en plus les coudées franches pour agir comme bon leur semble à travers le monde entier. Et ils investissent, et ils rentabilisent, et ils achètent, et ils vendent...

Le problème, c'est que tous leurs calculs sont basés sur des axiomes exclusivement économiques. Or, parmi les plus grands défauts de la théorie économique, réside le fait de réduire l'environnement à des stocks de « matières premières ». Autrement dit, la science économique effectue des calculs de valeurs et conditionne des politiques qui, dans une très large mesure, ignorent l'essentiel des acquis et connaissances scientifiques liés au dynamisme naturel.

Dès lors, la stabilité du climat et le maintien d'une faune et d'une flore diversifiées sont des choses qu'on accepte éventuellement de considérer comme importantes... à condition toutefois qu'elles n'empiètent pas sur ce qui est sacré : les croyances et calculs économiques.

C'est pourquoi la croissance économique reste la priorité de nos sociétés, même si cette croissance est synonyme de gaz à effets de serre et d'extermination massive d'espèces.

Ainsi,

- portés par une idéologie du tout à l'accumulation matérielle ;

- dotés de technologies de plus en plus puissantes et de plus en plus efficaces ;

- gouvernés par des firmes privées et des acteurs financiers coupables d'amnésie historique chronique dans leur propre domaine (l'économie, la finance) ;

- nous pensons actuellement que la répétition incessante des mots « développement durable » va, comme par magie, nous permettre de poursuivre la course en avant du tout au matériel sans mettre gravement en péril les interactions biochimiques qui constituent la base même de la vie.

Pourtant, cette croyance est un mythe : à l'heure actuelle, la croissance économique continue de rimer avec une augmentation parallèle des pressions que nous exerçons sur les écosystèmes<sup>121</sup>. Bien entendu, toute initiative visant à rendre l'économie moins énergétivore est bonne à prendre. Mais, dans une planète comptant sept milliards d'humains, aucun mode de vie basé sur l'expansion continue des besoins économiques ne peut se poursuivre à l'infini.

Nous sommes donc à la croisée des chemins, avec un poids très lourd sur les épaules : notre tradition culturelle, qui nous a enseigné que la nature et l'homme sont deux choses distinctes, alors que nous sommes intimement liés à l'ensemble du vivant.

### Pour conclure

**Nous vivons une crise écologique majeure, et nous en connaissons la cause.** C'est l'homme, ou plus exactement l'homme moderne et son désir d'expansion économique immodéré.

Pour certains, nous en sortirons quoi qu'il arrive, car l'homme a toujours la solution. Il serait alors de bon ton d'ouvrir un journal, de brancher la radio, d'allumer la télévision... pour réaliser comment certains experts solutionnent les problèmes.

Sous les coups de boutoir des marchés financiers, des populations européennes (en Grèce tout particulièrement) ont subi le sort qu'on a longtemps réservé aux pays africains : l'appauvrissement de force et la paupérisation programmée. En Afrique, pour honorer l'intérêt des emprunts faits par des dictateurs (souvent de bons amis de nos démocraties), il fallait interdire aux gens de cultiver pour eux-mêmes et les contraindre à exporter leurs récoltes à bas prix. Telle était la logique du FMI qui se répète, dans des formules adaptées aux réalités

grecques : baisse vertigineuse des pensions et des salaires, licenciements et faillites, priorité à la satisfaction des normes économiques...

Si nous laissons les experts du monde des affaires proliférer et nous proposer leur gamme de solutions, le saignement à blanc des populations ne fait que commencer. L'un après l'autre, nous serons tous happés dans le tourbillon des fatalités libérales : « nous n'avons pas le choix », « il faut plus de flexibilité au travail », « la sécurité sociale coûte trop cher, il faut privatiser les soins de santé », « la population vieillit, il est normal de revoir à la baisse le niveau des pensions »... Cette litanie fataliste (qui est aussi un pur égoïsme) fait partie intégrante des logiques naturalistes libérales depuis la naissance de l'économie au XVIII<sup>ème</sup> siècle.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, John Maynard Keynes et ses politiques d'investissements publics nous ont sauvés une première fois de ce chaos des marchés. Soixante ans plus tard, ce chaos menace à nouveau nos libertés, nos droits citoyens, nos biens collectifs et les solidarités qui nous ont permis d'instaurer un certain bien-être parmi nous.

La tentation pourrait être grande de dire : faisons une politique de gauche, en relançant la croissance via les investissements publics comme Keynes nous l'a appris. Mais cela n'est pas possible. Car nous butons alors sur d'autres limites : celles des écosystèmes. Et ce que nous mettons en jeu, ce ne sont plus seulement nos salaires ou la qualité des emplois, mais bien le niveau des océans, la fréquence des tempêtes, le prix de l'alimentation, l'évolution générale du climat, la réapparition d'épidémies, la disparition de plantes susceptibles de produire des médicaments non encore découverts, la pérennité de nos lieux de vie (en ce mois de novembre 2011, un cinquième de Bangkok est sous eau tandis que le Sud de la France connaît des inondations catastrophiques suite à des pluies torrentielles...) et, plus généralement, la chance exceptionnelle que nous avons de vivre dans des écosystèmes cléments, auxquels nous sommes parfaitement adaptés.

D'aucuns se diront : voilà des arguments bien pessimistes ! Ce à quoi je répondrai simplement : croire que ce genre de scénario est impossible, c'est ignorer que la Terre a déjà joué de telles pièces dramatiques par le passé. Et qu'elle est tout à fait susceptible de les reproduire à l'avenir étant donné que l'environnement, complexe et dynamique, peut

<sup>121</sup> Voir notamment à ce propos Tim Jackson, « *Prospérité sans croissance* », Editions De Boeck / Etopia, 2010, pp. 77-94.

soudainement sortir de son état d'équilibre au gré d'évènements chaotiques.

Finalement, ce qui est en balance dans les crises contemporaines, c'est prioritairement l'immense crédit que nous accordons à l'économie. Nous qui sommes héritiers d'une culture rationnelle, vouée au progrès, nous voilà incapables de prendre distance par rapport à nos propres traditions, où les préoccupations d'ordre matériel sont, à l'évidence, prépondérantes.

Trois chiffres pour illustrer mon propos :

- « Pendant les trois dernières décennies du XX<sup>ème</sup> siècle, la population s'est accrue de 40% et la consommation a quadruplé » ;
- « Entre 1950 et 1997, la production de l'économie mondiale a été multipliée par six - de 5.000 à 29.000 milliards de dollars » ;
- « La seule croissance économique des années 1990 à 1997 a dépassé celle des 10.000 années comprises entre les débuts de l'agriculture et 1950 »<sup>122</sup>.

Que ça plaise ou non, ce type de logique est intenable... Semblables aux spéculateurs dont parlait Galbraith, nous avons le sentiment que la croissance économique se poursuivra sans fin, que les valeurs économiques seront toujours à la hausse, que l'expansion sera éternelle... Mais nous nous trompons lourdement : à suivre cette route, le krach écologique est pour bientôt. Ou plutôt : il est en route et a déjà commencé ainsi qu'en témoignent l'extermination massive des espèces et la fonte des glaciers. La question est : va-t-on le laisser s'amplifier au gré d'évènements chaotiques que nul ne pourra contrôler ?

Si cela advient, le krach écologique fera passer la crise des *subprime* pour ce qu'elle est en réalité : une péripétie à l'échelle des temps géologiques, un signal d'alarme d'une société en panne de valeurs (solidaires notamment), et un très petit recul du bien-être matériel annonçant des régressions autrement plus fondamentales.

Je n'en suis pas pour autant fataliste. Dans un monde peuplé de sept milliards d'humains aux ressources limitées, la seule solution crédible est celle de la solidarité. Elle impose de limiter l'écart des salaires, de réinstaurer de la justice fiscale et sociale, de promouvoir les services publics et les transports collectifs, de contrôler les activités des

marchés financiers (plutôt que de les laisser contrôler la sphère politique), d'interdire aux multinationales leurs nombreuses pratiques criminelles (comme le meurtre de syndicalistes en Colombie ou le ravage de forêts tropicales pour installer de la monoculture d'huile de palme en Malaisie). Elle impose également de revoir nos logiques de consommation et nos valeurs culturelles, en accordant une plus grande importance aux ressources naturelles... qui ne sont pas seulement des matières premières, mais des éléments fondamentaux du cycle de la vie, peuplés par des êtres vivants qui méritent respect et considération.

Finalement, le défi auquel nous faisons face est éthique, moral, idéologique et politique. Il a été merveilleusement exprimé par un naturaliste du XIX<sup>ème</sup> siècle, Ian Mac Millan, qui avait cette très belle formule :

« Il faut sauver les condors non pas seulement parce que nous avons besoin des condors, mais parce que nous avons besoin de développer les qualités humaines pour les sauver. Car ce sont ces qualités-là dont nous avons besoin pour nous sauver nous-mêmes ».

## Epilogue

Nous l'avons vu dans le premier chapitre : l'amnésie historique des marchés est patente. Même lorsque cela concerne un domaine « économique » ou financier (autrement dit un domaine *a priori* bien connu d'eux), on ne peut faire confiance aux marchés – et aux acteurs économiques dans leur ensemble – pour établir rationnellement des valeurs crédibles. D'évidence, on peut sans doute encore moins leur faire confiance lorsqu'on aborde un domaine non économique, tel que l'environnement, où la connaissance de l'histoire et la diversité des approches scientifiques jouent un rôle déterminant.

La crise de la démocratie, qui est à l'origine de la crise des *subprime*, doit nous inviter à trouver des solutions et des arguments non exclusivement économiques pour remettre en cause l'hégémonie d'une élite privée (acteurs financiers, actionnaires, PDG de multinationales) actuellement en train de confisquer les principes les plus élémentaires du droit démocratique.

Cette contestation de l'hégémonie économique est urgente : non seulement parce que les solidarités de l'État providence souffrent et cèdent sous les coups de boutoir des marchés, mais

<sup>122</sup> Source des trois exemples : Franz Broschimmer, *op. cit.*, p.195

aussi parce que la science économique est particulièrement mal outillée pour intégrer dans ses analyses l'ampleur de la crise écologique, que nous aggravons à chaque instant.

Lorsque l'économie est née, il y a deux siècles, elle était faite de raisonnements mécaniques et naturalistes implacables. L'on sait aujourd'hui que les relations sont plus souples et flexibles qu'on ne l'imaginait, chargées en partie d'incertitude et d'aléatoire (ainsi, le capitalisme du XIX<sup>ème</sup> siècle semblait ne pouvoir faire de l'accumulation qu'en payant des salaires ridicules aux ouvriers ; pourtant, l'histoire du XX<sup>ème</sup> siècle a démontré que le capitalisme pouvait connaître un formidable essor en augmentant massivement les salaires, inventant au passage la société de consommation).

Peut-être ce genre de raisonnement est-il applicable à certaines de nos pensées. Comme la croissance économique, qui n'est pas un bloc monolithique fait exclusivement de *bonnes* ou de *mauvaises* choses, mais un conglomérat de progrès indéniables (*la prolongation de la vie humaine, une meilleure santé, le financement de la sécurité sociale...*) et de choses abominables (*ventes d'armes à des dictatures, destruction massive des écosystèmes... mais aussi, dans le contexte actuel, renforcement des inégalités sociales via un pouvoir accru des multinationales et des marchés financiers qui captent une part croissante des bonis économiques*).

Face à l'ampleur du défi climatique, il est temps de se poser la question : pourquoi aimons-nous la croissance économique ? Autrement dit :

- quelles sont les fins qu'elle permet d'atteindre qui nous plaisent (et que nous aimerions conserver) ?
- quelles sont les conséquences qu'elle produit et qui nous déplaisent (et dont nous devrions nous débarrasser) ?

Pour ma part, je suis convaincu :

**1.** qu'une remise en cause radicale de la croissance économique est nécessaire au profit d'une plus grande attention pour les liens sociaux,

les mécanismes de solidarité et les limites de la planète ;

**2.** que cette remise en cause doit également viser la légitimité des entreprises, lesquelles abusent de leur capital symbolique et de législations taillées sur mesure pour confisquer la démocratie, accentuer les inégalités et détricoter les conquêtes sociales (soit ce que la croissance économique a produit de meilleur) ;

**3.** que ces deux objectifs, complémentaires, impliquent que nous renoncions à certains mythes que nous partageons avec le monde patronal. Mythe dont la croissance économique fait partie.

Il nous faut inventer un nouvel horizon idéologique, un nouvel imaginaire, de nouvelles façons de vivre en société et de partager le temps de travail disponible.

Pour l'heure, nous restons ancrés dans des réflexes idéologiques hérités du passé (seule la croissance économique nous permettra de créer de l'emploi) alors que le contexte a radicalement changé (la démographie humaine est en hausse ; la nature subit des dégâts extrêmes et irréversibles ; enfin, une élite patronale mondiale en revient joyeusement à des formes d'exploitation pures et dures, tandis que la croissance économique l'aide à se renforcer !).

Faute de changer de cap, je crains fort que nous ressemblions aux passagers d'une voiture qui, après avoir fait un dérapage non contrôlé (la crise financière des *subprime*) consécutif à la conduite erratique des marchés (la crise de la démocratie), s'interrogent sur la meilleure conduite à suivre tandis qu'un mur de pierre (les limites écologiques de la planète) se dresse devant eux. Et tandis que chacun discute sur ce qu'il conviendrait de faire, le conducteur fou, pied au plancher, accélère en affirmant que la vitesse (la croissance économique) est le seul moyen de franchir le mur (crise climatique) qui s'élève cependant de plus en plus... ■

*Maurizio Vitullo est historien de formation. Après avoir travaillé durant plusieurs années sur les projets internationaux du CEPAG, il est devenu formateur.*

*Dans son texte, rédigé en avril 2011, la mise en perspective historique n'est jamais loin. Il revient ainsi sur les mécanismes ayant conduit à la crise de 2008 et les promesses des responsables politiques qui s'en suivirent... Et qui ne furent jamais concrétisées !*

*Maurizio Vitullo analyse ensuite la crise globale de notre système démocratique. L'analogie qu'il développe avec les années '30 n'est d'ailleurs pas des plus rassurantes. Partant de ce triste constat, il s'interroge enfin sur les perspectives de changement radical de notre système socio-économique et de la société dans son ensemble.*

## Le capitalisme et ses crises

Maurizio Vitullo ■ Avril 2011

### La crise

Quatre ans après le déclenchement de la crise financière, une question reste en suspens. Sommes-nous passés à deux doigts de l'effondrement du capitalisme ou sommes-nous à deux doigts de sa destruction ? Difficile de répondre, pour l'heure, à la question. Pour certains, le coup porté est fatal. Le capitalisme est touché dans ses fondements, définitivement. Il agonise, dans un état de mort clinique. Les gesticulations du G20 et des institutions financières internationales, le FMI en tête, le maintiennent artificiellement en vie, faute d'alternative crédible et de réelle capacité d'action. L'effondrement serait donc historique, une rupture radicale de dimension 'civilisationnelle' qui emportera dans sa chute les sociétés modernes. Pour d'autres, l'optimisme reste de vigueur. Le capitalisme, au cours de son histoire, ne s'est-il pas toujours remis des périodes de crise qui émaillent cycliquement son développement ? Mieux, il en sort rajeuni et fortifié. La crise constitue une thérapie purificatrice dont les principales vertus sont de corriger les défaillances du modèle et d'éliminer les acteurs économiques inadaptés. Un grand nettoyage de printemps en quelque sorte.

Les causes explicatives de la crise divisent également les opinions. Pour la gauche anticapitaliste, la sortie de route est inéluctable et le crash prévisible. La fin du capitalisme est inscrite dans les déviations intrinsèques de l'économie de marché dérégulée (je dis dérégulée sans oublier que la dérégulation implique toujours, en creux, une politique de régulation des logiques d'exploitation des êtres, des connaissances, des biens et des écosystèmes). En l'absence d'alternatives crédibles, les politiques sociales (ou plus exactement sociales

démocrates) visent, pour l'essentiel, à limiter les dégâts, à retarder la barbarie, dans l'attente d'une déflagration que l'on sait inévitable. Pour la droite, libérale et conservatrice, il en va tout autrement. Le capitalisme ne souffre d'aucun manquement. Les crises sont provoquées par des impulsions externes, par toutes les mesures politiques, sociales, économiques qui cadent les marchés et empêchent l'autorégulation d'agir efficacement, hors contrainte. Autrement dit, les dysfonctionnements observés sont toujours imputables à la persistance de mesures de régulation mais jamais à un excès de libéralisation des marchés. « Laissez-nous entreprendre », telle était la solution préconisée béatement par le patronat belge pour sortir de la crise. La logique est facile à comprendre. Laissez-nous faire en dehors de toute contrainte et nous sauverons le capitalisme de lui-même. C'est la croyance inébranlable en la capacité auto-cicatrisante des marchés par la croissance.

Tout esprit un temps soit peu lucide perçoit intuitivement l'absurdité de la posture. Ca sent le pompier pyromane à plein nez. Et pourtant, malgré cette évidence, les mesures de relance économique avancées par les gouvernements poursuivent aveuglément la logique libérale et renforcent la dérégulation. On guérit le mal par un autre mal.

Comment en est-on arrivé là ? Le capitalisme est déconnecté depuis longtemps de l'économie réelle (et de la réalité tout court). Les acteurs économiques n'ont de compte à rendre qu'à eux-mêmes. Tout le reste, la société, la politique, l'environnement, la culture se retrouvent dans un statut de subordination et de soumission, orientés vers le désir-maître du Capital. Depuis une

trentaine d'années, on assiste à une nouvelle « Grande transformation » du capitalisme. La déconnexion s'est approfondie et a abouti à l'autonomisation, au sein même de la sphère économique, des activités financières et spéculatives. Ce mouvement d'autonomisation induit des comportements d'autistes et un mode de pensée autarcique. Le plus frappant est certainement l'absence de sentiment de responsabilité des initiateurs de la crise. Qu'on regarde à nouveau l'audition de Dick Fuld, big boss de Lehman Brothers, devant le Congrès américain, pour mesurer le degré de cynisme et d'irresponsabilité criminelle de l'oligarchie bancaire.

On nage en pleine schizophrénie collective. D'un côté, tout le monde s'accorde à reconnaître que les raisons qui ont provoqué la crise financière de 2007 sont directement imputables au fonctionnement des places financières. De l'autre, on prend des mesures correctrices qui aboutissent toujours, in fine, à déresponsabiliser le monde de la finance. Comme si la responsabilité était à rechercher ailleurs. Nous agissons comme si le capitalisme était « le modèle totalisant » par excellence, une puissance divine, qu'aucune instance extérieure ne peut juger ou transformer. 'On est dans le capitalisme ou on n'est pas' pourrait résumer la puissance destructrice du modèle et son incapacité à penser l'altérité.

En 2008, acculé dans ses derniers retranchements, le système financier va déployer une double stratégie pour sortir de l'impasse. La première, dans l'urgence, aura pour objectif de personnaliser et d'individualiser les responsabilités. Ce sont les comportements et non la logique du système qui sont mis en cause. Deux personnages vont expliquer le naufrage. Un grand capitaine de la finance, Madoff, et un simple matelot, Kerviel (je reviendrai tout de suite sur ces deux personnages). Ils incarneront la purge du système. La seconde stratégie est plus complexe et se déploie dans la durée (elle est à l'œuvre actuellement). Elle consiste à transférer la responsabilité de la prise de risque et du coût des réparations sur les populations et les États qui seront saignés à blanc. Ils épongeront les dettes douteuses et, une fois affaiblis, seront attaqués frontalement par les marchés financiers et les spéculateurs. Les marchés financiers se servent des citoyens comme d'un bouclier humain.

## C'est la faute à Bernie et à Jérôme

Deux personnages vont cristalliser l'attention et symboliser toutes les dérives du système. Leur hypermédiation permettra de donner un visage à la crise mais aussi et surtout d'affaiblir la critique du système financier. Si le système a dérapé, s'il dysfonctionne, ce n'est pas dû au caractère vicié de ses fondements, mais plutôt à cause du comportement malhonnête de certains individus malintentionnés. La manœuvre est subtile et efficace. Responsabiliser le comportement de quelques uns pour mieux dédouaner tous les autres. Le premier se nomme Bernard Madoff. Il restera dans l'histoire pour son escroquerie de type 'Ponzi'<sup>123</sup> estimée à plus de 65 milliards de \$. Le second s'appelle Jérôme Kerviel, trader à la Société Générale, condamné pour avoir pris, seul, des positions sur des contrats à terme à hauteur de 50 milliards € et fait perdre à la banque 4,8 milliards €. L'un est à la tête d'une des principales sociétés d'investissements de Wall Street, ancien président du Nasdaq<sup>124</sup>. La référence dans le monde fermé de la haute finance. Il incarne le prestige, la respectabilité et la réussite. En un mot : The Top. L'autre est un employé de la Société, jeune trader aux dents longues. Il positionne tout seul, comme un grand, 50 milliards € et perd près de 5 milliards. Comme tous les autres, il joue et perd au casino de la finance où la recherche de profit, de toujours plus de profit, est la règle.

Devant cette manipulation orchestrée par les milieux financiers et portée par les mass médias, on en oublierait presque la vérité. Quand les masques tombent, les mines sont pitoyables. La crise a mis au grand jour les pratiques frauduleuses des financiers et le cynisme voire l'amoralité de leurs comportements. C'est tout le système financier qui est pourri, rongé de l'intérieur par la cupidité. Tricherie, mensonge, opacité, escroquerie, fraude et manipulation s'échangent également sur les places boursières. Les grands banquiers ont mis au point des produits financiers à l'image de leur éthique, des produits toxiques et opaques, disséminés aux quatre coins de la planète. A l'abri des regards, ils

<sup>123</sup> Escroquerie basée sur un système pyramidal dans lequel les dépôts des nouveaux investisseurs servent à verser des intérêts aux plus anciens.

<sup>124</sup> Le NASDAQ, sigle de *National Association of Securities Dealers Automated Quotations*, est le deuxième plus important marché d'actions des États-Unis et le plus grand marché électronique d'actions du monde. Pour plus d'information [www.nasdaq.com](http://www.nasdaq.com)



ont confectionné des produits à haut risque et à très haut rendement. Le tout titrisé et injecté sur les marchés avec effet de levier. Au final, on obtient des produits opaques constitués de créances douteuses accolées à des titres. Ce sont ces produits dits « toxiques » qui inondent les places financières et rapportent à leurs détenteurs beaucoup d'argent. Enormément d'argent, jusqu'au jour où... la confiance disparaît.

La confiance, maître-mot de la crise. Madoff a ruiné des banques et des milliers de personnes par excès de confiance. Une fois que vous étiez acceptés dans son club intime, le confident de Wall Street rémunérait à 10%. Mais lorsque la confiance s'écroule, les opérateurs économiques s'observent, figés, soupçonnant les autres d'être aussi menteurs qu'eux-mêmes. Par manque de confiance, les banques ont cessé de se prêter de l'argent. On découvre alors que, sans la confiance, la rationalité économique et les produits financiers les plus sophistiqués ne valent plus rien.

## **L'État, la responsabilité du bouc émissaire**

Pendant les premiers mois, on a pu croire au retour triomphal de l'État. L'État providence, l'État sauveur, le garant ultime de la société se réveillait d'un long sommeil et reprenait en main la situation. On se souviendra de Didier Reynders, de Nicolas Sarkozy et de leurs sbires devenant pour un temps les fervents défenseurs de l'État et de la nécessaire régulation de l'économie. Ils donnaient à voir la puissance publique. La révolution était donc en marche. Oui, sauf que les gouvernements sont à la tête d'États privatisés depuis longtemps. Sous les apparences d'une mise au pas d'un capitalisme rapidement qualifié de sauvage, ils ont, sans contrepartie et en dehors de tout débat démocratique, sacrifié, en victimes expiatoires, les finances publiques et l'avenir de leurs citoyens. Injecter dans l'économie des milliards, nationaliser temporairement des banques et finalement plonger les pays dans un endettement aujourd'hui présenté comme insurmontable... Il y a dans ce type de comportement une grande continuité politique. On retrouve ici un classique des politiques libérales : privatiser l'État, vendre les secteurs rentables et socialiser les pertes.

On comprend pourquoi les déficits privés des institutions financières ont été quasi instantanément transformés en déficits publics. Ce sont les États et

l'argent des contribuables qui financeront les pertes astronomiques enregistrées par les banques. Au nom de l'urgence et afin d'éviter le chaos, les États ont été délibérément mis en position de porter seuls la responsabilité d'un système financier devenu fou, jugé en quelque sorte irresponsable de ses méfaits. Il s'agit là d'une imposture monstrueuse. Dans la logique libérale (néo-ultra), l'État doit disparaître du paysage économique et social. Tant qu'il subsiste, il sera jugé coupable d'empêcher l'avènement du « grand marché » mondialisé. A lui donc d'assumer, *in fine*, les dysfonctionnements du capitalisme. A lui d'accomplir les basses besognes et, par exemple, de racheter les déchets toxiques des réacteurs boursiers.

Petite parenthèse. L'analogie entre le Krach boursier de 2007 et l'explosion de la centrale nucléaire de Fukushima est très instructive. Ces deux événements, apparemment étrangers l'un à l'autre, offrent certaines parentés, comme s'ils traduisaient par des symptômes différents le même mal profond. Dans les deux cas, il est question d'un manque de liquidité (monétaire pour les marchés et aquatique pour les réacteurs) et d'un emballement incontrôlable des processus en cours (emballement systémique). Dans les deux cas, les risques ont été totalement sous-estimés, pire ignorés ou camouflés. Les opérateurs de régulation et de contrôle ont totalement failli à leurs missions. Résultat, dans un mouvement de sauve-qui-peut, on essaye d'éteindre, vaille que vaille, la surchauffe en inondant abondamment les banques à coup de milliers de milliards d'euros ou en arrosant le cœur des réacteurs des centrales. Dans les deux cas, la toxicité qui se dégage de l'activité est mortelle et pour des décennies. De toute évidence, nos sociétés productivistes et consuméristes modernes nous conduisent inexorablement dans une impasse qui nous dépasse. Les événements récents ont mis à jour les failles du système. L'idée de l'autorégulation retrouve, mais pour combien de temps, son statut de phantasme. Les marchés livrés à eux-mêmes se transforment rapidement en champs de bataille. Trente ans après le retour des néolibéraux, le capitalisme, devenu financier, a livré une guerre totale contre le monde. Sa capacité de destruction s'est singulièrement accélérée et renforcée et met en péril la survie de l'humanité. Destruction de l'environnement et de la vie (biodiversité), épuisement des ressources naturelles et destruction irréversible des écosystèmes (BP dans le golfe du Mexique, centrale nucléaire de Fukushima...),

réchauffement climatique, mise à mal du monde du travail et des conquêtes sociales, marchandisation des rapports sociaux, privatisation des services publics et des biens communs...

## **L'État livré au nationalisme et au populisme**

Crise financière, crise bancaire, crise de l'économie « réelle », crise sociale, crise politique. C'est toute une machinerie sociétale qui se grippe. L'impact se fera ressentir très rapidement à l'échelle mondiale. Seul point de comparaison, dans la mémoire historique, le krach de 1929. Dès les premiers jours, analystes financiers et dirigeants politiques se veulent rassurants. Tout sera mis en œuvre pour éviter la reproduction de '29. Face aux excès du monde de la finance, on reparle alors de contrôle, de régulation et de Keynes. Les banquiers sont priés de s'expliquer et les politiques - même de droite - promettent de mettre de l'ordre et surtout de moraliser le capitalisme. Sarkozy, dans un excès d'autoritarisme et de fumisterie, fustigera les salaires des grands patrons et menacera de limiter le revenu des actionnaires. Il fallait urgemment calmer le peuple et donner l'illusion que tout était sous contrôle (voir supra).

L'analogie avec la crise de 1929 est terrifiante. Pas tant par l'ampleur du désastre économique qu'il suggère mais plutôt par les conséquences politiques qu'il laisse entrevoir. Car l'Histoire nous a appris que l'effondrement du capitalisme a ouvert un large boulevard aux courants réactionnaires et populistes des années '30. Les fascistes et nationalistes ont produit une critique du libéralisme, avec les conséquences apocalyptiques que l'on connaît. Sommes-nous condamnés à reproduire les mêmes dérives politiques ? Le risque est grand et chaque jour de plus en plus palpable. Le visage de l'Europe, en 2011, se radicalise. Les nationalistes et les partis d'extrême droite se profilent dans de nombreux pays européens. La Belgique, et singulièrement la Flandre avec l'émergence de la NVA, ne fait pas exception. A l'heure où j'écris ces lignes, la radio annonce un score historique pour le parti des « Vrais Finlandais », un parti aux relents fascistes. Quelles sont les alternatives de gauche, non productivistes, non capitalistes crédibles à l'horizon ? Aucun projet de société ne semble émerger à gauche, ni dans les partis, ni au sein des acteurs de la société civile. Il y a pourtant urgence.

La décennie 2010-2020 risque de devenir celle d'une montée inexorable du repli identitaire et des populistes. La dégénérescence de la vie politique est manifeste dans tous les pays européens. Les droites nationalistes redeviennent ouvertement xénophobes et attirent de plus en plus d'électeurs. Avec la peur de l'incertitude et l'imposition de politiques d'austérité, la crise sociale se transformera rapidement en crise politique profonde. Les mesures liberticides, les violations des droits politiques, sociaux, économiques et culturels se banalisent ou passent inaperçues. Pour preuve, l'état d'urgence décrété par le gouvernement espagnol (socialiste pour l'occasion) à l'encontre des grévistes des tours de contrôle aéroportuaires. Les travailleurs qui refusaient de reprendre le travail tombaient sous le coup de la juridiction militaire. Cette attaque digne d'un régime totalitaire contre le droit de grève n'a soulevé aucun émoi.

Petite parenthèse. La Belgique est pour l'heure relativement épargnée. L'absence de gouvernement de plein exercice nous préserve pour l'heure des mesures d'austérité budgétaire. Mais nous sommes prévenus, la crise financière coûtera une vingtaine de milliards d'euros. Qui paiera ? Les contribuables, les travailleurs, les pensionnés, les malades, les chômeurs ! Et les banques ? Et les actionnaires ? Et les riches rentiers ? Et les entreprises qui renouent avec les plantureux bénéficiaires ? Et l'impôt des sociétés ? Pour la droite, la crise sociale est une opportunité à saisir. Elle fragilise la société et rend difficile, voire impossible, toute forme de résistance.

Dans une société capitaliste, l'État tend, comme tout le reste, à être privatisé. Des pans entiers des services publics, surtout les plus rentables, sont soumis au marché. L'État réduit à ses fonctions régaliennes sera mis au service des intérêts du privé. On connaît par cœur la chanson. L'argent fait défaut. Il est impossible d'assurer le financement des services publics, des pensions, de la sécurité sociale, de l'éducation... La liste est longue. Par contre, pour financer le sauvetage du secteur bancaire, les États ont décaissé, en dehors de tout débat, des milliers de milliards €. (Le Président vénézuélien, Hugo Chavez, a résumé la situation, au Sommet de Copenhague, par cette formule heureuse : « Si le climat était une banque, on l'aurait sauvé. ») Avait-on le choix ? Fallait-il le faire et éviter de la sorte de répéter les erreurs de la crise de '29 ? Peut-être. Mais pas à n'importe quel prix. Le monde financier a bien compris que

l'argent public sera toujours le dernier rempart. Quand la bourse se crashe, quand la sortie de route est inéluctable, les financiers ont la garantie que l'argent public fera fonction d'« air bag » et les sauvera d'une mort certaine. Quelle injustice ! Le monde financier est reconnu coupable de malversation, escroquerie et tromperie et d'association de malfaiteurs. L'application de la peine, quand à elle, laisse perplexe. Par un tour et détour de passe-passe, où chacun refile la patate chaude et toxique à son voisin, c'est finalement l'État et donc les citoyens contribuables qui prennent 20 ans d'austérité et sont priés de rembourser des milliards d'€ pour combler les déficits. Un véritable hold-up, perpétré en toute impunité !

## Vers un État de moins en moins démocratique

Et la démocratie dans tout ça, où en est-elle ? Elle est de plus en plus en danger<sup>125</sup>. Je retiendrai ici trois facteurs importants qui agissent simultanément à l'encontre de nos démocraties.

- D'abord, la recrudescence des partis populistes - qui minent la démocratie de l'intérieur - et la récupération par les partis plus traditionnels de thèmes de l'extrême droite (question identitaire, peur du migrant, invasion des demandeurs d'asile, Islam...). Les migrants et demandeurs d'asile sont en première ligne et subissent de plus en plus des mesures anti-démocratiques (enfermement, discrimination, expulsion forcée...).

- Ensuite, l'apparition d'acteurs internationaux (extranationaux, extra-européens) qui imposent des mesures non-négociables. En effet, avec l'élaboration des plans sociaux d'austérité, on a le sentiment d'être pris en otage et rançonnés par les acteurs de la finance, ceux-là mêmes qui ont provoqué la crise financière. L'ombre du FMI plane sur l'Europe. L'Islande, l'Irlande, la Grèce, la Roumanie sont déjà soumis à ses conditionnalités. Demain, le Portugal et l'Espagne pourraient suivre. Les gouvernements occidentaux craignent la mise sous tutelle du FMI. Ils connaissent parfaitement les conséquences désastreuses des plans d'ajustement structurel pour les avoir recommandés si souvent

---

<sup>125</sup> La finance déteste rendre des comptes. Elle vomit la démocratie et se satisfait timidement d'une gouvernance économique édictée par ses propres soins (comme le célèbre code Lippens pour les entreprises ou les réformes « Bâle 3 » pour les banques).

aux pays du Sud. S'endetter auprès du FMI signifie priver les populations (hormis les nantis) de soins de santé, d'éducation... bref des services publics. Un autre preneur d'otage a fait son apparition, moins connu du grand public. Du moins avant la crise de 2007. Il se nomme « Agence de notation ». Avec les agences de notation, on touche à l'indécence parfaite du capitalisme. Elles évaluent les risques et notent la santé économique des acteurs. Et tout y passe, une entreprise, une région, un pays, un produit financier, un secteur d'activité, une situation politique... Elles sont quelques-unes, presque toutes américaines, à décerner des bonnes ou des mauvaises notes à l'ensemble de la planète. Leurs grilles d'analyse sont purement économiques et financières. A la chute de la dictature de Ben Ali, la note de la Tunisie a été dégradée compte tenu des risques liés aux incertitudes politiques. Sans parler de la Grèce, de l'Irlande dont les notes se sont effondrées en quelques semaines. Même la Belgique est dans le collimateur et régulièrement menacée de voir sa note dégradée. La note des États-Unis pourrait être dégradée dans les semaines qui viennent. Nous sommes ici en plein cœur de la dictature des marchés. Ces agences de notation, la veille de la crise des Subprimes, attribuaient un triple A aux produits dérivés toxiques qui s'échangeaient sur les marchés, incapables de distinguer un camembert pourri d'un plat de caviar. Devant une telle incompétence, on s'attendrait à ce que les instances de régulation des marchés leur posent les scellés et les traduisent en justice. Aucune mesure sérieuse n'a été prise pour mettre fin à leur capacité de nuisance. Pas un jour ne passe sans qu'une agence ne menace de dégrader la note d'un pays et donc d'aggraver la dette souveraine du pays concerné. L'exemple grec est, à ce titre, éloquent et choquant. Les taux pour un emprunt sur deux ans ont atteint les 20% ! Cela revient à ruiner le pays pour des décennies.

Qui sont ces agences de notation ? Pour qui travaillent-elles ? Comment élaborent-elles leurs systèmes de notation ? De quelle légitimité disposent-elles ? Curieusement, ces agences ne font l'objet d'aucune critique. Elles sont, quoi qu'elles fassent, inattaquables. Pourtant, ces agences, qui disposent d'un pouvoir démesuré sont anti-démocratiques et ne jouissent d'aucune légitimité internationale. Ce sont d'obscurs organismes privés à la solde de l'oligarchie financière et incapables d'évaluer les risques réels des activités humaines. Seule une instance publique internationale pourrait

remplir correctement la fonction de notation. Mais peu importe. On reprend les mêmes et on continue... à s'enfoncer avec le même aveuglement.

— Enfin, la désillusion en la capacité de l'État de transformer véritablement les règles de l'économie de marché. Après les effets d'annonce, il est aujourd'hui évident que nous avons été trompés. Aucune mesure de régulation sérieuse n'a vu le jour, les banques renouent avec les bénéfiques et reviennent à leurs pratiques douteuses. Les agences de notations, dans une amnésie sidérante, continuent à arbitrer et à attribuer les bons et mauvais points. La désintoxication n'a pas fonctionné. Les produits dérivés sont à nouveau échangés et la spéculation regagne de la vigueur. Bref, la machine financière redémarre et laisse derrière elle des États exsangues. Cette situation provoque une incompréhension, un légitime sentiment d'injustice et une frustration grandissante qui s'exprimeront dans un rejet irrationnel de la Démocratie et du Politique.

## La crise, une valeur refuge du capitalisme

De mémoire de capitaliste, la crise a toujours existé.

Je suis né avec la crise des années 70, mes parents avec la crise de 29 et mon petit dernier avec celle de 2009. Une belle photo de famille. Elle constitue, en quelque sorte, une norme et un invariant stable de nos sociétés capitalistes. « C'est la crise ! Vous comprenez ? Nous devons tous faire un effort pour maintenir la croissance et notre niveau de vie ». La crise a ses raisons et, dans une société utilitariste, elle a même son utilité.

Grâce à la crise, nous connaissons le chômage structurel et le NAIRU, cet oiseau rare et précieux qui nous permet de contenir l'inflation. En trente ans, la Belgique a doublé son PIB. En moins d'une génération, celle précisément du chômage structurel, nous avons produit deux fois plus de richesse dans un des pays les plus riches du monde. Mais alors où est la crise ? D'où vient-elle ? De quoi parle-t-on exactement ? Et de qui ? Une question revient de manière récurrente. Quel est cet état d'urgence permanent qui maintient des centaines de millions de personnes dans la pauvreté et la précarité ? Côté face : 1.300.000.000 travailleurs survivent dans la pauvreté. Un enfant meurt de faim toutes les 3 secondes. Ces personnes ne sont pas victimes de la « crise », elles sont sciemment

exploitées et sacrifiées par les capitalistes à l'œuvre dans le monde. Côté pile : 95.000 personnes disposent d'un patrimoine de 13.000 milliards de \$ (1/4 de la richesse mondiale produite en 2006). Elles exploitent et sacrifient les travailleurs du monde et concentrent entre leurs mains des richesses faramineuses.

Après les Trente glorieuses, le Capital prend sa revanche sur le Travail et réinstalle l'état de crise. Pour les capitalistes, la valeur c'est l'argent. Ce n'est pas le travail. Dans cette logique, le travailleur ne peut plus vivre décemment de son travail. Il ne survivra qu'à crédit. D'un côté le Capital concentre toujours plus d'argent, de l'autre le travail rémunère de moins en moins. Ce déséquilibre est explosif. La solution capitaliste pour en sortir est simple. Pour assurer le pouvoir d'achat et la consommation (et donc la production et donc la croissance), il suffit d'ouvrir les portes du crédit. Les riches prêtent aux pauvres qui rembourseront capital et intérêt. L'argent appelle l'argent. Le prêt à intérêt participe à la concentration automatique du Capital. Mieux encore, l'argent rapporte de l'argent. Les détenteurs de capitaux n'investissent plus dans l'économie productive (dite réelle) et dans la recherche (notamment pour une transition 'bas carbone'). Ils orientent leurs fonds vers la spéculation et investissent dans des produits financiers à haut rendement. Les spéculateurs construisent de la sorte des pyramides de créances qui enrichissent indécentement les prêteurs jusqu'au jour où l'un des créanciers fera défaut et entraînera à sa suite la chaîne de créanciers. Les financiers appellent cela la prise de risque. Tout le monde se refile le risque du défaut de paiement en espérant le revendre avant l'effondrement final. C'est exactement ce type de montage scabreux, orchestré iniquement par les grands banquiers, qui a plongé des millions de travailleurs dans l'endettement hypothécaire et provoqué l'effondrement du système financier international.

## « La crise, quelles crises ? »<sup>126</sup>

Nous avons appris que le capitalisme respire. A une phase d'expansion succède 'naturellement' une phase de contraction. Ce sont les crises structurelles, parfaitement prévisibles et maîtrisées au sein des cycles économiques. Un signe de bonne

<sup>126</sup> Titre d'un excellent ouvrage de Damien Millet et Eric Toussaint. A lire absolument.

santé. Il arrive également que l'expansion est telle que l'éclatement est inéluctable. On parle alors de bulles spéculatives dont l'effondrement entraîne, selon la taille de la bulle, des pans entiers de l'économie. En 2001, la bulle internet explose. Très rapidement, les fonds quittent la nouvelle économie et investissent l'immobilier. Les meubles sont sauvés pour quelques années... En 2007, l'immobilier se désintègre et la déflagration spéculative est d'une ampleur et d'une puissance inégalées. C'est un Big Bang financier. L'onde de choc va se propager à l'ensemble de la sphère financière et atteindre l'économie productive. 2007, crise des prêts hypothécaires, les *subprimes*. 2008, crise de confiance entre les banques et paralysie des prêts interbancaires. 2009, injections massives de liquidités des Banques centrales et des États pour réanimer les marchés financiers. 2010, explosion des déficits publics et spirale de l'endettement. 2011, crise de la zone euro, mise en place de plans d'austérité.

La crise, mais quelles crises ? Le capitalisme est devenu hégémonique sur le plan mondial. La mondialisation libérale non régulée n'a pas engendré une mais une multitude de crises. Et ces crises sont toutes globales, interconnectées et systémiques. Le capitalisme financier diffuse ses métastases. Le mal est profond. Peut-être incurable. Le capitalisme financier a accéléré la destruction de la société. Nos modes de consommation et de production sont sous l'emprise directe des exigences de rendement des spéculateurs financiers. Toutes les sphères d'activités humaines sont touchées : crise financière, crise bancaire, crise monétaire, crise économique, crise sociale, crise politique, crise du travail, crise environnementale (climat et biodiversité), crise énergétique<sup>127</sup>, crise alimentaire<sup>128</sup>, crise des dettes souveraines...

Chacune de ces crises mérite toute notre attention. Elles ont été développées et analysées dans les différentes contributions qui forment ce recueil. Le changement climatique et la disparition de la biodiversité sont certainement les plus grands

défis à relever. Ils nous imposent un changement radical dans notre rapport au monde et une remise en cause de l'idéologie de la croissance, de la concurrence et du scientisme économique. Cette bifurcation, nous pourrions la négocier pacifiquement en inventant un nouveau 'socialisme écologique'. Un socialisme non-productiviste orienté vers la croissance sociale et le bien-être des écosystèmes (les humains, les plantes, les animaux, les paysages, l'air, l'eau...). ■

---

<sup>127</sup> On commémore ces jours-ci le premier anniversaire de l'explosion de la plateforme de BP dans le Golfe du Mexique. Une catastrophe écologique aux conséquences incalculables. On commémore également les 25 ans de l'explosion de Tchernobyl...

<sup>128</sup> En 2008, les fonds spéculatifs, à la recherche de placements sûrs, se rabattent sur les matières premières et les denrées alimentaires. Ce mouvement financier provoquera une hausse du prix et débouchera sur des émeutes populaires très violentes.







Rue Haute 42, 1000 Bruxelles | Tél. 02/506 82 36 | Fax 02/502 08 28  
Rue de Namur 47, 5000 Beez | Tél. 081/26 51 52 | Fax 081/26 51 51

[iw@fgtb-wallonne.be](mailto:iw@fgtb-wallonne.be) | [www.fgtb-wallonne.be](http://www.fgtb-wallonne.be)